4224

PERSPECTIVES A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST

OCDE/OECD

Organisation de Coopération et de Développement Economiques

Organisation for Economic Co-operation and Development

CINERGIE

CILSS

Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

Permanent Inter-State Committee for Drought Control in the Sahel

BAD/ADB

Banque Africaine de Développement

African Development Bank

PERFORMANCES DU SECTEUR AGRICOLE ET REDISTRIBUTION DE LA POPULATION EN AFRIQUE DE L'OUEST

Document de travail N° 12

SAH/D(93)414

Diffusion générale

population

espace

développement

Cette étude est financée par la **CEE** avec le concours de l'**ACDI**, la **BAD**, la **Banque Mondiale**, la **Coopération Française**, la **Coopération Néerlandaise** et l'**USAID**

L'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest est pilotée par la cellule OCDE/BAD CINERGIE basée à Abidjan.

Sa réalisation est assurée conjointement par un groupe d'experts basé au Secrétariat du Club du Sahel à Paris et par plusieurs groupes d'experts africains des pays de la région. Les études de cas nationales et les principales études thématiques relatives aux changements politiques et sociaux, aux migrations régionales, à l'aménagement du territoire et à la gestion des zones frontalières, sont placées sous la responsabilité directe de spécialistes africains.

Le comité scientifique responsable de l'orientation des travaux, qui comporte une vingtaine de personnes, est composé pour moitié de chercheurs issus de la région.

Un comité d'experts d'une soixantaine de personnes est également régulièrement consulté. Parmi ces experts, 45 chercheurs et spécialistes ouest-africains constituent l'amorce d'un réseau de correspondants, dont la mission est non seulement de contribuer à l'étude par leurs observations et recommandations, mais aussi de faciliter la dissémination des résultats de l'étude dans leur pays.

Enfin, la cellule CINERGIE assure en permanence les contacts politiques au plus haut niveau et une large couverture médiatique, grâce au réseau régional de journalistes spécialement constitué pour garder le contact avec l'opinion publique et pour mobiliser la presse ouest-africaine sur les thèmes abordés dans l'étude.

CILSS - DOCUMENTATION

INTRODUCTION GENERALE

Les objectifs de l'étude

L'étude sur les perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest a pour ambition de contribuer aux réflexions actuelles sur la relance de la croissance soutenable et sur la coopération et l'intégration régionales en abordant ces questions sur la longue durée -à l'échelle d'une génération- et sous l'angle des dynamiques du peuplement, c'est-à-dire au sens de la croissance et de la redistribution de la population dans l'espace régional.

Les gouvernements africains, leurs partenaires des agences de coopération et la communauté scientifique y trouveront notamment :

- une description détaillée de l'occupation actuelle de l'espace régional et de l'économie réelle des pays de la région;
- une analyse des tendances lourdes, locales et mondiales qui ont marqué et marqueront encore à l'avenir les évolutions du peuplement, de l'organisation de l'espace, de l'économie et des sociétés en Afrique de l'Ouest;
- un cadre conceptuel et des outils d'analyse adaptés à la compréhension des relations d'interdépendance entre population, espace, économie et société;
- une vision à long terme de la région construite en tenant compte des mécanismes et des germes de changement identifiés dans la rétrospective et d'un ensemble d'hypothèses et d'options clairement identifiées;
- et une première approche des implications politiques et opérationnelles pour les décideurs des pays, les OIG de la région et leurs partenaires des agences de coopération.

Les auteurs de cette étude pensent avoir démontré la nécessité pour tous les partenaires du développement et toutes les disciplines de remettre la population au centre des analyses sur le développement, de raisonner sur la longue durée, d'exprimer aussi concrètement que possible leur vision globale du futur et de situer leur action dans le cadre de cette vision.

Pourquoi une étude régionale ?

On est en droit de s'interroger sur la pertinence de l'approche régionale dans une région où les expériences d'intégration et de coopération institutionnelle sont confrontées à de très importants blocages. De plus, l'espace ouest-africain, constitué de 19 pays[1] dont la population et le PIB varient de un à cent, pourrait sembler trop hétérogène pour constituer un cadre d'analyse satisfaisant. Cependant, l'étude montre clairement qu'il n'est pas possible d'éviter l'approche régionale notamment pour les raisons suivantes :

- l'espace ouest-africain est un espace de forte mobilité des populations et d'interdépendance des économies réelles, pour lesquelles les frontières politiques n'ont pas représenté une contrainte importante; à l'avenir, cette mobilité est appelée sans doute à se poursuivre, et l'interdépendance entre les économies nationales, favorisée par la redistribution des populations au sein de l'espace régional et par la division du travail qui en résulte, devrait aller croissant ;

- cet espace régional, mosaïque d'intérêts divers, a été médiocrement utilisé du point de vue de l'efficacité économique par les politiques officielles, avec pour conséquences une faible valorisation du potentiel offert par les marchés régionaux, une dépendance excessive vis-à-vis des marchés mondiaux et une sensibilité extrême aux interventions extérieures et aux fluctuations de la conjoncture internationale. Une meilleure compréhension des dynamiques démographiques et économiques régionales et des mécanismes spatiaux du développement est nécessaire pour que les Etats s'engagent réellement dans la voie de la coopération régionale.

---

1 *Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, RCA, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.*

Pourquoi une étude à long terme dans laquelle la géographie humaine est au coeur des réflexions ?

On peut se demander si les circonstances actuelles se prêtent à une réflexion approfondie sur les évolutions à long terme de l'Afrique de l'Ouest. Est-il opportun de s'intéresser aujourd'hui au peuplement, à la répartition des populations dans l'espace, aux liens entre le peuplement, l'économie et la société, alors que les pays africains sont dans une situation économique préoccupante et qu'ils sont pressés de toute part de remettre à court terme de l'ordre dans leurs économies et leurs institutions ? On donne une réponse positive à cette question pour les raisons qui sont exposées ci après.

L'Afrique de l'Ouest connaît une croissance démographique sans équivalent dans l'histoire. De 45 millions d'habitants en 1930, la population de la région atteint presque 220 millions d'habitants aujourd'hui et, selon les projections disponibles, devrait encore doubler d'ici 2020. Le décuplement de la population régionale en moins d'un siècle s'accompagne d'intenses migrations entre régions naturelles, entre pays, entre milieu rural et milieu urbain, les populations répondant ainsi, aussi rationnellement que possible, aux potentiels et aux contraintes de l'espace, aux injonctions et aux opportunités du contexte national, régional et international.

Si, dans le court terme, les mouvements de population dépendent étroitement des évolutions politiques et économiques, sur le long terme, la causalité inverse s'impose: ce sont les concentrations et les mouvements de population qui entraînent une profonde restructuration de l'espace, de l'organisation des marchés et de la géographie économique et qui sont à la source des dynamiques sociales et politiques. La crise économique actuelle a sensiblement ralenti les migrations intra-régionales. Si cette réaction des populations à la crise est rationnelle du point de vue des individus et dans le court terme, il n'en demeure pas moins que la région Afrique de l'Ouest ne pourra supporter sa croissance démographique totale sans drame écologique, social et politique, ne pourra retrouver une croissance économique soutenable que si les conditions d'une forte mobilité de la population dans l'espace régional sont maintenues et si nécessaires recréées.

L'urbanisation est un phénomène clé dans cette dynamique de peuplement. C'est en effet grâce à l'urbanisation que le processus de division du travail peut s'engager avec ses implications sur le développement des échanges et des marchés, l'accumulation de capital, le développement d'activités nouvelles, la création d'emplois, l'innovation et le changement social. En l'espace de trois décennies, la région a vu émerger un secteur dit "informel" qui, au cours des deux dernières décennies, a accueilli une plus grande part du croît démographique total que l'ensemble du secteur agricole, et qui modifie profondément les structures de l'ensemble de l'économie. Les villes ont aussi suscité l'émergence d'une nouvelle élite politique et économique dont le mode de vie est plus proche des sociétés occidentales que des sociétés traditionnelles qui perdurent encore dans la plupart des zones rurales. Ces transformations structurelles du peuplement et leurs implications ne peuvent être pleinement comprises que dans le temps long, qui est le temps du développement.

Organisation de l'étude

L'étude s'appuie sur une rétrospective longue - les trente dernières années-, dont le but est de mettre en évidence les changements intervenus dans le peuplement, les sociétés et les économies de la région et d'identifier les mécanismes qui ont permis aux sociétés et aux économies de s'adapter à ces changements.

Après la rétrospective, on esquisse quelques images à long terme de la région (à l'horizon 2020), construites autour des thèmes évoqués précédemment, et quelques scénarios à moyen terme (dix ans) résultant de diverses combinaisons d'hypothèses plausibles. A diverses hypothèses de peuplement (répartition de la population dans l'espace régional), on associe les "images" des économies nationales et de l'économie régionale qui paraissent "compatibles". Ces images, qui illustrent les interactions entre la distribution de la population et les comportements supposés des diverses catégories au sein de cette population, tentent ainsi d'apporter des réponses plausibles aux questions suivantes:

- *Où vivront les quelque 400 millions d'habitants que comptera l'Afrique de l'Ouest d'ici une génération ?*

- *Quels seront les besoins exprimés par les diverses catégories de population ainsi réparties dans l'espace ? Comment et dans quelle mesure les besoins seront-ils satisfaits, sur la base de quels revenus, de quelles activités et de quels échanges ? Quelles seront les conditions des évolutions souhaitables ?*

- Quelles stratégies faut-il envisager, quelles politiques mener, quels investissements faire pour gérer l'installation des populations ?

- Quelles variables clés permettront à l'Afrique de l'Ouest de tirer parti du dynamisme des populations, quels facteurs de blocage devront être levés ?

Les scénarios à moyen terme illustrent d'autre part les contradictions entre les contraintes et tendances à court et moyen terme et les objectifs à plus long terme. L'ensemble des images à long terme et des scénarios à moyen terme doit aider les décideurs à définir la meilleure stratégie, compatible à la fois avec les buts exprimés dans les images à long terme et les contraintes du court et moyen terme.

On attend finalement de cette étude que les pays de la région, prenant mieux conscience des enjeux du développement à long terme, instaurent un dialogue régional et définissent avec leurs partenaires de la communauté internationale un plan d'action articulé autour de quelques points essentiels :

- la mise en place d'une capacité africaine régionale et indépendante d'information et d'analyse économique, démographique et sociale, capable de conseiller efficacement les gouvernements de la région;

- la définition d'un cadre global d'orientation des stratégies de développement pour l'avenir qui tienne compte des perspectives d'évolution du peuplement régional;

- la meilleure prise en compte dans les stratégies de développement national du processus d'urbanisation et de restructuration de l'espace national par les réseaux urbains;

- la définition d'une stratégie de conquête des marchés régionaux.

ETUDE DES PERSPECTIVES A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST

Document de travail N° 12

PERFORMANCES DU SECTEUR AGRICOLE ET REDISTRIBUTION DE LA POPULATION EN AFRIQUE DE L'OUEST

Jean-Marie Cour

Septembre 1994

SAH/D(93)414

SOMMAIRE

INTRODUCTION 1

I INTRODUCTION METHODOLOGIQUE 1

1.1 Relations entre peuplement et agriculture: l'hypothèse démo-économique 1

1.2 Mesure des performances agricoles 9

II RAPPEL DE L'EVOLUTION DU PEUPLEMENT SUR LA PERIODE 1960 - 1990 13

III CONSOMMATION, PRODUCTION ET BILANS ALIMENTAIRES : LE CONSTAT 18

3.1 La consommation alimentaire 18

3.2 La production agro-alimentaire 18

3.3 Productivité et urbanisation 21

3.4 Echanges extérieurs 21

3.5 Conclusion sur l'évolution des bilans agro-alimentaires 23

IV DEPENDANCE ALIMENTAIRES ET EXTRAVERSION DES MODELES DE CONSOMMATION URBAINS 24

V ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES COMPARES DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU MONDE 25

5.1 Croissance des échanges agroalimentaires totaux 25

5.2 Croissance comparée des échanges agro-alimentaires par habitant 27

5.3 Relations entre les échanges agro-alimentaires et les caractéristiques démo-économiques des pays 27

5.4 Essai d'appréciation du potentiel d'échanges agro-alimentaires intrarégionaux 29

5.5 Conclusion de l'analyse comparative des échanges agroalimentaires 31

VI PRINCIPAUX FACTEURS EXPLICATIFS DU DYSFONCTIONNEMENT DU MARCHE INTERIEUR 32

La demande urbaine s'est (localement et pendant un temps) accrue à un taux trés élevé 32

Bien qu'en croissance rapide, la demande urbaine est encore faible par rapport aux besoins d'auto-suffisance locale, et elle est aléatoire 32

La concurrence extérieure réduit l'importance de la demande alimentaire régionale et en aggrave l'imprévisibilité 33

En accentuant l'extraversion des échanges extérieurs, la balkanisation de la région réduit considérablement les opportunités offertes par le marché régional 34

Les infrastructures et les équipements régionaux sont inadaptés 34

Les villes n'offrent pas toujours au milieu rural les contreparties nécessaires à leurs acquisitions de biens agricoles 34

Les conditions de l'intensification de l'agriculture vivrière ne sont encore que rarement réunies 35

L'environnement macro-économique et les politiques de développement suivies jusqu'à présent n'ont pas favorisé le développement de l'agriculture vivrière marchande 36

Conclusion du diagnostic 37

VII EBAUCHE DE PROSPECTIVE 39

7.1 Hypothèses et objectifs de l'image 2020 du peuplement et de l'économie régionale 39

7.2 L'image 2020 de l'économie agricole 44

7.3 Perspectives de substitution aux importations et d'exportations agro-alimentaires 45

7.4 Conclusion de l'image 2020 46

ANNEXES 49

INTRODUCTION

1. L'objet de ce document est de présenter une évaluation démo-économique (c'est-à-dire tenant compte des dynamiques de peuplement) des performances agricoles des pays d'Afrique de l'ouest au cours de la période 1960-1990 et d'ébaucher une image à long terme de l'économie agricole régionale. L'accent mis dans ce document sur les relations entre demande et offre des produits agricoles et plus spécifiquement des produits alimentaires ne doit pas faire perdre de vue d'autres aspects fondamentaux de l'économie agricole, tels que les problèmes fonciers, la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, et les politiques macroéconomiques et sectorielles, que nous n'aborderons pas ici.

2. La première section présente la thèse et les hypothèses de départ de l'analyse démoéconomique du secteur agricole, ainsi que la méthode suivie pour la mesure des performances agricoles régionales. Après un bref rappel du contexte démographique régional (section II), la troisième section présente le constat, en termes d'évolution de la consommation, de la production et de la productivité agricole, des importations et des exportations alimentaires de la région. La quatrième section examine les liens entre urbanisation et dépendance alimentaire. La cinquième section reprend l'analyse plus détaillée des échanges agro-alimentaires des pays de la région et évalue dans quelle mesure cette région se distingue du reste du monde dans ce domaine. La sixième section analyse les raisons du décalage constaté entre la demande et l'offre intérieure de produits alimentaires et du dysfonctionnement des marchés. Après une brève conclusion de l'analyse rétrospective, ce document se termine par une présentation de l'image 2020 de l'économie agricole de la région[1].

I INTRODUCTION METHODOLOGIQUE.

1.1 Relations entre peuplement et agriculture: la thèse et les hypothèses démo-économiques.

3. En moins d'un siecle, de 1930 à 2020, la population totale de l'Afrique de l'ouest -et de l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne- aura été multipliée par dix, la population urbaine aura été multipliée par cent, et le rapport entre la population urbaine et la population rurale aura été multiplié par quinze. C'est en gardant présent à l'esprit cette dynamique de peuplement (au sens de la croissance et de la redistribution spatiale de la population) que l'évolution sur la longue durée des performances de l'agriculture africaine doit être interprétée et projetée et que les politiques agricoles doivent être pensées.

---

[1] *Sur les autres dimensions de l'image 2020 de la région, voir notamment les documents de travail WALTPS: Description du peuplement en Afrique de l'ouest.SAH/D(93)415. M.B. Kalasa. Analyse démo-économique rétrospective et esquisse d'image à long terme de la région Afrique de l'ouest. SAH/D(93)410. J.M. Cour et Géographique économique du milieu ouest africain. SAH/D(93)433. B.Ninnin.*

4. Nous allons tout d'abord rappeler quelques unes des hypothèses sur lesquelles repose l'analyse démoéconomique, hypothèses que nous confronterons aux faits dans les sections suivantes. La première a trait aux mécanismes du processus d'urbanisation, dont cette étude montre le rôle déterminant dans la transformation de l'agriculture régionale. En Afrique comme dans les autres régions du monde, ce n'est pas l'existence d'un surplus alimentaire qui provoque ou permet la croissance urbaine : cette croissance urbaine, qui obéit à des mécanismes complexes, s'impose dans une large mesure à l'agriculture. Nous montrerons ensuite pourquoi l'urbanisation est une condition nécessaire de l'intensification agricole et en quoi elle contribue à la sécurité alimentaire à long terme, tout en provoquant à moyen terme des déséquilibres entre demande et offre alimentaire. L'analyse des modalités de réponse de l'offre agroalimentaire à la demande régionale montrera ensuite que la demande urbaine n'est susceptible d'influencer le comportement des producteurs que si elle atteint une importance relative suffisante (seuil d'urbanisation de 20 % pour l'apparition d'un surplus alimentaire programmé et seuil de 50 % pour le passage à des modes de production plus intensifs). Les urbains n'étant pas de simples consommateurs et les agriculteurs n'étant pas de simples producteurs, encore faut-il que des relations d'échange à double sens entre le milieu rural et le milieu urbaine puissent s'établir, et que les deux parties y trouvent leur avantage. Dans ces relations d'échange, l'espace et les relations de voisinage jouent un rôle fondamental : l'intégration de l'agriculture et de l'économie rurale au marché ne peut s'opérer que progressivement à partir des centres de consommation et de négoce, entrainant une hétérogénéité spatiale croissante de la production et de la productivité agricole marchande et d'importantes migrations qui sont considérées ici comme le premier et le plus important des mécanismes d'ajustement de l'offre à la demande.

Dans quelle mesure le développement urbain est-il conditionné par le développement agricole ?

5. L'histoire de l'Europe nous enseigne que, avant la révolution industrielle, les grandes cités ont pu se développer et assurer leur approvisionnement alimentaire en recourant soit au commerce au loin, soit au prélèvement forcé sur leur hinterland rural[2] : dans les deux cas, et tout au moins jusqu'à un certain stade, leur croissance n'a pas été limitée par le surplus alimentaire spontanément disponible dans leur hinterland immédiat. Ces villes principales, directement branchées sur le commerce mondial, ont pu financer leur croissance et, si nécessaire leur alimentation, sur ce commerce au loin et sur ces prélèvements forcés, de manière autonome par rapport à l'évolution de la productivité rurale. Mais, au-delà d'un certain seuil, la croissance de la consommation urbaine a fini par imposer (et susciter) la croissance de la production agricole régionale pour le marché.

6. De même, en Afrique, les grandes villes actuelles, qui ont en général moins d'un siècle d'existence, sont souvent nées d'une décision du pouvoir politique et de la nécessité du commerce au loin. C'est principalement le commerce avec le reste du monde et en particulier l'exportation des produits tropicaux qui en a financé le démarrage . Les sociétés africaines ne pratiquant pas ou très peu le prélèvement forcé (dîme ou rente foncière), c'est par le biais des prix agricoles administrés et des transferts hors marché qu'un prélèvement indirect a par la suite alimenté la croissance urbaine et la redistribution du peuplement. En tout état de cause, au stade actuel de développement de la région, ce n'est évidemment pas l'accroissement de la productivité agricole qui a permis le démarrage du processus d'urbanisation ni qui a provoqué l'exode rural.

---

[2] *Voir Fernand Braudel*

7. Ce document n'est pas le lieu de présenter en détail les déterminants et les mécanismes complexes de la croissance des villes et de l'économie urbaine[3]. Disons seulement ici que le processus de croissance des grandes villes de la région est largement déterminé par des facteurs extérieurs, cependant que le développement des villes secondaires et celui de leur hinterland rural sont fortement interdépendants et sont influencés par l'environnement de marché créé par les niveaux supérieurs de l'armature urbaine. En tout état de cause, ce n'est pas parce que le milieu rural dégage un surplus alimentaire que les villes se développent, mais parce que l'urbanisation se développe que le milieu rural est incité à produire le surplus nécessaire.

L'importance relative de l'agriculture d'exportation est appelée à décroître.

8. Au début du processus d'urbanisation, l'agriculture d'exportation a donc contribué largement à fournir les devises nécessaires aux importations, à financer l'investissement régional et à monétariser le milieu rural, avant que l'urbanisation n'offre un marché suffisant. On verra dans les sections suivantes que, pour l'ensemble de la région, la part des cultures d'exportation dans la valeur ajoutée agricole est passée par un maximum de 16 % en 1980, avant de décroître jusqu'à 10 % en 1990. Cette baisse s'explique en partie par la crise actuelle des marchés des produits primaires. Il est certes possible - et souhaitable- que ce pourcentage remonte, mais il est improbable qu'il retrouve avant longtemps le niveau de 1980, ce qui supposerait que la région dans son ensemble (et non pas tel ou tel pays) réussisse à conquérir des parts très significatives du marché mondial. Mais la croissance du poids relatif des productions agricoles destinées au marché régional doit être considérée comme un facteur structurel. L'évolution des poids démographiques respectifs et des technoligies agricoles moontre en effet que la demande du marché mondial pour les produits tropicaux n'offre que des perspectives de croissance en volume et en valeur probablement inférieures à celle de la demande agricole et alimentaire régionale.

L'urbanisation est une condition nécessaire de la transformation de l'agriculture

9. Pour que le taux d'autosuffisance alimentaire d'une région en voie de peuplement reste constant sur une longue période, et en supposant que la ration alimentaire moyenne ne varie pas, il faut que la production agro-alimentaire régionale croisse au même taux que la population totale. Le rendement agricole moyen, ou production par unité de surface, doit croître à un taux égal à la différence entre le taux de croissance de la population (par exemple 3 %) et le taux de croissance de la surface cultivée (par exemple 2 %), soit dans ce cas à 1 % par an.

10. A population totale et surface agricole totale données, le rendement moyen nécessaire est évidemment indépendant du niveau d'urbanisation. Mais il n'en est pas de même de la productivité, au sens de la production par agriculteur. Si, du fait de l'urbanisation, une part croissante de la population ne produit pas de matières premières alimentaires, la population agricole restante est appelée à produire un "surplus" croissant nécessaire à la satisfaction des besoins de la population non agricole : le surplus par agriculteur, ou "productivité agricole marchande" doit augmenter en première approximation comme le rapport de la population non agricole à la population agricole.

11. Grâce à la vente de ce surplus, les agriculteurs accèdent aux moyens de se procurer des

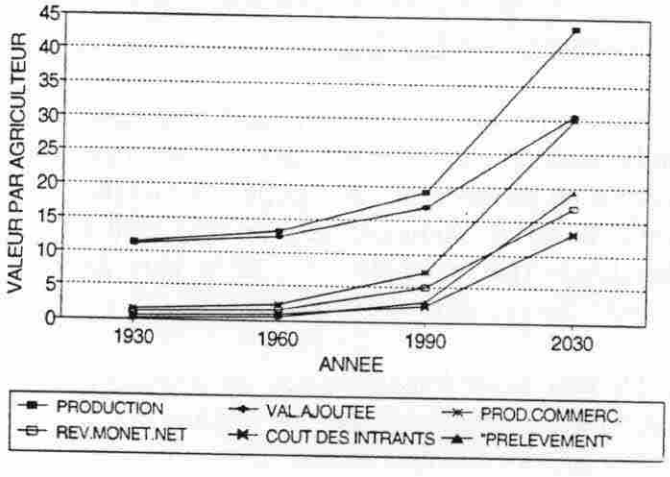
---

[3] *Voir les rapports de synthèse de l'étude WALTPS et les divers documents de travail, notamment : "L'urbanisation en Afrique de l'ouest : Mécanismes et logiques" SAH/D(93)412 ; et "Analyse démoéconomique rétrospective et esquisse d'image économique à long terme de la région Afrique de l'ouest" SAH/D(93)410.*

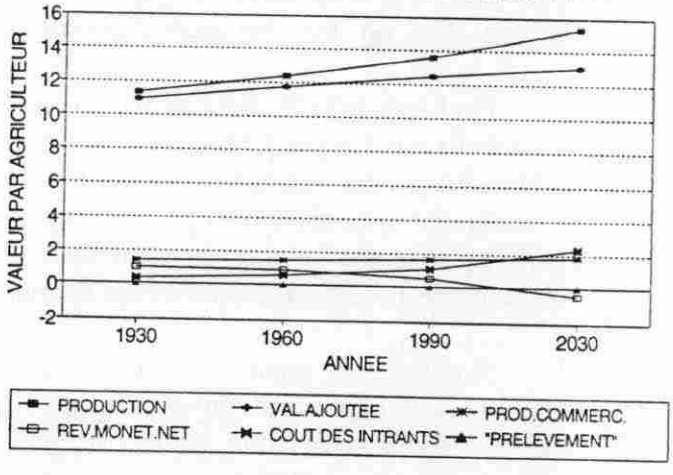
11. Grâce à la vente de ce surplus, les agriculteurs accèdent aux moyens de se procurer des outils et des intrants d'origine extra-agricole, indispensables à l'accroissement des rendements. Parallèlement, ils peuvent accéder à la consommation de biens et services non agricoles monétarisés (tels que la formation, l'information...) dont le besoin ressenti constitue une motivation essentielle de la croissance de leurs revenus monétaires et donc de leur productivité marchande. Enfin, assurés de pouvoir se procurer sur le marché ce qu'ils ne produisent plus eux-mêmes, les agriculteurs peuvent se spécialiser dans certaines productions.

12. Pour illustrer ce point, considérons une région fictive, dont l'évolution du peuplement sur un siècle est calquée sur celle de la région Afrique de l'ouest (voir tableaux détaillés en annexe 1). La population totale de cette région fictive croît de 2 à 3 % par an. On suppose pour simplifier que ses importations agricoles nettes de ses exportations restent négligeables. La consommation alimentaire (mesurée en quantité ajustée pour la qualité) double pendant la période. La proportion d'agriculteurs par rapport à la population totale de cette région fictive passe de 88 % en 1930 (pour un niveau d'urbanisation U/P de 4 %) à 83 % en 1960 (U/P = 0.14), 62 % en 1990 (U/P = 0.40), et 31 % en 2030 (U/p = 0.70). Ces proportions correspondent à celles de la région Afrique de l'ouest. Supposons aussi que le prix à la ferme des produits alimentaires baisse graduellement d'un tiers au cours de la période (évolution conforme à la baisse des prix relatifs agricoles que l'on constate dans le monde) et que le coût des intrants non agricoles (que le secteur agricole doit acheter aux autres secteurs de l'économie) augmente graduellement en proportion du prix à la ferme de 3 % à 30% sur la période considérée[4].

PRODUCTIVITE ET REVENU DES AGRICULTEURS
URBANISATION CROISSANT DE 14 A 70 %



PRODUCTIVITE ET REVENU DES AGRICULTEURS
VARIANTE : NIVEAU D'URBAN. CONSTANT



[4] *A titre de comparaison, le taux moyen d'intrants de l'agriculture des pays de l'OCDE, non compris les intrants d'origine agricole mais y compris l'amortissement du capital, était en 1975 de l'ordre de 30 % . Voir " Les comptes économiques de l'agriculture 1976-1989 OCDE. 1991.*

13. Dans ces conditions, du fait de la dérive des prix relatifs des produits agricoles par rapport aux produits non agricoles (urbains) et de la consommation croissante d'intrants d'origine non agricole, la valeur ajoutée agricole par unité produite baisse de moitié sur l'ensemble de la période. Si l'on interprête la baisse des prix agricoles par rapport aux produits urbains comme un prélèvement opéré par le reste de l'économie sur l'agriculture, on voit que ce prélèvement augmente fortement en proportion de la valeur (à prix constants) de la production agricole marchande et par agriculteur, mais aussi par habitant non agricole : ce "prélèvement" correspond à une proportion croissante du revenu des habitants non agricoles, qui tend à se stabiliser aux environs de 7 % à long terme. Malgré l'augmentation continue des coûts de production et la détérioration des termes de l'échange entre l'agriculture et les autres secteurs, le revenu monétaire moyen par agriculteur net du coût des intrants et de l'autoconsommation (hors cultures d'exportation) augmente significativement de 1 en début de période à 1.4 en 1960, 5 en 1990 et 17 en 2030, soit une multiplication par un facteur dix-sept. Cette augmentation continue des revenus monétaires nets des agriculteurs à un taux moyen de près de 3 % par an accroit leur capacité d'investissement et leur pouvoir d'achat des biens et services non agricoles, d'origine principalement urbaine: c'est le cercle vertueux de la croissance du marché, de l'intensification agricole, de la croissance des revenus agricoles et du développement d'une économie rurale de plus en plus intégrée à l'économie nationale.

14. Considérons à l'opposé le cas d'une région aux ressources en sols limitées, à niveau d'urbanisation faible et stagnant (voir tableau détaillé en annexe 1). Admettons que la consommation alimentaire par habitant augmente (en quantité ajustée pour la qualité) au taux moyen de 0.3 % par an sur la même période d'un siècle. Le marché intérieur des produits alimentaires par agriculteur croit donc au même taux de 0.3 % par an. Supposons aussi que les prix agricoles relatifs restent constants, de sorte que le prélèvement opéré sur l'agriculture par les autres secteurs reste nul. Le revenu agricole brut par agriculteur croitrait comme la consommation par tête, soit aussi à 0.3 % par an. Admettons enfin que, du fait de la nécessité d'augmenter les endements (production par unité de surface) et la productivité (production par agriculteur), le taux d'intrants augmente de 3 % en début de période à 15 % en fin de période, soit deux fois moins vite que dans l'exemple précédent. Dans ces conditions, le revenu monétaire net par agriculteur décroitrait d'abord lentement, puis à un rythme accéléré, et deviendrait négatif en fin de période. Les agriculteurs, de plus en plus incapables de faire face aux couts de l'intensification, seraient conduits à abandonner progressivement les productions non essentielles au profit des produits vivriers à rendement énergétique élevé : c'est le cercle vicieux de l'appauvrissement rural, de l'épuisement des sols et, à terme, de la malnutrition et de la dépendance alimentaire croissante.

15. Ces deux scénarios sont caricaturaux, mais ils montrent que la division du travail entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie est une condition nécessaire (mais évidemment non suffisante) de la croissance des revenus agricoles et du développement rural. L'agriculture, activité initialement dominante, contribue, via l'évolution des termes de l'échange et d'autres formes de prélèvement, au développement des secteurs non agricoles et des villes, c'est-à-dire au développement des marchés indispensables à sa propre évolution. De même, en ville, les activités numériquement dominantes à une époque donnée sont soumises à diverses formes de prélèvements permettant l'émergence de nouvelles activités qui sont la source de nouveaux débouchés pour la main d'oeuvre et créent de nouveaux besoins et de nouveaux marchés, etc, etc..

A l'échelle macrorégionale, les perspectives de croissance de la productivité moyenne des agriculteurs sont quasi illimitées

16. Le premier scénario présenté précédemment suppose que la productivité alimentaire (quantité produite par agriculteur, ajustée pour la qualité) puisse sextupler en cent ans. Une telle hypothèse est-elle réaliste ? Pour répondre à cette question, le mieux est de se référer à l'histoire du développement agricole de la planète : les prévisions de famine généralisée qui sont périodiquement formulées ont toujours été démenties par les faits. Rappelons que les cinq premiers pays exportateurs de denrées alimentaires de la planète, qui assurent à eux seuls les trois quarts des excédents alimentant le marché mondial, ne possèdent que 0.5 % de la population agricole mondiale. Sans qu'il soit question de rêver de niveaux de productivité aussi vertigineux pour les pays africains, il n'y a pas de raison objective de penser que la productivité des agriculteurs africains soit condamnée à rester aux niveaux actuels.

En suscitant l'apparition de produits alimentaires nouveaux, l'urbanisation contribue à la sécurité alimentaire régionale à long terme.

17. L'urbanisation crée des besoins nouveaux dans tous les domaines, y compris l'alimentation. Certains de ces besoins nouveaux sont inspirés de l'étranger, comme le pain et le petit déjeuner à base de café au lait et de tartines beurrées (cf Abidjan). Ces besoins nouveaux sont initialement satisfaits grâce aux importations. Le rôle initial des importations est précisément de susciter et de vulgariser ces besoins nouveaux, qui créent un marché. La plupart des produits alimentaires de base consommés aujourd'hui en Afrique, comme le blé, le maïs, le manioc, la banane, l'arachide,.. sont d'origine importée, leur consommation a été introduite, d'abord dans les villes puis en milieu rural, par des marchands ou par les colonisateurs. La demande croissante de ces produits nouveaux crée les conditions de l'apparition d'une offre locale correspondante (si le produit peut être acclimaté dans la région) ou de produits de substitution. Si ces nouveaux produits n'avaient pas été introduits, l'Afrique ne pourrait pas nourrir le quart de sa population actuelle.

Le processus d'urbanisation fait normalement apparaître un déficit croissant mais réversible entre la demande et l'offre alimentaire

18. Représentons sur un graphique en coordonnées semilogarithmiques la croissance de la population urbaine (ou non agricole) de l'Afrique de l'ouest en fonction du temps, de 1930 à 2030. A la courbe de croissance de la population urbaine, correspond une courbe de demande urbaine de biens et services courants (dont l'alimentation). Cette courbe de demande a la forme classique d'une courbe logistique, avec un point d'inflexion correspondant à la date où le taux de croissance de la population urbaine passe par un maximum (soit aux environs de 1980 dans le cas africain). Représentons de la même manière la courbe d'offre correspondant à cette demande. Si l'ajustement de l'offre à la demande (totale, tous produits alimentaires confondus) se fait avec un retard constant (par exemple de deux années), c'est-à-dire si la courbe d'offre est parallèle à la courbe de demande et décalée vers la droite de deux années, il apparait mécaniquement un déficit relatif, matérialisé sur le graphique par la différence entre les ordonnées de la courbe de demande et de la courbe d'offre. Ce déficit relatif est, à un moment donné, proportionnel au retard et il décroît, en tendant vers zéro à long terme, à partir d'une date qui dépend de la forme de la courbe logistique, mais qui est en toute hypothèse antérieure à la date du point d'inflexion de la courbe de demande. Si, par exemple, le retard est de deux ans et le taux de croissance maximum de la demande est de 7 % par an, le déficit relatif atteindra environ 7 %

à cette date. Si l'on considère un "produit nouveau" particulier comme les sardines en boîte ou les pâtes alimentaires, le taux de croissance maximum de la demande et le délai de réponse de l'offre locale peuvent être plus élevés et le déficit relatif maximum peut être beaucoup plus important.

La demande urbaine de produits alimentaires de base traditionnels n'est effectivement perçue par le milieu rural qu'au delà d'un seuil minimum d'urbanisation

19. La demande urbaine de produits alimentaires traditionnels n'a d'influence sur le comportement des agriculteurs que si cette demande urbaine (nette de la production intra-urbaine ou des importations) est d'une taille significative et que si elle est régulière et prévisible. Les agriculteurs ont naturellement comme premier objectif de subvenir à leurs besoins. Du fait des aléas climatiques, l'objectif de production pour l'auto-consommation inclut une marge de sécurité, variable selon les zones écologiques, mais de l'ordre de 20 %. Ce surplus aléatoire est disponible pour l'alimentation urbaine. Mais, puisque ce surplus est aléatoire, sa commercialisation l'est tout autant : les producteurs ne sont pas assurés de voir passer un acheteur.

20. Tant que le niveau d'urbanisation est inférieur à 20 %, une demande urbaine inférieure à 20 % de la demande agricole totale n'est donc guère perçue différemment de l'aléa climatique par les agriculteurs. Il faut que la demande urbaine effective (déduction faite des importations et de l'aide alimentaire hors marché) dépasse nettement ce seuil de 20 % de la demande agricole et que la collecte correspondante ne soit pas trop aléatoire pour que certaines exploitations prennent le risque de s'organiser en fonction du marché, et de produire des surplus "programmés", pouvant alimenter des circuits de commercialisation réguliers.

21. Mais l'intensification de la mise en valeur agricole, c'est-à-dire le passage à des techniques de production plus élaborées, avec accroissement des rendements, n'intervient que dans une étape ultérieure du processus d'urbanisation, surtout en situation de relative surabondance de terre et de main-d'oeuvre qui caractérise encore aujourd'hui la majeure partie de l'espace rural. En l'absence de contraintes foncières, avec les techniques traditionnelles, manuelles et sans consommation notable d'intrants, une famille d'agriculteurs peut en effet dégager un surplus correspondant aux besoins alimentaires d'une autre famille.

22. Donc, tant que le niveau d'urbanisation ne dépasse pas environ 50 %, le surplus vivrier pour le marché peut croître sans transformation notable des systèmes de production agricole, qui peuvent rester extensifs, tout en évoluant à productivité (production par agriculteur) croissante. Ce n'est qu'au delà de ce seuil d'urbanisation de l'ordre de 50 % qu'une fraction notable des exploitations agricoles est incitée à adopter des méthodes de culture différentes, à productivité de la main d'oeuvre plus rapidement croissante (grâce à la mécanisation) et, si la contrainte foncière le justifie, à rendements croissants. Dans les zones géographiques où le ratio population non agricole/population agricole varie peu dans le temps et dans l'espace, il est peu vraisemblable que les choix technologiques des agriculteurs évoluent rapidement, à moins d'un effort d'encadrement et de vulgarisation très soutenu et donc coûteux.

La relation agriculture-villes s'inscrit dans une relation d'échanges à double sens

23. Pour que la mécanique de l'approvisionnement alimentaire des villes par le milieu rural fonctionne, il faut que des relations d'échange à double sens puissent s'établir entre consommateurs et producteurs, via les intermédiaires (banquiers, commerçants et transporteurs), et que les deux parties, qui sont à la fois consommateurs et producteurs, y voient un avantage.

Les agriculteurs des zone soumises à l'influence du marché ne sont évidemment pas des êtres désintéressés, entièrement dévoués à la satisfaction des besoins urbains. A moins d'être soumis à un prélèvement alimentaire autoritaire, qui n'est plus guère à la mode, ils ne produisent davantage pour le marché que parce qu'ils ont davantage de besoins à satisfaire, et que l'expérience leur montre que le marché leur propose effectivement un moyen de satisfaire ces besoins, et ce avec un minimum de risques et de déconvenues.

24. Dans le mécanisme d'ajustement de l'offre agricole (rurale) à la demande (urbaine), la qualité et la disponibilité effective des biens et services offerts par les villes à la consommation des ruraux joue donc aussi un rôle essentiel. Si ce que les agriculteurs "vendent" au milieu urbain est facile à identifier, les biens, services et opportunités offertes par les villes en échange leurs achats agricoles sont par contre beaucoup plus diffus et complexes : biens matériels d'origine urbaine ou importés, services, nouvelles valeurs, opportunités d'investissement, emploi saisonier, exutoire à l'excédent de main d'oeuvre,... La matrice de comptabilité sociale urbano-rurale permet de repérer les flux de biens et services et les flux financiers entre le milieu urbain et le milieu rural, mais est évidemment incapable de rendre compte des contreparties immatérielles.

25. Le rôle des intermédiaires urbains (transporteurs, commerçants, banquiers) est de susciter chez les ruraux, souvent conservateurs, les besoins nouveaux qui alimenteront les échanges. Ces intermédiaires qui exploitent l'hinterland rural des villes (en extraient le surplus) sont aussi les agents indispensables de la circulation de l'information nécessaire à l'innovation : ils jouent un rôle comparable à celui des abeilles : tout en extrayant des fleurs le nectar nécessaire à la survie de la rûche, elles fertilisent les plantes en faisant circuler le pollen. D'où l'image des "ruches" (Régions Urbano-Centrées à Haute intensité d'Echanges et de Services) utilisée dans l'étude WALTPS pour rappeler que les villes et leur hinterland fonctionneent en symbiose et qu'il est tout-à-fait artificiel de les opposer ou de les considérer isolément.

<u>La relation agriculture-villes s'inscrit dans un espace, et les modalités de l'échange sont très dépendantes des relations de voisinage entre ces deux milieux</u>

26. La confrontation entre demande alimentaire urbaine et offre agricole s'effectue dans un espace structuré par les réseaux de transport et communications, avec des coûts de transaction et dans des conditions de compétition interne et externe qui sont très dépendants de la localisation. C'est pourquoi une approche spatialisée de la question des échanges entre l'agriculture et les villes est indispensable[5].

<u>L'adaptation de l'offre régionale à la demande régionale implique une mobilité de la population dans l'espace régional</u>

27. L'expérience montre que, dans certaines zônes, la production locale ne peut suivre la croissance de la population et qu'apparaissent des seuils de saturation du potentiel de ressources naturelles (sols, eau,..) et de la capacité de production correspondante. A court terme, l'offre alimentaire locale est en effet une fonction de la disponibilité locale en facteurs tels que le capital et les équipements, la main d'oeuvre, la technologie et les sols et ressources en eau.

28. Il convient tout d'abord de se demander si notre appréciation du potentiel de production

---

[5] *Voir le rapport: L'influence des marchés sur l'organisation spatiale de l'activité agricole dans l'espace ouest-africain. Benoit Ninnin. WALTPS.*

est absolument objective, c'est-à-dire si elle est basée sur des critères purement physiques et scientifiques, ou si elle est en partie influencée par notre appréciation de la nécessité, c'est-à-dire de la demande observable, déterminée par la population présente. Selon que les mêmes sols se trouvent dans des zônes très denses ou faiblement peuplées, on a parfois tendance à apprécier leur potentiel de production différemment. De même pour l'appréciation du stock et du potentiel de production de la biomasse ligneuse.

29. Quoi qu'il en soit, le potentiel de production est, pour une technologie donnée, évidemment limité et ce potentiel peut devenir le facteur limitant de la production locale. La mobilité des populations au sein de l'espace régional constitue l'un des mécanismes traditionnels d'adaptation de l'offre aux besoins du marché et aux contraintes physiques. A l'échelle macrorégionale et sur la longue durée, et sous réserve des investissements nécessaires (infrastructure, équipements, formation) il est raisonnable de considérer que ni la main d'oeuvre ni les ressources naturelles (terre et eau) ne sont des facteurs limitants de la production si les ajustements nécessaires peuvent s'opérer, c'est-à-dire si les mouvements migratoires au sein de la région ne sont pas empêchés. La rareté (toujours relative) de la terre est d'ailleurs fonction décroissante du niveau d'urbanisation.

En conclusion sur cette question des relations entre peuplement et agriculture

De nombreux autres paramètres d'ordre macroéconomique et institutionnel comme le niveau de protection, la solvabilité de la demande urbaine, la monnaie,.. jouent évidemment un rôle, et conditionnent en particulier le temps de réaction de l'offre agricole à la demande urbaine. L'importance accordée ici aux variables d'environnement de la production alimentaire (dynamique de la demande, relations entre demande et offre, mobilité,..) peut paraître excessive. A l'échelle du temps long où se place l'étude WALTPS, il est cependant légitime d'aborder la question de la transformation structurelle de l'agriculture régionale sous cet angle, et de considérer que le moteur de la croissance de la productivité agricole sera de plus en plus le marché régional, c'est-à-dire, pour l'essentiel, le marché urbain. A moins d'admettre une évolution des prix relatifs entre les biens agricoles et non agricoles très favorable aux premiers, et malgré l'existence de revenus non agricoles en milieu rural (qui ne sont pas négligeables, comme le confirme la matrice de comptabilité sociale de la région[6]), on voit aussi que la division du travail entre agriculteurs et non agriculteurs (entre milieu rural et milieu urbain) devrait constituer le principal facteur de croissance des revenus bruts des agriculteurs, croissance sans laquelle il ne peut y avoir d'intensification. Les sections suivantes montreront dans quelle mesure l'offre alimentaire régionale effective s'écarte de la demande et tenteront d'identifier les principales raisons du dysfonctionnement de ce marché.

1.2 Mesure des performances agricoles.

30. L'étude comparative dans le temps et dans l'espace des performances agricoles (en termes de relation entre offre et demande et de bilan des échanges agro-alimentaires) ne peut être faite à partir de la seule analyse des comptes nationaux et des statistiques du commerce extérieur. Les agrégats qui apparaissent dans les comptes sont en effet entachés de distorsions considérables qui résultent du mode de comptabilisation de l'auto-consommation (variable selon les pays et les époques), de l'incertitude sur les prix unitaires des produits agricoles, du passage de la production

---

[6] *Voir le rapport Analyse démoéconomique.. déjà cité*

aux prix du marché au calcul de la valeur ajoutée, de la conversion des données en valeur courante en données en valeur constante et de l'évolution divergente des parités monétaires. Les statistiques du commerce extérieur et des balances des paiements exprimées en dollars sont aussi difficilement interprétables, du fait de la variabilité des prix internationaux des produits alimentaires et du poids non négligeable de l'aide alimentaire.

31. Dans la mesure du possible, l'analyse des performances agricoles réelles doit donc reposer sur la mesure des productions et des échanges par produit, évalués en quantités physiques. Divers indicateurs en volume peuvent être construits en pondérant les productions à l'aide soit d'un système de prix unitaires relatifs fixes, identiques pour tous les pays étudiés, soit de coefficients tenant compte du contenu alimentaire de ces produits. En traitant de cette manière la production, les importations (y compris l'aide alimentaire), les utilisations intermédiaires et les utilisations finales (exportation, consommation), on peut reconstruire des tableaux ressources-emplois et des bilans alimentaires en volume.

32. Bien que plus faciles à interpréter que les données issues des comptes nationaux, les statistiques de production agricole sont aussi entachées d'incertitude. Sans même parler du Nigéria où les estimations de la production de certains produits de base comme les tubercules et les céréales varient de un à deux selon les sources, la marge d'incertitude sur les productions agricoles est souvent d'un ordre de grandeur supérieur aux variations de production que l'on cherche à apprécier sur la moyenne durée. Les migrations sont l'un des facteurs susceptibles d'introduire un biais systématique dans la mesure des productions. Il est permis de se demander si, et dans quelle mesure, les techniques d'enquête et d'évaluation de la production agricole sont à même de tenir compte des effets de la redistribution spatiale des populations et des activités rurales et reflètent convenablement les activités agricoles péri-urbaines, dont l'importance croissante a été mise en évidence dans l'analyse spatiale de l'économie agricole [7]. Etant donné cette incertitude sur la qualité des statistiques agricoles, on utilise dans ce rapport, à côté des agrégats de production, un indicateur appelé production apparente, défini comme la somme de la consommation finale des ménages et des exportations nettes des importations totales. Cet indicateur n'est pas dépourvu de défauts (voir encadré). Le premier tient à l'imprécision de la mesure de l'évolution de la ration alimentaire moyenne par habitant, par rapport à des besoins théoriques qui sont généralement surestimés. Le second défaut est que cet indicateur introduit un biais systématique croissant du fait que le développement s'accompagne d'une croissance plus que proportionnelle des utilisations intermédiaires de produits agricoles par les autres branches de l'économie.

33. Puisque nous nous intéressons surtout au sous-secteur des productions à marché régional, il est commode d'exprimer les agrégats de production, consommation et échanges agro-alimentaires dans une unité de mesure reflétant leur contenu alimentaire, c'est à dire en calories, lipides et protides. Nous utiliserons surtout ici les agrégats exprimés en calories. Ceci a pour effet de privilégier les produits alimentaires par rapport aux produits agricoles tels que le cacao, le café ou le latex non destinés à l'alimentation ou à faible contenu énergétique, et de privilégier les produits végétaux par rapport aux produits de l'élevage et de la pêche.

---

[7] *Voir le rapport: L'influence des marchés sur l'organisation spatiale de l'activité agricole dans l'espace ouest-africain. B. Ninnin. WALTPS.*

Peut-on se fier aux données de la comptabilité nationale pour apprécier les performances agricoles ?

L'évaluation des performances en volume de l'agriculture ivoirienne établie à partir de l'analyse de la production et des échanges par produit (voir encadré p 11) diffère singulièrement de celles que l'on trouve habituellement dans les rapports économiques et des études sectorielles qui sont basées sur l'analyse des agrégats de la comptabilité nationale non recoupée par les observations de terrain et les considérations démoéconomiques. Par exemple, dans une étude rétrospective très récente de l'économie ivoirienne effectuée dans le cadre de la préparation de la LTPS de Côte d'Ivoire, la croissance de l'agriculture ivoirienne sur la période 1966-1990 est estimée à 2.99 % par an, sur la base de l'évolution de la valeur ajoutée agricole en prix constants. Il en est conclu que "le taux de croissance de l'agriculture est demeurée inférieure au croît démographique". De même, le taux moyen de croissance du PIB agricole donné par la dernière édition des World Tables s'établit à 2.8 % sur la période 1970-1991. De même encore, la dernière édition du rapport Population, agriculture and environment Nexus in SSA (Banque Mondiale, Mai 1993) estime le taux de croissance de la valeur ajoutée agricole en dollars constants, base 1987, à 1.0 % sur la période 1980-1990, soit trois points de moins que le taux de croissance de la production pondérée de calories, protéines et lipides et plus de quatre points de moins que le taux de croissance des exportations agricoles calculées à l'aide du système de prix fixes utilisés dans ce rapport ! Les critiques qui sont généralement formulées à l'encontre des stratégies d'aménagement du territoire et des politiques agricoles suivies par ce pays depuis l'indépendance doivent donc être, pour le moins, relativisées.

34. Pour corriger le biais qui en résulte, on peut compléter les agrégats exprimés en contenu alimentaire par des agrégats en valeur calculés à l'aide d'un système de prix agricoles fixes et communs à tous les pays. Un autre procédé consiste à raisonner à partir des agrégats de l'"économie réelle" déduits des matrices de comptabilité sociale (MCS) de la région[8]. Cette MCS fournit une estimation, en prix constants, de la production et de la valeur ajoutée agricole et des échanges agro-alimentaires (dont les échanges intrarégionaux), déduite de l'analyse des balances des paiements et de la dépense finale et intermédiaire des divers agents. Les agrégats déduits de cette MCS ont l'avantage d'être exhaustifs (ils intègrent en principe les échanges non enregistrés) et cohérents avec les données démographiques et socio-économiques (niveau et répartition de la dépense des ménages, etc.). La base statistique sur laquelle ils reposent étant cependant fragile, on n'utilisera ces agrégats qu'à titre de point de comparaison pour l'analyse diagnostic, et pour l'esquisse d'image à long terme des comptes de l'agriculture régionale.

35. La production effectivement mise sur le marché par les agriculteurs (hors auto-consommation) étant la seule qui génère un revenu monétaire, nous faisons, dans la mesure du possible, la distinction entre production totale et production marchande. Nous distinguons pour cela, dans chacune des populations urbaine et rurale, la population non agricole, qui consomme et ne produit pas, et la population agricole, qui produit et met sur le marché une partie de sa production. Le rapport entre population non agricole et population agricole représente le nombre de personnes à satisfaire (au-delà de l'auto-consommation) par agriculteur. C'est un paramètre fondamental du niveau potentiel des échanges liés au marché régional, à côté de la demande extérieure.

---

[8] *Voir le rapport Analyse démoéconomique rétrospective et esquisse d'image économique à long terme de la région Afrique de l'ouest. J.M. Cour SAH/D(93)410. WALTPS.*

Terminologie et unités de mesure utilisées

Rappelons la définition des principaux agrégats et indicateurs utilisés dans cette note :

Population rurale et urbaine, agricole et non agricole :
Ces agrégats sont ceux définis et calculés dans l'étude WALTPS.

Production agricole (totale, alimentaire) :
Les agrégats de production agroalimentaire totale par pays sont obtenus à partir des productions par produit (statistiques FAO) pondérées par leur contenu alimentaire en calories, protides et lipides. Toutefois, dans ce rapport, on utilise surtout comme indicateur de la production agroalimentaire l'agrégat obtenu en faisant la somme de la consommation finale et des exportations nettes des importations. Cet agrégat, qui est ici appelé production apparente, est donc net des pertes et des consommations intermédiaires. Sa valeur est plus faible que celle de la production agricole brute réelle (qui inclut les semences, les pertes et les produits agricoles utilisés comme consommations intermédiaires). Il croît aussi à un taux moins élevé que la production brute si les taux de consommation intermédiaire augmentent. L'étude de W.K. Jaeger citée ci-après (voir nota No 10) montre que cet indicateur introduit un biais systématique dans le sens de la sous-estimation de la production alimentaire réelle.

Productivité agricole (totale, alimentaire) :
Production agricole (totale, alimentaire) par agriculteur. Les ratios de productivité cités dans cette note sont déterminés par référence à la production nette.

Productivité marchande :
Production agricole par agriculteur nette de sa propre consommation.

Rendement agricole :
production agricole par unité de surface (surface totale ou surface agricole utile).

Unités de mesure :
La principale unité de mesure des éléments du bilan agroalimentaire utilisée dans ce rapport est la gigacalorie, ou million de kilocalories. Cette unité correspond approximativement à la ration calorique d'une personne pendant un an, en moyenne mondiale. Une gigacalorie correspond donc à environ 400 kilogrammes d'équivalent céréales. La consommation totale, la production totale et les autres agrégats annuels en volume sont exprimés en millions de gigacalories par an (MGC) : 1 MGC équivaut à0.4 million de tonnes d'équivlent céréales. Quant à la consommation par habitant, la productivité et les autres indicateurs par tête, pour se conformer aux habitudes, ils sont exprimés en kilocalories par personne et par jour. La consommation moyenne mondiale est d'environ 2700 kilocalories par personne et par jour. La production agroalimentaire totale est également exprimée en tonnes de protides et de lipides, et la productivité et les autres indicateurs par tête correspondants sont exprimés en grammes par habitant et par jour. Enfin, les importations et exportations totales et par habitant sont également exprimées en millions de dollars et en dollars par habitant et par an, sur la base d'un système de prix unitaires fixe commun à tous les pays, appliqué à toutes les transactions.

II RAPPEL DE L'ÉVOLUTION DU PEUPLEMENT SUR LA PÉRIODE 1960-1990

36. La population totale de la région est passée de 45 millions environ en 1930, avant le boom démographique, à 87 millions en 1960, 194 millions en 1990 et près de 220 millions aujourd'hui (voir tableau joint). Cette croissance va se poursuivre car les phénomènes démographiques possèdent une forte inertie. En dépit des incertitudes sur les évolutions de la fécondité et de la mortalité et sur les conséquences du Sida, toutes les projections disponibles indiquent que la population totale de la région devrait atteindre quelque 430 millions d'habitants en 2020 (entre 400 et 500 millions selon les hypothèses extrêmes de fécondité mortalité et migrations). En moins d'un siècle (1930-2020), c'est-à-dire en l'espace de quatre générations, la région aura donc vu sa population totale multipliée par un facteur dix, comme c'est aussi le cas pour le reste de l'Afrique sub-saharienne.

37. Le processus d'urbanisation a démarré avec vigueur dès la fin de la deuxième guerre mondiale. En 1960, le nombre de centres urbains s'élevait déjà à 600, et la population urbaine totale à près de 13 millions d'habitants, contre moins de 2 millions en 1930. Le niveau moyen d'urbanisation, qui n'était que de 4 % en 1930, atteignait de 14 % en 1960 et variait de 5 % au Niger à 30 % au Sénégal, pays de loin le plus urbanisé à l'époque. Sur la période 1945-1960, le taux moyen de croissance de l'agrégat population urbaine a dépassé 8 % par an à l'échelle de l'ensemble de la région. La vitesse du processus d'urbanisation a donc été tout à fait exceptionnelle.

38. Ce processus d'urbanisation, largement enclenché avant les indépendances, s'est poursuivi à un rythme presque aussi soutenu jusqu'en 1980. A cette date, la région comptait quelque 2 300 centres urbains et une population urbaine de 51 millions d'habitants, dont 21 millions hors Nigéria, soit un niveau moyen d'urbanisation de 34 % , et 27 % hors Nigéria. Les taux de croissance de la population des villes les plus dynamiques ont, sur ces deux décennies, fréquemment atteint ou dépassé 10 %, soit un doublement tous les 7 ans ! Ces taux de croissance sont de l'ordre du triple de ceux atteints par les villes européennes au plus fort de la révolution industrielle du 19 ème siècle.

39. La croissance urbaine s'est presque partout ralentie depuis une dizaine d'années, sous le coup du renversement de la conjoncture économique mondiale et des effets des politiques d'ajustement structurel. Le taux de croissance urbain a chuté de 7.2 % en 1960-1980 à 4.3 % en 1980-1990. En 1990, la région compte quelque 3000 centres de plus de 5000 habitants et une population urbaine totale de 78 millions d'habitants. Son niveau moyen d'urbanisation est de 0.40 (0.33 hors Nigéria).

40. Le freinage récent de la croissance urbaine, qui va dans certains cas jusqu'à l'arrêt de l'apport rural net, apporte la preuve de l'aptitude des sociétés africaines à adapter leur mobilité à la situation économique. Il fournit la démonstration a contrario de la relation entre l'urbanisation -définie comme l'élévation du rapport entre le nombre des urbains et celui des ruraux- et la croissance économique.

41. En dépit de l'urbanisation croissante, la population rurale a continué à croître dans la plupart des pays (à l'exception du Cap-Vert) à un taux moyen qui a diminué de 1,8 % entre 1960 et 1970 à 1 % entre 1970 et 1980, pour remonter à 1,6 % entre 1980 et 1990, sous l'effet de la crise économique et du ralentissement du taux de croissance urbaine. Le seul pays où le taux de croissance de la population rurale a été négatif est le Cap-Vert entre 1980 et 1990 (-0,55 %). Au Nigéria, le taux de croissance de la population rurale a été proche de zéro (0.2 %) pendant la

décenniee 1970-1980 correspondant au boom du pétrole. Ainsi, le processus d'urbanisation, qui a prélevé en moyenne 1 % de la population rurale totale, soit un tiers du croît naturel, n'a jusqu'à présent pas vidé pas les campagnes, mais, il en a restructuré profondément le peuplement.

42. Malgré le ralentissement du processus d'urbanisation et le fait que la région reste, avec l'Afrique de l'est, l'une des moins urbanisées du monde, l'image traditionnelle d'une Afrique essentiellement rurale n'est plus conforme à la réalité et s'en écartera de plus en plus. Malgré la crise actuelle, les villes sont de plus en plus présentes dans le paysage africain, d'autant que leur poids économique et politique est plus que proportionnel à leur poids démographique.

43. Indépendemment de la conjoncture économique, la tendance longue est à la décélération de la croissance urbaine totale du fait de la réduction relative du réservoir démographique rural alimentant les migrations : en 1960 les ruraux étaient six fois plus nombreux que les urbains alors qu'ils sont pratiquement à parité en 1990. Ainsi, une émigration rurale de 1 % qui engendrait un surcroit de croissance urbaine annuelle de 6 % en 1960 se traduit aujourd'hui par une croissance relative de 1 % seulement. Les pays d'immigration peuvent toutefois ne pas connaitre cette décélération de la croissance urbaine avant longtemps.

44. La population agricole constitue une fraction de l'ordre de 90 % de la population rurale et une proportion de la population des villes qui décroit avec la taille de ces villes. La population agricole totale (rurale et urbaine), s'est accrue à un taux moyen de 1.9 % sur la période 1960-1990, taux un peu supérieur au taux de croissance de la population rurale.

45. La population agricole urbaine représente une fraction de la population agricole totale croissante, de 7 % en 1960 à 12 % en 1990. Il en est de même pour la population agricole périurbaine. Cette population agricole urbaine et périurbaine, fortement connectée au marché urbain, contribue de manière non négligeable à l'approvisionnement urbain, notamment en légumes, petit élevage et autres produits à haute valeur ajoutée, dont les statistiques agricoles ne rendent pas toujours bien compte.

46. La population non agricole, qui était à 50 % rurale en 1960, est maintenant urbaine à près de 90 %. Cette population non agricole est aujourd'hui aux deux tiers informelle. Depuis 1970, le secteur informel accueille une plus forte proportion de la croissance démographique totale que le secteur agricole. L'effectif de la population informelle urbaine a été multiplié par dix entre 1960 et 1990. Le rapport population non agricole / population agricole, qui représente le nombre de consommateurs de produits agricoles à satisfaire par agriculteur, a triplé entre 1960 et 1990, de 0.20 à 0.60.

AFRIQUE DE L'OUEST : ANALYSE RETROSPECTIVE
EVOLUTION DU PEUPLEMENT 1960-1990

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PA	NOTATION	1960	1970	1980	1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
POPULATION									
POPULATION RURALE	R	41	49	58	69	1.9	1.7	1.7	1.7
POPULATION URBAINE	U	7	12	20	32	6.0	5.7	4.7	5.5
POPULATION AGRICOLE	PP	40	49	59	71	2.1	2.0	1.8	2.0
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	8	12	19	29	4.4	4.6	4.5	4.5
POPULATION TOTALE	P	47	61	78	101	2.6	2.6	2.5	2.6
RATIOS DE PEUPLEMENT									
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.25	0.32	0.41	2.3	2.6	2.6	2.5
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.14	0.19	0.26	0.32				

NIGERIA	NOTATION	1960	1970	1980	1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
POPULATION									
POPULATION RURALE	R	34	40	41	48	1.6	0.2	1.7	1.2
POPULATION URBAINE	U	6	13	30	45	8.1	8.6	4.3	7.0
POPULATION AGRICOLE	PP	33	39	42	50	1.6	0.7	1.8	1.4
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	7	14	29	44	7.5	7.3	4.3	6.4
POPULATION TOTALE	P	40	53	70	94	2.9	2.9	2.9	2.9
RATIOS DE PEUPLEMENT									
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.21	0.36	0.69	0.88	5.8	6.5	2.5	4.9
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.15	0.25	0.42	0.49				

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)	NOTATION	1960	1970	1980	1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
POPULATION									
POPULATION RURALE	R	75	89	99	117	1.8	1.0	1.7	1.5
POPULATION URBAINE	U	12	25	50	78	7.1	7.3	4.5	6.3
POPULATION AGRICOLE	PP	73	88	101	121	1.9	1.5	1.8	1.7
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	15	26	48	73	6.0	6.1	4.4	5.5
POPULATION TOTALE	P	87	114	149	194	2.7	2.7	2.7	2.7
RATIOS DE PEUPLEMENT									
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.30	0.47	0.60	4.0	4.6	2.5	3.7
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.14	0.22	0.34	0.40				

PRODUIT REGIONAL BRUT AGRICOLE ET NON AGRICOLE

SOURCE : MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE DE L'ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS
PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1990, ET PRIX EN DOLLARS COURANTS POUR L'ANNEE 1990

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)	NOTATION	1960	1970	1980	1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
PRODUIT REGIONAL									
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHE NATIONAL	A1	6	7	9	12	2.5	2.0	3.2	2.6
VAL.AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHE REGIONAL	A2	0	0	0	0	4.0	3.0	-3.1	1.2
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MONDE	A3	1	2	3	3	9.3	2.8	1.1	4.3
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	7	10	12	16	3.7	2.2	2.8	2.8
DONT VAL AJOUTEE MARCHANDE (HORS AUTOCONSOM.)	Am	2	4	5	7	7.0	3.3	3.0	4.4
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	18	27	40	49	4.2	4.2	2.0	3.5
PRODUIT REGIONAL BRUT REEL	Y	27	40	57	70	4.1	3.7	2.1	3.3
RATIOS									
PART DU MARCHE REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TOTALE	A2/A	0.03	0.03	0.04	0.02				
PART DU MARCHE EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TOTALE	A3/A	0.12	0.21	0.22	0.19				
PART DE LA VAL MARCHANDE DANS LA VAL AGRICOLE TOTALE	Am/A	0.27	0.37	0.41	0.43				
PART DES CULTURES D'EXPORT DANS LA VAL AJ. MARCHANDE	A3/Am	0.46	0.58	0.54	0.45				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.59	2.74	3.32	3.12				

NIGERIA	NOTATION	1960	1970	1980	1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
PRODUIT REGIONAL									
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHE NATIONAL	A1	5	6	7	10	1.5	1.2	3.4	2.0
VAL.AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHE REGIONAL	A2	0	0	0	0	-5.0	-5.0	12.7	0.6
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MONDE	A3	0	0	0	0	-1.5	-1.3	-9.4	-4.1
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	6	7	7	10	1.2	1.0	3.1	1.8
DONT VAL AJOUTEE MARCHANDE (HORS AUTOCONSOM.)	Am	1	2	3	5	4.0	4.5	4.0	4.1
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	9	23	47	49	9.4	7.5	0.4	5.7
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	17	33	61	62	6.9	6.4	0.1	4.4
RATIOS									
PART DU MARCHE REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TOTALE	A2/A	0.01	0.00	0.00	0.01				
PART DU MARCHE EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TOTALE	A3/A	0.08	0.06	0.05	0.01				
PART DE LA VAL MARCHANDE DANS LA VAL AGRICOLE TOTALE	Am/A	0.24	0.31	0.44	0.47				
PART DES CULTURES D'EXPORT DANS LA VAL AJ. MARCHANDE	A3/Am	0.34	0.20	0.11	0.03				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	1.61	3.50	6.52	5.03				

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)	NOTATION	1960	1970	1980	1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
PRODUIT REGIONAL									
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHE NATIONAL	A1	11	13	16	22	2.0	1.6	3.3	2.3
VAL.AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHE REGIONAL	A2	0	0	0	0	2.8	2.5	-1.8	1.1
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MONDE	A3	1	2	3	3	6.5	2.2	0.3	3.0
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	13	16	19	25	2.6	1.7	2.8	2.4
DONT VAL AJOUTEE MARCHANDE (HORS AUTOCONSOM.)	Am	3	6	8	12	5.8	3.9	3.4	4.4
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	27	50	87	98	6.3	5.8	1.2	4.4
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	44	73	118	132	5.3	5.0	1.1	3.8
RATIOS									
PART DU MARCHE REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TOTALE	A2/A	0.02	0.02	0.02	0.01				
PART DU MARCHE EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TOTALE	A3/A	0.10	0.15	0.16	0.12				
PART DE LA VAL MARCHANDE DANS LA VAL AGRICOLE TOTALE	Am/A	0.26	0.35	0.43	0.45				
PART DES CULTURES D'EXPORT DANS LA VAL AJ. MARCHANDE	A3/Am	0.41	0.44	0.37	0.27				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.14	3.05	4.52	3.86				

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)	NOTATION	1960	1970	1980	1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL									
EN US$ PAR HABITANT									
AGRICULTURE DE MARCHE NATIONAL	A1/P	121	121	114	122	-0.1	-0.6	0.7	0.0
AGRICULTURE DE MARCHE REGIONAL	A2/P	5	5	5	3	1.4	0.4	-5.5	-1.3
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	18	34	35	30	6.6	0.2	-1.4	1.7
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	160	154	155	1.1	-0.4	0.0	0.3
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	561	651	725	691	1.5	1.1	-0.5	0.7
PRODUCTIVITE									
EN US$ PAR HABITANT									
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	172	200	204	219	1.5	0.2	0.7	0.8
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	am = Am/PP	46	74	84	94	4.7	1.3	1.1	2.4
RATIOS									
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	13.0	11.0	10.4	7.6				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	4.3	3.9	4.1	3.8				

NIGERIA	NOTATION	1960	1970	1980	1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL									
EN US$ PAR HABITANT									
AGRICULTURE DE MARCHE NATIONAL	A1/P	132	115	98	103	-1.3	-1.6	0.5	-0.8
AGRICULTURE DE MARCHE REGIONAL	A2/P	1	1	0	1	-7.7	-7.7	9.5	-2.3
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	12	8	5	1	-4.3	-4.0	-12.0	-6.8
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	145	124	103	105	-1.6	-1.8	0.2	-1.1
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	426	625	870	664	3.9	3.4	-2.7	1.5
PRODUCTIVITE									
EN US$ PAR HABITANT									
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	175	169	174	198	-0.4	0.3	1.3	0.4
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	am = Am/PP	42	53	76	94	2.3	3.7	2.1	2.7
RATIOS									
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	7.8	9.6	9.5	5.7				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	2.7	3.5	4.6	3.5				

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)	NOTATION	1960	1970	1980	1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL									
EN US$ PAR HABITANT									
AGRICULTURE DE MARCHE NATIONAL	A1/P	126	118	106	113	-0.7	-1.0	0.6	-0.4
AGRICULTURE DE MARCHE REGIONAL	A2/P	3	3	3	2	0.1	-0.2	-4.4	-1.5
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	15	22	21	16	3.7	-0.5	-2.4	0.2
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	143	130	131	-0.1	-0.9	0.1	-0.3
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	499	639	793	678	2.5	2.2	-1.6	1.0
PRODUCTIVITE									
EN US$ PAR HABITANT									
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	174	186	191	210	0.7	0.3	0.9	0.6
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	am = Am/PP	44	65	82	95	3.8	2.4	1.5	2.6
RATIOS									
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	10.5	10.2	9.6	6.4				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	3.6	3.7	4.3	3.5				

III CONSOMMATION, PRODUCTION ET BILANS ALIMENTAIRES : LE CONSTAT

3.1 La Consommation alimentaire.

47. Les enquêtes de nutrition montrent que la ration alimentaire moyenne régionale a peu varié de 1960 à 1990. Elle s'établit aujourd'hui à environ 2200 kilocalories par habitant et par jour, soit 80 % de la moyenne mondiale, 70 grammes de protéines, et 70 grammes de lipides, soit 70 % de la moyenne mondiale[9].

Bilan agro-alimentaire de l'Afrique de l'ouest

(kilocalories par habitant et par jour)	1961	1970	1980	1990	Taux de crois. ann. 61-90 (%)
Consommation	2253	2251	2157	2160	-0.2%
Production apparente	2414	2251	1820	1960	-1.0%
Importation	139	211	449	302	2.7%
Exportation	301	211	113	103	-3.3%
Importation nette	-162	0	336	199	
Import/conso (%)	6%	9%	21%	14%	
Import nette/conso(%)	-7%	0%	16%	9%	

Source Waltps

48. La région souffre-t-elle pour autant d'une sous-nutrition notable et croissante ? Une étude récente montre que les disponibilités alimentaires effectives sont systématiquement sous-estimées, et que les besoins théoriques sont sur-estimés[10].

3.2 La production agro-alimentaire.

49. Le taux moyen de croissance, sur la période 1961-1990, de la production agricole (en calories) de la région Afrique de l'ouest, calculé à partir des statistiques de production par produit de la FAO, a été de 2.0 % par an, donc apparemment nettement inférieur à celui de la population régionale totale (2.7 %). Cette moyenne recouvre d'importantes variations selon les pays et les époques : depuis le creux absolu de 1984, la production régionale enregistre un taux moyen de croissance de l'ordre de 6 % par an. La production par habitant aurait ainsi retrouvé, en 1989-1990, le niveau moyen de 1975-1976. Cette reprise de la croissance est en partie due à l'amélioration de la conjoncture climatique, mais elle résulte aussi de l'aggravation de la contrainte extérieure consécutive à la crise économique, qui réduit la capacité à importer des pays, et de l'assainissement de l'environnement institutionnel apporté dans certains pays par les programmes d'ajustement structurel.

---

[9] *Voir tableaux détaillés de l'évolution des bilans alimentaires par pays sur la période 1961-1990 en annexe.*

[10] *Voir Thomas Poleman et Peter Svedberg : "Much as the protein gap proved a statistical illusion, the list of diet-deficient countries would be whittled away". Citation extraite du Discussion Paper No 147 de la Banque Mondiale : "The effects of economic policies on African agriculture (W.K. Jaeger, 1992).*

Tableau n°1

Population, consommation et commerce de produits agro-alimentaire en Afrique de l'ouest -19 pays-

(valeurs: population en millions d'habitants,
quantités en millions de gigacalories
(1 gigacalorie correspond à 0,4 t de céréales)

ANNEE		1961	1970	1980	1990	TAUX DE CROISSANCE 61-70	70-80	80-90	61-90
POPULATION	P	90	114	149	194	2.7%	2.7%	2.7%	2.7%
CONSOMMATION	C	74	94	117	153	2.7%	2.3%	2.7%	2.6%
PROD APPARENTE	Q	79	94	99	139	1.9%	0.6%	3.5%	2.0%
IMPORTATION	M	5	9	24	21	7.6%	10.8%	-1.3%	5.5%
EXPORTATION	X	10	9	6	7	-1.3%	-3.5%	1.8%	-1.0%
IMPORTATIONS NETTES TOTALES	M-X	-5	0	18	14				
IMPORT. NETTES DES PAYS DEFICITAIRES	S(M-X>0)	1	3	18	15	10.4%	22.0%	-2.2%	9.6%
RATIO AFRIQUE DE L'OUEST / MONDE									
POPULATION	P / P MONDE	0.029	0.031	0.034	0.037				
IMPORTATION	M / M MONDE	0.010	0.014	0.021	0.016				
EXPORTATION	X / X MONDE	0.022	0.013	0.005	0.005				

Tableau n°2

Population, consommation et commerce de produits agro-alimentaires en Afrique de l'ouest hors Nigeria -18 pays-

(mêmes valeurs qu'au tableau n°1)

ANNEE		1961	1970	1980	1990	TAUX DE CROISSANCE 61-70	70-80	80-90	61-90
POPULATION	P	49	61	79	101	2.6%	2.6%	2.5%	2.6%
CONSOMMATION	C	37	49	62	80	3.1%	2.4%	2.6%	2.7%
PROD APPARENTE	Q	38	47	56	70	2.5%	1.6%	2.3%	2.1%
IMPORTATION	M	4	7	11	17	6.9%	5.2%	4.3%	5.4%
EXPORTATION	X	5	6	5	7	1.5%	-0.7%	3.0%	1.3%
IMPORTATIONS NETTES TOTALES	M-X	-1	1	6	10				
IMPORT. NETTES DES PAYS DEFICITAIRES	S(M-X>0)	1	3	6	11	10.4%	9.6%	5.7%	8.5%

Tableau n°3

Consommation, production et commerce de produits agro-alimentaires par habitant en Afrique de l'ouest -19 pays-

(valeurs exprimées en Kilocalories par habitants et par jour)

ANNEE		1961	1970	1980	1990	TAUX DE CROISSANCE 61-70	70-80	80-90	61-90
CONSOMMATION	C/P	2253	2251	2157	2160	-0.0%	-0.4%	0.0%	-0.1%
PROD APPARENTE	Q/P	2414	2251	1820	1960	-0.8%	-2.1%	0.7%	-0.7%
IMPORTATION	M/P	139	211	449	302	4.7%	7.8%	-3.9%	2.7%
EXPORTATION	X/P	301	211	113	103	-3.9%	-6.0%	-0.9%	-3.6%
IMPORTATION NETTE MOYENNE	(M-X)/P	-162	0	336	199				
IMPORT NETTE DES PAYS DEFICITAIRES	S((M-X)/P)>0	31	61	338	208	7.5%	18.7%	-4.7%	6.7%
RATIO IMPORTATION / CONSOMMATION	M/C	0.06	0.09	0.21	0.14				
RATIO IMPORTATION NETTE / CONSOMMATION	(M-X)/C	-0.07	0.00	0.16	0.09				

Tableau n°4

Consommation, production et commerce de produits agro-alimentaires par habitant en Afrique de l'ouest hors Nigeria -18 pays-

(mêmes valeurs qu'au tableau n°3)

ANNEE		1961	1970	1980	1990	TAUX DE CROISSANCE 61-70	70-80	80-90	61-90
CONSOMMATION	C/P	2089	2191	2156	2171	0.5%	-0.2%	0.1%	0.1%
PROD APPARENTE	Q/P	2151	2132	1939	1889	-0.1%	-0.9%	-0.3%	-0.4%
IMPORTATION	M/P	214	311	399	473	4.3%	2.5%	1.7%	2.8%
EXPORTATION	X/P	276	252	182	190	-1.0%	-3.2%	0.4%	-1.3%
IMPORTATION NETTE MOYENNE	(M-X)/P	-62	59	217	283				
IMPORT NETTE DES PAYS DEFICITAIRES	S((M-X)/P)>0	58	113	220	299	7.7%	6.9%	3.1%	5.8%
RATIO IMPORTATION / CONSOMMATION	M/C	0.10	0.14	0.19	0.22				
RATIO IMPORTATION NETTE / CONSOMMATION	(M-X)/C	-0.03	0.03	0.10	0.13				

50. En retenant comme indicateur de la production la différence entre la consommation finale et les importations nettes, on obtient des taux de croissance de la production apparente du même ordre que ci-dessus pour les calories et un peu plus faibles pour les protéines et les lipides.

51. La matrice de comptabilité sociale (MCS) conduit à des résultats un peu différents. La valeur ajoutée agricole totale par habitant serait passée, en prix constants de 1990, de 144 dollars en 1960 et 1970 à 130 dollars en 1980, puis à 131 dollars en 1990. La valeur ajoutée représentant une fraction lentement décroissante de la production, celle-ci aurait donc augmenté à un taux très légèrement plus élevé que la population totale. Toujours selon cette MCS, et en moyenne sur l'ensemble des trois dernières décennies, la valeur ajoutée des cultures d'exportation aurait cru au taux de 2.3 % et celle des autres produits agricoles au taux de 3.0 %.

3.3 Productivité et urbanisation.

52. A l'échelle macro-régionale de l'Afrique sub-saharienne, on constate une corrélation positive entre les niveaux de productivité totale (production agricole par agriculteur) et de productivité marchande (surplus commercialisé par agriculteur) et les niveaux d'urbanisation des diverses sous-régions. Ainsi, en 1980, l'Afrique de l'est et australe (23 pays, hors Afrique du sud) et l'Afrique de l'ouest et centrale (23 pays), dont les niveaux moyens d'urbanisation étaient respectivement de 20 % et 37 %, avaient des productivités respectives de 2500 et 3000 kilocalories par agriculteur et par jour. Déduction faite de l'auto-consommation, la productivité marchande de l'Afrique de l'ouest et centrale était près du double de celle d'Afrique de l'est (800 kilocalories mises en marché par agriculteur et par jour, contre 400 en Afrique de l'est). Faute de marché intérieur, les pays à faible niveau d'urbanisation sont, en général des pays à faible productivité agricole. La réciproque n'est pas toujours vérifiée, comme le montre l'exemple du Nigéria pendant la décennie 1980 et du Sénégal pendant toute la période.

3.4 Echanges extérieurs.

53. De 1961 à 1990 et en moyenne pour la région Afrique de l'ouest, les importations par habitant, mesurées en calories, sont passées de 140 à 300 kilocalories par habitant et par jour, soit de 6 à 14 % de la ration calorique, cependant que les exportations chutaient de 300 à 100 kilocalories. Le bilan calorique régional, différence entre les importations et les exportations, exprimé en pourcentage de la consommation agro-alimentaire régionale mesurée en calories, était excédentaire de 7 % en 1961, équilibré en 1970, puis déficitaire de 16 % en 1980, et déficitaire de 9 % en 1990. On constate donc un net redressement de cet indicateur depuis le milieu de la décennie 1980.

54. Le déficit calorique peut aussi être interprété comme un retard ou décalage dans le temps entre l'offre et la demande régionale, qui croit à un taux proche de 3 % par an. Ainsi, en 1980, au plus fort de la crise agricole, le retard de l'offre par rapport à la demande était d'environ cinq ans. Ce retard est aujourd'hui revenu à trois ans, c'est-à-dire que les agriculteurs de la région satisfont, en 1993, la demande de 1990.

Une réussite exemplaire : la Côte d'Ivoire

En Afrique de l'ouest, la Côte d'Ivoire est le pays dont les performances de l'ensemble du secteur agricole (et non seulement des cultures d'exportation) sont, sur la longue durée, les plus remarquables. Entre 1961 et 1990, le contenu énergétique de la production agricole apparente totale de la Côte d'Ivoire (consommation plus exportations nettes) a plus que quadruplé, passant de 2.500 à 10.700 milliers de gigacalories, soit un taux moyen de croissance de 5.2 % sur ces trois décennies. La production de protéines a plus que triplé (taux de croissance 4.4 %), et celle de lipides a été multipliée par onze (taux de croissance 8.8 %). Sans compter par conséquent la production des produits non alimentaires comme le café, l'hévéa et le bois, la production agricole a donc augmenté à un taux supérieur à celui de la population (4.3 %).

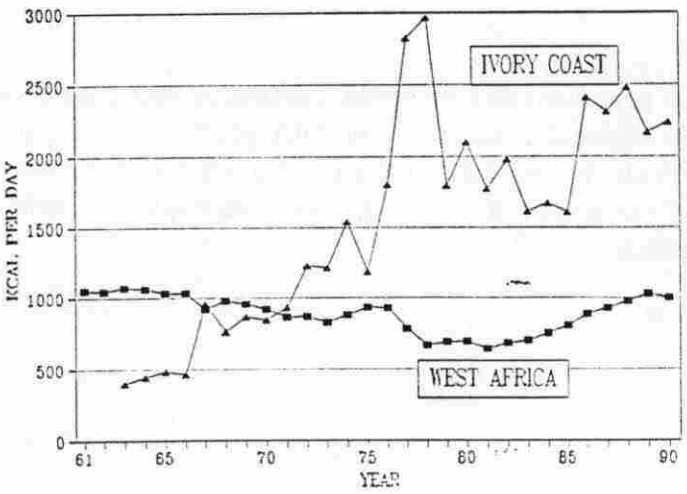
La productivité alimentaire apparente totale des agriculteurs, exprimée en kilocalories produites par agriculteur et par jour, s'est accrue de l'équivalent de 2600 kilocalories en 1961 à 4200 Kcal en 1985-1989, soit au taux moyen tout à fait respectable de 1.6 % par an, cependant que la productivité marchande (i.e nette de l'auto-consommation) s'est accrue au taux moyen remarquable de 4.5 % par an.

Dans le même temps, les importations alimentaires ivoiriennes ont sextuplé, de 400 à 2550 millers de gigacalories, et les exportations ont été multipliées par onze, de 290 à 3.170 milliers de gigacalories, soit des taux de croissance respectifs de 6.6 % et 8.6 %, du même ordre que le taux de croissance de la population urbaine.

Les importations alimentaires par habitant ont crû au taux moyen de 2.3 % par an. Mais les importations alimentaires par habitant de la population urbaine et de la population rurale, considérées séparément, ont en fait très peu augmenté : la croissance de la moyenne s'explique, pour l'essentiel, par le transfert de population du milieu rural au milieu urbain. Il convient d'ailleurs de noter que, depuis 1965, les importations alimentaires (aux prix du marché, en valeur monétaire courante) représentent un pourcentage quasi-constant des importations totales (entre 17 % et 19 %), et que ces importations alimentaires (cif) ne représentent, en valeur courante, que 4 à 5 % du PIB de la Côte d'Ivoire.

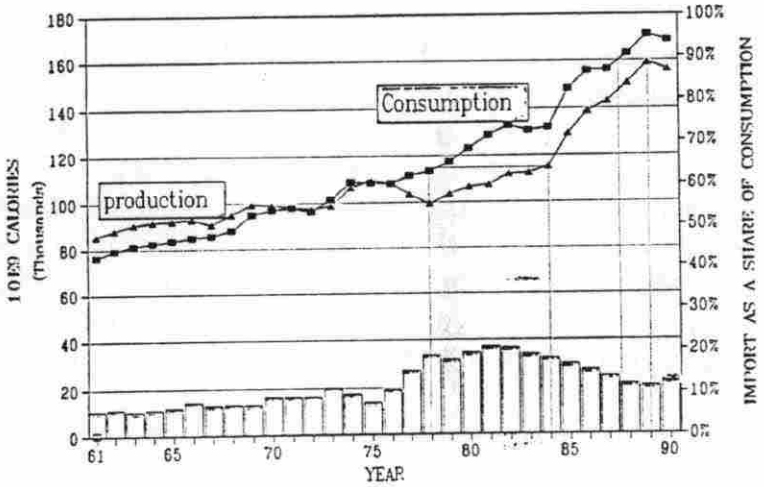
Le bilan calorique de l'agriculture ivoirienne (importations moins exportations, rapportées à la consommation) est passé d'un déficit de 4 % en 1961 à 6 % en 1970 , puis 4 % en 1980, et enfin à un excédent de 6 % en 1990. Les agriculteurs de Côte d'Ivoire sont donc aujourd'hui en mesure de satisfaire l'intégralité de la demande calorique intérieure et de dégager un petit excédent, bien que, en trente ans, la population urbaine ait plus que décuplé. Malgré les importations de viande et de poisson, le bilan protidique de la Côte d'Ivoire est resté excédentaire (de 25 % en 1961 à 12 % en 1990) sauf en 1980. Et le bilan en lipides a vu son excédent croître régulièrement de 5 % en 1961 à 39 % en 1970, 77 % en 1980 et 91 % en 1990 (la production apparente de 1990 étant près du double de la consommation).

Production commercialisée par agriculteur en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'ouest, 1960-1990.



Graphique n°

Consommation, production et importations de produits agro-alimentaires en Afrique de l'ouest, 1960-1990.



55. Le bilan alimentaire régional exprimé en protides a suivi une évolution parallèle : la région, excédentaire jusqu'en 1970, présente aujourd'hui un déficit équivalent à 8 % de la consommation régionale. Par contre, la région reste excédentaire en lipides, en dépit d'une baisse des exportations par tête : l'excédent actuel représente 5 % de la consommation régionale , et 11 % hors Nigéria.

56. En pondérant les importations et les exportations des différents produits à l'aide d'un système de prix fixes identiques pour tous les pays de la région et du monde, on obtient des agrégats d'importations et d'exportation en valeur qui reflètent mieux l'ensemble du secteur agricole et non plus seulement les produits alimentaires. La balance commerciale régionale ainsi déterminée est restée excédentaire sur toute la période 1961-1990, sauf en 1980, du fait principalement du Nigéria.

57. La comparaison du disponible (production nette plus importation moins exportation) et de la consommation alimentaire fait apparaître des écarts qui, si l'on excepte les cas extrêmes (Cap Vert, Gambie) vont de -30 % à +20 % de la production nationale supposée selon les pays. Ces divergences résultent en partie de la marge d'erreur des statistiques de production, mais aussi de la non prise en compte des échanges régionaux non enregistrés. Les échanges agro-alimentaires intra-régionaux totaux, y compris les échanges non enregistrés, sont probablement inférieurs à 2 % de la production régionale totale, mais ils peuvent atteindre des pourcentages plus élevés, de l'ordre de 10 % de la production nationale, dans certains petits pays comme le Bénin.

3.5 Conclusion sur l'évolution des bilans agroalimentaires

58. Qu'elles concernent la consommation, la production ou les échanges, les statistiques disponiibles montrent que l'offre régionale n'a pas suivi la demande et que le le bilan du commerce agroalimentiare régional s'est dégradé. Les deux sections suivantes présentent de manière plus détaillée les relations entre urbanisation et extraversion des modes de consommation, puis l'analyse comparée des caractéristiques du commerce extérieur agro-alimentaire des pays d'Afrique de l'ouest par rapport aux autres régions du monde.

IV DEPENDANCE ALIMENTAIRE ET EXTRAVERSION DES MODELES DE CONSOMMATION URBAINS.

59. Les habitudes de consommation alimentaire variant selon le milieu de résidence, le processus d'urbanisation n'est évidemment pas sans influence sur l'évolution de la dépendance alimentaire. Dans la région, le blé et le riz représentent 13 % de la consommation alimentaire rurale de base (céréales et féculents) et 50 % de la consommation alimentaire urbaine (FAO). Cette transformation des habitudes alimentaires est, dans une perspective de longue durée, inévitable et nécessaire à la sécurité alimentaire de la région. La demande de produits nouveaux introduite par les importations crée les conditions d'émergence d'une offre régionale de ces produits ou de substituts acceptables (exemple du maïs par rapport au blé). Mais, contrairement à une idée répandue, les habitudes alimentaires urbaines n'ont généralement pas évolué dans le sens d'une extraversion croissante. Si l'on prend soin de faire la distinction entre le milieu urbain et le milieu rural, on s'aperçoit que, dans chacun de ces deux milieux considérés séparément, les importations alimentaires par tête des années 1990 sont comparables à celles des années 1960.

60. Le Sénégal, présenté à juste titre comme le pays typique de l'extraversion alimentaire urbaine, importait 370 kilocalories par habitant et par jour en moyenne sur la période 1960-1965. Un quart de siècle plus tard, sur la période 1985-1989, il en a importé 390, alors que le taux d'urbanisation passait de 29 % à 39 %. Si la dépendance alimentaire du Sénégal reste excessive (cf section suivante), elle ne s'est pas sensiblement aggravée avec la croissance du niveau d'urbanisation.

61. L'étude de la consommation alimentaire de la population d'Abidjan sur une période de 25 ans[11] révèle une augmentation relative de la quantité de tubercules et féculents et une baisse de la consommation de céréales et en particulier du pain (!) et seulement une légère croissance de celle de riz. Les autres caractéristiques sont une nette augmentation de la consommation de légumes, une substitution des produits dérivés de l'arachide au profit de ceux dérivés de la noix de palme. Enfin, le seul mouvement d'extraversion qui apparaît est la forte augmentation de la consommation de viande, essentiellement importée, mais aussi partiellement disponible dans la région.

62. La rapidité du processus d'urbanisation est telle qu'il ne faut pas s'étonner de constater un certain retard dans la réponse du système aux besoins nouveaux (quantitatifs et qualitatifs) résultant de cette urbanisation, y compris les besoins alimentaires. Ce qui est important sur le long terme, c'est moins le gap entre le volume de la demande et le volume de l'offre correspondante à tout instant, que l'évolution dans le temps du retard entre la demande et l'offre correspondante. Or, on a vu précédemment qu'après avoir fortement crû dans la décennie 1980, ce retard est en diminution nette, ce qui prouve que l'agriculture africaine est capable de reconquérir au moins une partie du marché urbain, lorsque les conditions d'environnement climatique, institutionnel et macro-économique ne lui sont pas trop défavorables.

---

[11] *Voir à ce sujet les travaux de Denis Requier-Desjardins*

V ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES COMPARES DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU MONDE.

63. Les pays de la région importent-ils une fraction trop élevée de leurs besoins alimentaires ? Ces importations devraient-elles continuer à baisser en cas de succès des politiques d'ajustement structurel et de relance de la croissance économique ? Pour éclairer ces questions, il convient de resituer l'évolution de l'agriculture de la région Afrique de l'ouest dans son contexte international et de comparer le comportement des pays et de l'ensemble de la région à celui des autres pays et régions du monde, développés et en développement.

5.1 Croissance des échanges agroalimentaires totaux

64. Sur la période 1961-1990, le volume total du commerce alimentaire mondial, mesuré en calories et en protides, a plus que triplé, et celui du commerce mesuré en lipides a quadruplé. Par habitant, le volume du commerce alimentaire mondial a donc doublé, passant, sur la base du système de prix fixes adopté, de 110 dollars en 1961 à 215 dollars en 1990. Pendant cette même période, la production moyenne mondiale par habitant s'est accrue d'environ 20 % en calories, 10 % en protides et 40 % en lipides. La part de la consommation alimentaire mondiale qui donne lieu à échanges internationaux s'est donc fortement accrue de 18 % à 26 % pour les calories et les protides, et de 20 % à 33 % pour les lipides.

65. L'excédent alimentaire des pays exportateurs nets, qui alimente le marché mondial, est de plus en plus concentré dans un petit nombre de pays. Ainsi, en 1961, les trois quarts des excédents mondiaux de calories étaient assurés par sept pays représentant 16 % de la population mondiale. En 1990, cette même fraction des excédents mondiaux totaux est assurée par cinq pays seulement : les Etats Unis, la France, le Canada, l'Argentine et l'Australie, qui à eux tous ne représentent que 7 % de la population totale et 0.5 % de la population agricole mondiale ! Ces pays ont vu leurs excédents totaux quadrupler en trente ans. La France, qui détient le record, a multiplié ses excédents par quinze. Ce pays, devenu aujourd'hui le deuxième exportateur mondial de calories alimentaires, fournit à lui seul 14 % des exportations mondiales ! L'accroissement rapide de la productivité agricole des pays exportateurs les plus avancés transforme l'agriculture de ces pays en une véritable industrie, n'ayant plus rien à voir avec celle des pays en développement[12].

66. Les pays de la région Afrique de l'ouest ont, dans l'ensemble, suivi le mouvement général d'ouverture de leur marché agro-alimentaire au marché mondial. Mais cette insertion dans l'économie-monde s'effectue avec un retard d'une trentaine d'années par rapport au reste du monde, c'est à dire que le contenu actuel en importation de la demande alimentaire ouest-africaine (14 % pour l'ensemble de la région et 22 % si l'on exclut le Nigéria) correspond à la moyenne mondiale des années 1960.

67. Le graphique n°3 présente l'évolution, sur la période 1961-1990, des excédents mondiaux de céréales (définis comme la somme des exportations nettes positives de tous les pays du monde) et des importations totales de céréales de la région Afrique de l'ouest.s pays exportateurs, mesurées en tonnes. Ce graphique montre que, sur toute la période, les excédents mondiaux et les importations de la région ont évolué de manière parallèle. La région ne représente qu'une toute

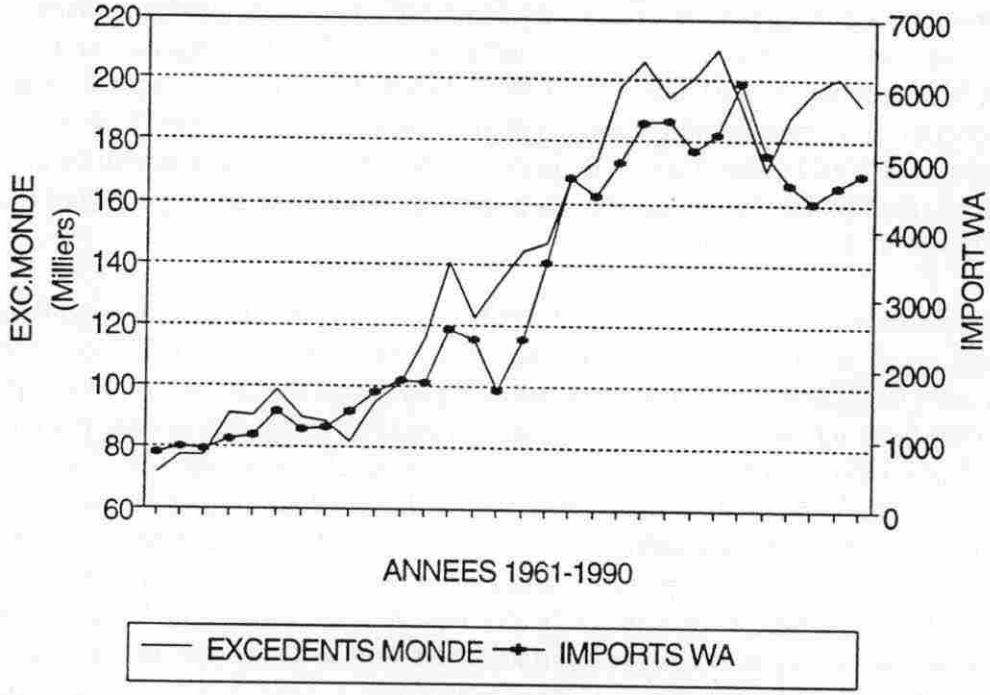
---

[12] *Les rendements céréaliers des pays développés ont augmenté de près de 3 % par an pendant les quatre dernières décennies*

petite fraction (de l'ordre de 2 %) du marché mondial des céréales. L'excédent mondial n'est donc évidemment pas dépendant des besoins d'importation de la région. On est donc amené à se demander si l'évolution des importations de la région n'est pas influencée par la croissance des excédents mondiaux et par la nécessité d'écouler ces excédents. De fait, les grands pays exportateurs analysent chaque année avec soin la "capacité d'absorption" des différents marchés de la planète. L'Afrique serait-elle perçue comme l'une de ces éponges à excédents présentant un excellent potentiel de croissance à long terme ? On pourrait le penser au vu de la concurrence effrénée que se font les grands pays exportateurs à la recherche de débouchés.

Graphique n°3

Evolutions parallèles des excèdents céréaliers mondiaux et des importations de l'Afrique de l'ouest.



68. Si les importations alimentaires ouest-africaines totales ont connu une évolution parallèle à celle du reste de la planète, il n'en est pas de même des exportations agro-alimentaires. En trente ans, celles-ci ne se sont accrues que de 40 à 50 % hors Nigéria (contre un triplement pour l'ensemble du monde) et ont même décru si l'on inclue ce pays. Le poids de la région dans les exportations agro-alimentaires mondiales totales s'est ainsi effondré de 2.2 % en 1961 à 0.5 % en 1990 pour les calories, de 3.7 % à 0.7 % pour les protides, et de 7.1 % à 1.3 % pour les lipides.

69. Toutefois, la région a retrouvé en 1990 la même importance qu'en 1961 dans les exportations agricoles mondiales mesurées en dollars sur la base du système de prix fixes, soit 1.2 % du total mondial, après avoir régressé à 0.9 % en 1970 et 0.8 % en 1990. La différence sensible entre l'évolution des exportations alimentaires en calories, protides, lipides et des exportations agricoles en dollars constants s'explique par la forte croissance en volume (mais non en prix !) des exportations de produits tropicaux (cacao notamment)[13].

---

[13] *Voir les tableaux détaillés en annexe*

70. Le déficit alimentaire régional net actuel qui résulte de l'évolution divergente des importations et des exportations alimentaires, de l'ordre de 9 % de la consommation calorique, apparait encore modeste quand on le compare à celui constaté dans d'autres régions : 10 % en Asie, 12 % en Europe, et.. 61 % en Afrique du nord !

5.2 Croissance comparée des échanges agroalimentaires par habitant

71. Considérons maintenant l'évolution des importations et des exportations agro-alimentaires par habitant. Pour l'ensemble du monde, les importations (et les exportations) par habitant se sont accrues en moyenne mondiale au taux de 2.0 % par an, de 400 kilocalories par habitant et par jour en 1961 à 710 en 1990. Celles de la région se sont accrues à un taux moyen un peu supérieur, de 2.5 %. Mais, avec 270 kilocalories, soit 39 % de la moyenne mondiale, la région Afrique de l'ouest est, après le reste de l'Afrique sub-saharienne, la région du monde où les importations par tête sont les plus faibles. Elles sont une fois et demie plus élevées en Asie, et sept fois plus élevées en Afrique du nord et en Europe. Par contre, les exportations par habitant d'ASS, qui s'élèvent aujourd'hui à 90 kilocalories par habitant et par jour, ne représentent plus qu'un septième de la moyenne mondiale (un quart si l'on exclue le Nigéria).

72. Le déficit alimentaire moyen par habitant de la région reste modeste : 200 kilocalories par habitant et par jour, contre 250 en Asie, 400 en Europe... et 1900 en Afrique du nord. Il en va de même pour le déficit par habitant des seuls pays déficitaires : 220 kilocalories en Afrique de l'ouest, contre 470 en Asie, 1100 en Europe et 1900 en Afrique du nord, où tous les pays sont déficitaires.

5.3 Relations entre les échanges agroalimentaires et les caractéristiques démoéconomiques des pays

73. L'analyse précédente ne permet pas de répondre à la question de savoir si les importations de l'ASS sont excessives, car les facteurs dont dépend le niveau des échanges agro-alimentaires des pays ne sont pas pris en compte. Pour pousser plus avant l'analyse, plusieurs modèles économétriques reliant le niveau des importations à diverses variables démographiques et économiques ont été testés. Contrairement à ce qu'on pourrait supposer a priori, le niveau des importations alimentaires par tête n'apparait pas corrélé à la variable "taux de croissance démographique", et est également très peu corrélé à la variable "exportation par tête".

74. On a en définitive retenu le modèle suivant dans lequel la variable à expliquer est le niveau des importations alimentaires par habitant **m = M/P** et les variables explicatives sont :

- la taille du pays, représentée par sa population **P** ;
- le niveau d'urbanisation, représenté par le rapport **U/R** entre la population urbaine et la population rurale ;
- et le niveau de développement, représenté par le PNB par habitant exprimé en US dollars courants **Y/P** (source World Tables).

Ce modèle a été ajusté sur environ 110 pays, dont une quarantaine en Afrique sub-saharienne, pour les années 1970, 1980 et 1990. L'ajustement log-linéaire est moyen (coefficient de corrélation de l'ordre de 0.63 pour 110 observations), les variables considérées sont toutes significatives, les coefficients d'ajustement ont le bon signe et sont relativement stables.

Tableaux n° 5 et 5'

AJUSTEMENT DES IMPORTATIONS PAR HABITANT SUR UNE LOI DU TYPE :

$$LN(m\#) = a + b*LN(P) + c*LN(U/R) + d*LN(Y/P)$$

m# = IMPORTATIONS ALIMENTAIRES PAR HABITANT EN KILOCALORIES PAR HABITANT ET PAR JOUR
P = POPULATION DU PAYS
U/R = RAPPORT DE LA POPULATION URBAINE A LA POPULATION RURALE
Y/P = PNB PAR HABITANT EN US$ COURANTS
LN(X) EST LE LOGARITHME NEPERIEN DE X
AJUSTEMENT EFFECTUE SUR UN ECHANTILLON DE 110 PAYS DU MONDE

		AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)			AF.OUEST HORS NIGERIA (19 PAYS)		
ANNEE		1970	1980	1990	1970	1980	1990
IMPORTATIONS PAR HABITANT REELLES	m	210	451	297	317	400	485
IMPORTATIONS PAR HABITANT AJUSTEES	m#	257	484	374	337	491	495
MOYENNE MONDIALE	m MONDE	482	659	689	482	659	689
RATIO IMP REELLES / IMP AJUSTEES	m / m#	0.81	0.93	0.79	0.94	0.81	0.98
RATIO IMP AJUSTEES / MOYENNE MONDE	m# / m MOND	0.53	0.74	0.54	0.70	0.75	0.72

COEFFICIENTS DE REGRESSION

		1970	1980	1990
POPULATION	b	-0.29	-0.23	-0.25
NIVEAU D'URBANISATION	c	0.30	0.25	0.21
PIB PAR HABITANT	d	0.50	0.44	0.44
COEF DE CORRELATION		0.85	0.79	0.87

75. La taille du pays, représentée ici par sa population, est la principale variable explicative. Tous autres paramètres étant identiques, un pays dix fois plus peuplé qu'un autre a des importations par tête deux fois plus faibles. On peut aussi en conclure qu'un sous ensemble d'une dizaine de pays voisins comparables par la taille, le niveau d'urbanisation et PNB par habitant et dont les frontières sont parfaitement perméables, devrait avoir des échanges agro-alimentaires internes du même ordre de grandeur que ses importations en provenance du reste du monde.

76. Le taux d'urbanisation joue également un rôle : quand le niveau d'urbanisation passe de 0.10 à 0.50, le niveau d'importation par tête résultant de l'ajustement double. Enfin, l'élasticité des importations agro-alimentaires par rapport au PNB par habitant exprimé en dollars est aussi élevée : le niveau d'importation par tête double quand le revenu par habitant quadruple.

77. Compte tenu à la fois de leur faible population (qui justifierait des importations supérieures à la moyenne), de leur faible niveau d'urbanisation et de leur faible niveau de PNB par habitant (qui justifierait des importations inférieures à la moyenne), les pays de la région auraient dû importer en moyenne de l'ordre de 260 kilocalories par habitant et par jour en 1970, soit 55 % de la moyenne mondiale, et 500 kilocalories en 1990, soit 73 % de la moyenne, s'ils avaient épousé parfaitement ce modèle. Pendant toute cette période, les importations réelles sont en fait restées inférieures à ces valeurs théoriques. Le rapport entre les importations réelles et théoriques était de 0.81 en 1970, de 0.93 en 1980, en pleine période de boom des exportations de pétrole et de café-cacao, et de 0.79 en 1990.

78. On remarque cependant que plusieurs pays du sous-espace ouest : les Iles du Cap Vert, le Sénégal, la Mauritanie, et la Gambie, ont une forte tendance à importer plus qu'ils ne "devraient" compte tenu de leurs caractéristiques démo-économiques, même en tenant compte des réexportations vers les pays de l'intérieur. Un tel comportement sur-importateur n'est constaté dans aucun autre pays sahélien ou côtier de la région, sauf circonstance exceptionnelle et pendant une courte durée (Nigéria en 1980) et dans des proportions modestes. Les pays sur-importateurs du sous-espace ouest sont à la fois sahéliens et côtiers, c'est-à-dire qu'ils cumulent les désavantages de la facilité d'importation et de la précarité des ressources naturelles, alors que les pays sahéliens de l'intérieur, aussi pauvres en ressources naturelles sont, au moins en partie, "abrités" des importations par leur géographie.

5.4 Essai d'appréciation du potentiel d'échanges agroalimentaires intrarégionaux

79. Les mêmes modèles économétriques, appliqués à l'ensemble de la région Afrique de l'ouest considérée comme une seule entité, permettent de calculer l'ordre de grandeur des échanges agro-alimentaires intra-régionaux "potentiels". Ces échanges potentiels sont calculés comme la différence entre la somme des importations individuelles théoriques des pays et les importations consolidées de la région considérée comme un seul pays. Ces échanges "potentiels", qui apparaîtraient si les frontières entre pays étaient totalement perméables aux échanges et si la région avait un comportement global conforme au modèle, sont de l'ordre de 40 % du total des importations agro-alimentaires théoriques des pays de la région.

80. Le volume réel des échanges agro-alimentaires intra-africains est très mal connu, en partie du fait de l'importance du commerce de réexportation et du caractère informel d'une grande partie de ces échanges. Les études récentes des sous-espaces ouest, centre et est de la région Afrique de l'ouest ont permis d'estimer l'ordre de grandeur des flux d'échanges intra-régionaux réels de

quelques produits importants comme les céréales et la viande. Les échanges intra-régionaux ainsi identifiés, dont une grande partie semble être constituée de réexportations, sont faibles. En ordre de grandeur, compte non tenu des réexportations, on peut les estimer à moins du cinquième des échanges "potentiels" estimés. Sur ces bases (très fragiles !) la matrice des échanges intra-régionaux de produits alimentaires réels peut être schématisée comme indiqué dans le tableau ci-joint.

Tableau n°6

Essai d'évaluation du commerce intrarégional théorique de l'Afrique sub-saharienne et de l'Afrique de l'ouest.

Importations des pays de la région estimées à partir du modèle économétrique.

(En millions de gigacalories par an
-1 gigacalorie correspond à 0,4 tonnes d'équivalent céréales)

	SOMME DES IMPORT. TOTALES (AJUSTEES) DES PAYS			COMMERCE INTRA-REGIONAL POTENTIEL			COMMERCE INTRA-REGIONAL THEORIQUE EN % DES IMPORT.		
REGION	1970	1980	1990	1970	1980	1990	1970	1980	1990
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE	27	55	61	15	26	30	57%	47%	49%
AFRIQUE DE L'OUEST	10	26	25	5	8	10	46%	33%	39%
TAUX DE CROISSANCE	70-80	80-90	70-90	70-80	80-90	70-90			
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE	7.5	0.9	4.2	5.3	1.5	3.4			
AFRIQUE DE L'OUEST	9.5	-0.3	4.5	6.0	1.4	3.7			

5.5 Conclusion de l'analyse comparative des échanges agroalimentaires

81. En résumé, l'analyse montre que, sur la longue durée et en moyenne régionale, les niveaux d'importations alimentaires des pays d'Afrique de l'ouest et la croissance de ces importations, pour problématiques qu'ils soient, ne sont pas aberrants par rapport aux "normes" mondiales et compte tenu du contexte international caractérisé par la vive concurrence entre pays exportateurs. Partant d'une situation où ses niveaux d'importation étaient particulièrement faibles, la région a connu une phase de rattrapage accéléré entre 1970 et 1980, suivie d'un freinage brutal, conséquence de la crise économique et de l'ajustement structurel, pendant la décennie 1980-1990. Par contre, les échanges agro-alimentaires intra-régionaux, mal connus, sont semble-t-il très inférieurs aux normes mondiales, de sorte que la dépendance alimentaire des pays de la région à l'égard du reste du monde est excessive. Les effets, sur la balance des paiements et sur la croissance économique, de cette "préférence" marquée pour les importations extra-régionales, ou, autrement dit, de cette perméabilité excessive de la région aux pressions exercées par les pays exportateurs, ont été aggravés par la baisse des cours mondiaux des produits tropicaux (notamment café, cacao et coton) qui constituent l'essentiel des exportations des pays de la région et par la baisse, en volume et en prix, des exportations des autre produits agro-alimentaires.

82. Les avantages, en termes de bilans alimentaires consolidés, de balances des paiements et d'activités économiques induites, qui résulteraient d'une meilleure exploitation du potentiel du marché régional des produits agro-alimentaires sont considérables. L'esquisse de matrice de comptabilité sociale de l'économie réelle de la région Afrique de l'ouest, présentée par ailleurs, permet d'estimer grossièrement ces avantages. La substitution de un dollar d'importation de produits agro-alimentaires du reste du monde par des importations en provenance de la région se traduit par un accroissement du Produit Régional Brut de trois dollars. Conquérir le marché régional constitue l'un des grands défis des décennies à venir.

VI PRINCIPAUX FACTEURS EXPLICATIFS DU DYSFONCTIONNEMENT DU MARCHE INTERIEUR.

83. Le constat présenté précédemment montre que le modèle de croissance agricole par la demande intérieure n'a jusqu'à présent fonctionné qu'imparfaitement, et de manière variable selon les pays et les époques. Le décalage constaté entre la demande alimentaire régionale et l'offre régionale est-il inquiétant? Si l'offre de produits alimentaires est globalement insuffisante compte tenu de la demande urbaine, comment se fait-il que, le soir a la fermeture des marches, on trouve plus frequemment des produits vivriers qui n'ont pas trouve acheteur que des clients qui n'ont rien trouve a acheter? Les principales contraintes sont-elles du côté de l'offre agricole, ou sont-elles liées à la nature de la demande urbaine, ou aux modalités de l'interaction entre la demande et l'offre locale ? Sans négliger pour autant les contraintes relatives à la production agricole proprement dite, mettons ici l'accent sur quelques facteurs explicatifs du dysfonctionnement du marché agroalimentaire régional, dont il est possible de prévoir l'évolution à long terme ou sur lesquels les politiques sont susceptibles d'avoir d'avoir des effets notables.

La demande urbaine s'est (localement et pendant un temps) accrue à un taux très élevé

84. L'accélération continue de la croissance du rapport U/R (nombre d'habitants urbains par habitant rural), que l'on constate généralement pendant la première moitié de la phase de transition démographique, suffit à expliquer l'apparition d'un gap croissant entre demande et offre alimentaire. Le taux de croissance de ce rapport U/R s'est accru, en moyenne régionale, de 4.6 % en 1930-1960 à 5.4 % en 1960-1970 et 6.2 % en 1970-1980, puis il est brusquement retombé à 2.7 % avec la crise des années 1980. Dans certains pays, le taux de croissance du rapport U/R a atteint 10%. Avec de tels taux, la forte croissance du déficit alimentaire pendant certaines périodes n'a rien d'étonnant. Toutefois, cet argument n'a de valeur que pour les pays les plus urbanisés (voir point suivant).

85. Le fait que le déficit calorique relatif ait fortement baissé pendant la décennie 1980-1990 avec le freinage du processus d'urbanisation consécutif à la crise confirme la thèse selon laquelle le déficit constaté correspond à un simple retard entre courbe d'offre et courbe de demande et montre que ce retard n'est pas irréversible. . Toutes choses égales par ailleurs, le retard actuel devrait avoir tendance à baisser avec le ralentissement structurel attendu de la croissance urbaine.

Bien qu'en croissance rapide, la demande urbaine est encore faible par rapport aux besoins d'auto-suffisance locale, et elle est aléatoire.

86. On a vu que la demande alimentaire urbaine n'a de chance de modifier le comportement des producteurs que si elle est d'une importance significative par rapport à la variation de la production liée aux aléas climatiques : dans le cas de la zône soudano-sahélienne, ceci implique un niveau local d'urbanisation de l'ordre de 20 %. Ce stade est maintenant atteint dans la plupart des pays de la région, de sorte que, sauf perturbation par l'aide alimentaire ou par les importations, la demande exprimée par les divers marchés peut devenir le moteur effectif de l'offre marchande. On constate effectivement un début de transformation des exploitations agricoles, préférentiellement dans la périphérie des villes et à partir des axes de communication, à des vitesses variables selon le degré de connection au marché. Dans les zones rurales éloignées des grands centres de consommation, où l'information sur la demande est déficiente, il n'est guère permis d'escompter un surplus marchand autre qu'aléatoire, même si les conditions agro-climatiques locales sont très favorables.

La concurrence extérieure réduit l'importance de la demande alimentaire régionale et en aggrave l'imprévisibilité.

87. Un des phénomènes marquants des décennies écoulées est l'immersion d'une partie croissante de l'agriculture vivrière dans la concurrence des marchés extérieurs, d'abord via les ports mais aussi de plus en plus via les circuits de plus en plus sophistiqués de l'aide alimentaire. Une grande partie de la demande alimentaire urbaine des pays côtiers est en effet concentrée près des côtes et dans les grandes villes portuaires, elle est par conséquent très exposée à l'influence extérieure, et celle des grandes villes des pays enclavés est aussi mise en contact direct avec l'extérieur via les réseaux de distribution de l'aide. Les conditions de concurrence entre la production locale et les importations dans ces zones non protégées par la géographie (c'est-à-dire par la distance aux ports et par les coûts de transport et de transaction) sont particulièrement défavorables.

88. Le graphique ci-après montre que, de 1960 à 1990, le total des excédents mondiaux de céréales et celui des importations nettes de la région Afrique de l'ouest ont évolué de manière parallèle. Or, la région ne représente qu'une toute petite fraction (de l'ordre de 2 %) du marché mondial des céréales. L'excédent mondial n'est donc évidemment pas déterminé par les besoins d'importation de la région. On est donc amené à se demander si l'évolution des importations de la région n'est pas influencée par la croissance des excédents mondiaux et par la nécessité d'écouler ces excédents. L'Afrique semble être considérée par les grands pays exportateurs comme une éponge à excédents, éponge d'autant plus précieuse qu'elle est très facilement absorbante et que sa capacité d'absorption semble avoir un excellent potentiel de croissance à long terme. De fait, les pays exportateurs se livrent en Afrique à une concurrence effrénée, conduisant à des prix réels des céréales importées de l'ordre de 70 dollars par tonne, inférieurs de moitié aux prix de revient de la production locale, même dans les pays hors zone Franc. Moins du quart des exportations mondiales de blé et de riz sont vendues au prix mondial affiché (de l'ordre de 150 dollars la tonne), alors qu'un quart de ces exportations sont vendues à moins de 20 % du prix mondial[14].

89. L'étude des chroniques de production et d'importation de céréales en Afrique sub-saharienne montre que lorsque la production par habitant baisse, comme cela a été le cas en 1983-1985, les importations augmentent pour compenser le déficit, mais continuent à approvisionner le marché à bas prix lorsque la production se rétablit, entraînant une accumulation des stocks et une baisse des prix au producteur, qui exerce un effet dépressif sur la production pendant les années suivantes. Alors que les pays sahéliens disposaient en 1988-1989 d'un stock de 2.2 millions de tonnes de céréales invendues, les importations totales de céréales en ASS n'ont pas significativement baissé pour autant[15].

90. En l'absence de protection extérieure efficace, à quelles conditions et à quel horizon de temps la production intérieure peut-elle être pleinement compétitive par rapport aux produits et sous-produits importés ? L'analyse attentive du commerce alimentaire mondial conduit à des prévisions inquiétantes. Malgré le différentiel des coûts de main d'oeuvre et la plus grande consommation d'intrants, le niveau de productivité agricole atteint par les grands pays exportateurs conduit à des prix de revient tout à fait hors d'atteinte des pays africains !

---

[14] *Voir CYMMET : 1990-1991 World Wheat Facts and Figures*

[15] *Voir Food Aid in Africa Working paper, Banque Mondiale*

En accentuant l'extraversion des échanges extérieurs, la balkanisation de la région réduit considérablement les opportunités offertes par le marché régional.

91. On a vu que les échanges agro-alimentaires intra-régionaux de produits issus de la région n'atteignent probablement pas le cinquième de leur niveau "potentiel".Parmi les nombreux facteurs qui expliquent ce sous-développement des échanges intra-régionaux, le plus important est la balkanisation de la région et la coupure de fait qui s'est établie entre les pays francophones et les pays anglophones, tant dans le tracé des réseaux de transport que dans l'organisation des marchés. La preuve en est fournie par la comparaison des comportements du Nigeria et du reste de la région en matière d'importations alimentaires. Si l'on excepte la période du boom pétrolier, le Nigéria n'a importé que 2 à 6 % de sa consommation alimentaire mesurée en calories, contre 10 à 22 % pour les autres pays de la région. Alors que la majeure partie des importations des 18 pays hors Nigéria provenaient du reste du monde et non des pays voisins, les Etats de la fédération nigériane ont pu trouver, dans la fédération, une part notable des produits nécessaires à leur approvisionnement alimentaire. Les barrières, surtout non tarifaires, entre les pays de la région accroissent le coût des transactions entre pays et réduisent la compétitivité des produits locaux, cependant que le commerce de réexportation des produits importés tend à se développer avec l'informalisation croissante des économies et la divergence croissante des politiques monétaires et macro-économiques des pays de la région.

Les infrastructures et les équipements régionaux sont inadaptés.

92. En trente ans, la population urbaine régionale a plus que sextuplé, le maillage urbain s'est considérablement densifié, et la fraction de la population agricole totale résidant à faible distance des marchés urbains a plus que triplé. Mais les infrastructures de transport et de communication ainsi que les équipement commerciaux ne se sont pas développés parallèlement. Les coûts élevés des transactions entre les marchés urbains et leurs hinterlands sont l'une des causes du retard d'adaptation de l'offre rurale à la demande urbaine. Hors des zones proches des villes, de vastes espaces restent encore isolés de l'influence du marché. L'insuffisance des moyens de communication accroît l'opacité des marchés, comme le montre l'extrême volatilité des cours des produits alimentaires (cf travaux de FEWS dans le Sahel). Des pays plus avancés comme la Côte d'Ivoire commencent cependant à se doter de réseaux de marchés de gros d'intérêt régional.

Les villes n'offrent pas toujours au milieu rural les contreparties nécessaires à leurs acquisitions de biens agricoles

93. Les échanges de biens et services et les flux financiers entre le milieu rural et le milieu urbain sont en général mal connus. On peut en obtenir une estimation grossière à l'aide des matrices de comptabilité sociale urbano-rurales. Ainsi, par exemple, en 1990, la MCS du Ghana montre que les villes de ce pays auraient "importé" du milieu rural un montant total de biens et services équivalant à 15 % du PIB, tandis que le milieu rural n'importait du milieu urbain que l'équivalent de 11 % du PIB. Notons tout d'abord que l'échange milieu urbain-milieu rural n'est effectivement pas à sens unique : les exportations de biens et services du milieu urbain vesrs le milieu rural sont d'un ordre de grandeur comparable à celui des exportations totales vers le reste du monde.

94. Mais ces flux entre le milieu rural et le milieu urbain sont en général déséquilibrés au détriment du milieu rural, qui reçoit moins qu'il ne donne. Bien qu'un certain niveau de déséquilibre de la balance commerciale et financière du milieu urbain par rapport au milieu rural soit inévitable et naturel dans les pays en voie d'urbanisation, les villes de plusieurs pays de la région comme la Guinée, le Ghana et le Cameroun n'assurent pas toujours à leur hinterland rural une offre de biens et services effectivement accessibles et adaptés et des opportunités d'investissement suffisamment incitatives, par exemple dans le foncier urbain et la construction.

95. Dans le mécanisme d'ajustement de l'offre agricole (rurale) à la demande (urbaine), la qualité et la disponibilité effective des biens et services offerts par les villes à la consommation des ruraux joue donc aussi un rôle essentiel. Dans les régions où le marché n'offre pas aux agriculteurs un modèle de consommation et d'accumulation (par exemple dans l'immobilier) différent du modèle local préexistant, il est peu probable que la production pour le marché augmente. Et dans les circonstances où les biens et services non agricoles deviennent indisponibles ou moins accessibles (du fait du rationnement, de l'inorganisation des marchés, de la détérioration des infrastructures...), il faut s'attendre à ce que l'offre agricole marchande s'ajuste, si nécessaire à la baisse. La crise qui frappe les secteurs productifs urbains privés et publics risque d'aggraver la tendance des agriculteurs à se réfugier dans l'autarcie.

Les conditions de l'intensification de l'agriculture vivrière ne sont encore que rarement réunies

96. Observons tout d'abord que, contrairement à ce qui s'est passé dans la plupart des autres régions en développement d'Afrique du nord, d'Asie et d'Amérique latine, les ex- puissances coloniales n'ont pas cherché à obtenir de leurs colonies d'Afrique de l'ouest un surplus alimentaire (sauf pour les corps gras), et n'ont donc guère contribué à développer l'agriculture vivrière. A l'époque coloniale, la France et la Grande Bretagne n'ont donc ni favorisé l'émergence d'un secteur d'entrepreneurs agricoles axés sur la production alimentaire ni cherché à accroître le prélèvement alimentaire par les circuits commerciaux traditionnels et modernes. L'attention portée par les aides extérieures au secteur alimentaire n'est apparue qu'après les indépendances, et n'a pris toute son importance qu'à l'époque où, précisément, les pays avancés s'efforcent d'écouler leurs surplus alimentaires croissants.

97. Le peu d'intérêt manifesté par les ex-colonisateurs pour le secteur vivrier et la relative surabondance de terre et de main-d'oeuvre qui caractérise encore aujourd'hui la majeure partie de l'espace rural de la plupart des pays de la région contribuent largement à expliquer pourquoi la croissance passée de la production alimentaire est, le plus souvent, restée extensive, c'est-à-dire à rendement à l'hectare et à valeur ajoutée par unité de travail faibles, avec des technologies peu élaborées et faible utilisation de capital et d'intrants, et avec très peu d'exploitations commerciales spécialisées dans le secteur.

98. Dans les zones géographiques où le ratio population non agricole/population agricole reste faible et varie peu dans le temps et dans l'espace, et faute des incitations directes que procure l'immersion dans le marché, il faut une structure de projet et un encadrement lourds et coûteux pour espérer que les projets agricoles fassent mieux que simplement reproduire les systèmes de production préexistants. La combinaison de niveaux technologiques et des types d'exploitations agricoles qui apparaissent en un lieu donné dépend de l'environnement de marché, plus qu'elle ne dépend de la "disponibilité" abstraite de ressources naturelles, de technologies nouvelles ou de la densité de l'appareil officiel de vulgarisation et d'encadrement agricole.

99. Cependant, l'exemple des zone cotonnières, dans lesquelles les rendements des cultures vivrières sont généralement plus élevés que la moyenne, montre qu'un encadrement permanent, doublé d'une garantie de commercialisation et de stabilité des prix, peut accélérer le processus d'intensification agricole. Mais, comme cela a été le cas dans beaucoup de pays aujourd'hui développés, les sociétés rurales traditionnelles et le régime foncier agricole qui les structurent s'opposent encore fréquemment à cette émergence d'entrepreneurs dynamiques au sein de la communauté rurale. La modernisation de l'agriculture est donc souvent le fait d'exploitants issus du milieu urbain ou continuant à résider en ville. Encore faut-il que, pour qu'émerge une classe d'entrepreneurs agricoles, l'accumulation préalable de capital foncier et financier par des opérateurs ruraux ou urbains puisse s'opérer dans un environnement institutionnel et macro-économique favorable.

100. La phase de croissance agricole extensive peut être considérée d'ores et déjà comme achevée dans une bonne partie du Nigéria, de la Côte d'Ivoire, et dans une moindre mesure du Ghana. Dans ces pays, l'occupation de l'espace agricole utile et le marché intérieur résultant de l'urbanisation atteignent des niveaux tels que la reproduction à l'identique des activités agricoles, sans modification technique, est de moins en moins rentable. C'est alors que l'adoption par les producteurs de nouvelles technologies devient probable, parce qu'elle est nécessaire et profitable.

L'environnement macro-économique et les politiques de développement suivies jusqu'à présent n'ont pas favorisé le développement de l'agriculture vivrière marchande

101. Soucieux d'atténuer les disparités régionales et d'éviter les troubles, les Etats ont bien souvent décrété des prix uniques des produits agricoles dans l'ensemble du territoire, aussi bien à l'achat au producteur qu'à la vente au consommateur et de maintenir des prix faibles au consommateur et des prix élevés au producteur. Cette équation étant impossible à tenir, il s'est en fait développé un marché à double vitesse. Le marché officiel a essentiellement profité aux classes urbaines aisées et aux fonctionnaires, dont il a *de facto* subventionné la consommation ; il a rarement porté sur plus de 10 à 20 % des produits, son coût étant trop important pour qu'il puisse être généralisé ; en revanche, le monopole théorique de l'Etat sur le commerce vivrier a fortement perturbé le reste du marché, entraînant en particulier d'importants sur-coûts du fait de son caractère nécessairement informel. Les sociétés régionales de développement rural, qui ont existé sous diverses formes dans la plupart des pays, n'ont pas non plus réellement réussi à orienter significativement la production, leur action étant surtout concentrée sur les cultures de rente (arachide, coton notamment). Cette politique de très forte présence de l'Etat en milieu rural a finalement débouché sur un fort endettement des offices vivriers et des sociétés de développement régional, amenant à leur réforme profonde et à une réduction drastique de leur mission. Cette vague de libéralisation s'est opérée à partir des années 1980 dans les pays sahéliens, et plus récemment encore dans les pays côtiers. Elle n'est certainement pas étrangère à l'amélioration des performances des agricultures ouest-africaines ces dernières années, même si d'autres facteurs, notamment climatiques ont également joué un rôle important.

102. Reste que l'échec des politiques étatiques laisse entier le besoin, réel, de stabilisation des prix et de l'approvisionnement des marchés vivriers. Cette stabilisation, qui ferait diminuer le risque économique pesant sur la production, est une des conditions du développement d'une agriculture vivrière régionale compétitive. Or, si l'aide alimentaire et les importations permettent d'endiguer les hausses de prix dans les mauvaises années, rien n'arrête la baisse des prix en cas de surproduction. En effet, il est difficile de trouver un exutoire dans le marché mondial des produits caloriques de base, fortement saturé et peu ouvert aux exportateurs occasionnels.

103. Ce n'est donc qu'à proximité immédiate des centres urbains, là où s'exprime en priorité la demande urbaine, même dans les configurations défavorables du marché, que l'on peut observer une intensification "de proximité". Les flux céréaliers de longue distance, notamment les flux transfrontaliers, restent marginaux et il semble bien qu'il y ait des raisons structurelles à cela. Les politiques économiques nationales peuvent toutefois contribuer à renforcer le développement progressif de la céréaliculture marchande en favorisant une plus grande transparence des transactions (développement de l'information sur les marchés), en contribuant à la régulation de la production par les crédits au stockage et en facilitant la commercialisation et la transformation par une baisse des coûts de mise en marché (amélioration des infrastructures) et une suppression progressive des monopoles. Le Mali, qui fait figure de précurseur dans ce domaine, a connu d'importants progrès de sa production depuis qu'il a amorcé ses réformes en 1981. Reste toutefois à observer s'il s'agit d'une dynamique de croissance durable des surplus commercialisés ou d'un phénomène de rattrapage qui buttera bientôt sur les contraintes structurelles du pays (enclavement, faible demande intérieure, faible compétitivité de la transformation dans l'élevage du fait des bas prix mondiaux...).

104. Les contraintes résultant de la crise économique et des programmes d'ajustement ont des effets contradictoires sur l'agriculture. Comme le montre l'exemple du Nigéria, la réduction des importations imposée par la crise économique et la pénurie de devises favorise dans un premier temps la relance de la production alimentaire pour le marché intérieur et régional. Mais, comme c'est le cas dans de nombreux pays sous ajustement, si la reprise de la croissance économique tarde à se manifester, la baisse du pouvoir d'achat urbain, le ralentissement de la croissance urbaine et la détérioration des infrastructures consécutifs à la crise peuvent à terme exercer un effet dépressif sur les prix au producteur et sur la production agricole[16].

Conclusion du diagnostic

On peut retenir des analyses précédentes les quelques points suivants, qui doivent être pris en considération dans l'étude de la problématique "nourrir les villes".

- Le cadre conceptuel proposé dans la section 2 ci-dessus (l'hypothèse démoéconomique) est globalement valable, pour autant qu'on analyse la problématique " nourrir les villes" dans la longue durée et à l'échelle régionale.

- l'offre agro-alimentaire des pays de la région suit la demande, mais ne la suit qu'avec retard. Mais ce retard est en partie la conséquence normale de l'évolution qualitative et quantitative de la demande urbaine. Déjà fortement réduit grâce en particulier aux mesures d'ajustement structurel, le retard entre l'offre et la demande devrait continuer à se résorber avec la décélération structurelle de la croissance urbaine.

- La croissance urbaine forte des décennies 1960-1980 a certes contribué à accentuer le déséquilibre relatif entre demande et offre alimentaire, mais la division du travail qui en et résultée entre les producteurs et les consommateurs de denrées alimentaires constitue un atout (un investissement) qu'il faut s'efforcer de préserver. En libérant l'agriculture du handicap que constitue l'excédent de population agricole et rurale et en développant le marché, le processus

---

[16] *Voir par exemple l'étude de Lenhart, Caisse Francaise de Développement sur les effets réels des programmes d'ajustement structurel sur l'évolution des prix agricoles réels par rapport aux prix des biens et services urbains.*

d'urbanisation permet à l'agriculture de passer du stade de l'autosuffisance locale à faibles revenus et faibles capacités d'investissement à une phase d'évolution à productivité et revenus ruraux croissants, même dans l'hypothèse d'une stagnation des débouchés extérieurs.

- Cette urbanisation n'est bénéfique pour l'agriculture et le milieu rural qu'au delà d'un seuil minimum, maintenant atteint dans la pluprat des pays, et que si les connexions entre les villes-marchés et leur hinterland fonctionnent bien. L'urbanisation doit à la fois créer une demande et un marché pour les produits alimentaires, les combustibles, les matériaux de construction et autres produits d'origine rurale, offrir aux ruraux des nouveaux modèles de consommation, et leur donner l'envie et les moyens de satisfaire ces nouveaux besoins. Sous ces conditions, l'urbanisation rend vraisemblable et donc possible l'accroissement de la production et de la productivité rurale, tout en accélérant la monétarisation de l'économie et la circulation monétaire, et en facilitant l'acumulation de capital et la mobilisation des ressources locales.

- Malgré la décélération structurelle de la croissance urbaine que l'on devrait constater dans les décennies à venir, le rythme de transformation des systèmes de production devrait s'accélérer.

- Bien que le niveau de dépendance alimentaire de l'Afrique de l'ouest reste modéré par comparaison avec les autres régions en développement, cette région apparait comme excessivement perméable aux importations alimentaires du reste du monde et comme particulièrement vulnérable à la concurrence des importations et de l'aide alimentaire. Cette perméabilité excessive est l'une des causes du sous-développement des échanges agro-alimentaires intra-régionaux.

VII EBAUCHE DE PROSPECTIVE.

105. Le niveau d'urbanisation de la plupart des pays dépasse aujourd'hui le seuil des 20 % présenté précédemment comme le minimum à partir duquel la demande urbaine peut exercer une influence significative sur l'offre alimentaire. Certains pays comme le Nigéria, la Côte d'Ivoire et le Cameroun sont sur le point d'atteindre le niveau d'urbanisation de 50 % présenté comme le seuil à partir duquel l'agriculture marchande peut commencer à se développer de manière significative. Peut-on dans ces conditions s'attendre à ce que le modèle de croissance agricole par la demande régionale esquissé précédemment fonctionne mieux que par le passé ? Sur le plan institutionnel, les politiques d'ajustement structurel ont, en principe, réduit les distorsions et rétabli un environnement plus favorable au fonctionnement des marchés nationaux. Encore faut-il que la relance de la croissance économique soit suffisamment forte pour que le pouvoir d'achat urbain cesse de décroître. Quant à la capacité technique des agriculteurs à suivre la demande, point non abordé ici, d'autres rapports tendent à montrer que les réserves de productivité (au sens de la production par agriculteur) dont disposent les agriculteurs africains sont considérables, surtout en zone forestière[17]. Quant enfin à la capacité physique de production des sols et autres ressources naturelles de la région, les études de la FAO montrent que la production agricole régionale peut quadrupler moyennant les investissements nécessaires et la mise en oeuvre des technologies adaptées. Mais la croissance de la production alimentaire ne pourra se maintenir au rythme imposé par la croissance démographique régionale que si la division du travail et les connexions ville-campagne se développent convenablement, si l'intégration du marché agro-alimentaire régional, aujourd'hui à peine esquissée, peut se développer rapidement, et si les agriculteurs peuvent ainsi bénéficier d'une croissance continue de leurs revenus monétaires, condition nécessaire de l'intensification agricole.

106. Les principaux risques de stagnation de la productivité et des revenus agricoles semblent donc liés au manque de dynamisme des économies urbaines (effets des mesures de stabilisation sur la demande des ménages), à l'incapacité éventuelle des gouvernements à assurer un environnement propice à la mobilité des personnes et à la circulation des biens et services, à l'incapacité des élites à organiser le prélèvement nécessaire sur la production agricole et à le recycler dans l'équipement du territoire et l'investissement productif, et à la lenteur des progrès de l'intégration régionale.

7.1 Hypothèses et objectifs de l'image 2020 du peuplement et de l'économie régionale.

107. En 2020, la population totale de la région devrait atteindre quelque 430 millions d'habitants, contre 194 millions en 1990. L'étude WALTPS esquisse trois images de la répartition spatiale de cette population et de l'économie réelle qui parait compatible avec cette répartition de la population. Ces images diffèrent principalement par les flux migratoires intra-régionaux, les niveaux d'urbanisation et l'intensité des échanges internes et régionaux. Seule l'image "centrale" est brièvement présentée ici. Cette image postule que l'environnement restera propice à la mobilité de la population au sein de la région.

---

[17] *"voir notamment le rapport de B. Ninnin déja mentionné*

IMAGE 2020 : DE LA CRISE A LA CROISSANCE ACCELEREE
REPARTITION DE LA POPULATION

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PA	NOTATION	1960	1990	2005	2020	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
POPULATION								
POPULATION RURALE	R	41	69	93	105	1.7	2.1	0.8
POPULATION URBAINE	U	7	32	58	121	5.5	4.0	5.0
POPULATION AGRICOLE	PP	40	71	98	117	2.0	2.1	1.2
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	8	29	53	109	4.5	4.0	4.8
POPULATION TOTALE	P	47	101	151	226	2.6	2.7	2.7
RATIOS DE PEUPLEMENT								
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.41	0.55	0.92	2.5	1.9	3.5
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.14	0.32	0.38	0.53			

NIGERIA	NOTATION	1960	1990	2005	2020	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
POPULATION								
POPULATION RURALE	R	34	48	61	55	1.2	1.7	-0.8
POPULATION URBAINE	U	6	45	77	150	7.0	3.5	4.6
POPULATION AGRICOLE	PP	33	50	63	60	1.4	1.6	-0.3
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	7	44	75	144	6.4	3.6	4.5
POPULATION TOTALE	P	40	94	138	204	2.9	2.6	2.6
RATIOS DE PEUPLEMENT								
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.21	0.88	1.18	2.38	4.9	2.0	4.8
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.15	0.49	0.55	0.73			

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)	NOTATION	1960	1990	2005	2020	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
POPULATION								
POPULATION RURALE	R	75	117	155	160	1.5	1.9	0.2
POPULATION URBAINE	U	12	78	134	270	6.3	3.7	4.8
POPULATION AGRICOLE	PP	73	121	161	178	1.7	1.9	0.7
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	15	73	128	252	5.5	3.8	4.6
POPULATION TOTALE	P	87	194	289	430	2.7	2.7	2.7
RATIOS DE PEUPLEMENT								
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.60	0.80	1.42	3.7	1.9	3.9
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.14	0.40	0.46	0.63			

L'image 2020 du peuplement régional

108. Sur l'ensemble de la période 1990-2020, les flux migratoires nets entre les pays sahéliens et les pays de forêt s'élèveraient à un total d'une vingtaine de millions de personnes. Avec un taux moyen de croissance de la population urbaine de 4.2 % contre 6.3 % sur la période 1960-1990, le milieu urbain, dont l'effectif total passerait de 78 à 270 millions d'habitants, accueillerait plus de 80 % du croît démographique total, dont plus des deux tiers dans le seul secteur dit informel. La populatioon urbaine totale devrait donc plus que tripler en trente ans, cependant que la population rurale continuerait à augmenter de près de moitié, de 116 à160 millions d'habitants. Le niveau moyen d'urbanisation passerait de 40 % à 63 %, et le rapport U/R croitrait au taux moyen de 3.1 % contre 4.8 % en 1960-1990, pour atteindre 1.71 contre 0.68 en 1990.

109. En 2020, la région comprendrait 31 villes de plus d'un million d'habitants (contre 6 en 1990) et 66 villes de plus de 500 000 habitants (contre 17 aujourd'hui). La concentration du peuplement sur les espaces les mieux reliés aux marchés serait encore accentuée, avec l'apparition de vastes régions fortement urbanisées et densément peuplées (les ruches côtières). Cependant, le processus d'ajustement engagé depuis le début des années 1980, qui devrait se poursuivre, devrait faciliter le redéploiement de la croissance urbaine dans l'hinterland des ruches côtières et dans la "zône 2" adjacente, qui est aujourd'hui sous-peuplée.

110. L'image 2020 du peuplement rural a été obtenue en admettant que les mécanismes identifiés dans le passé (influence du marché) continueront à jouer, jusqu'à des seuils de saturation dépendant des conditions bioclimatiques et géographiques locales.

L'image 2020 de l'économie régionale

111. L'image centrale 2020 de l'économie de la région illustre les relations d'interdépendance entre les dynamiques démographiques (flux migratoires intrarégionaux et internes) et les dynamiques économiques. Selon cette image, le Produit Régional Brut total quadruplerait en trente ans, le PRB moyen par habitant s'accroitrait de 75 % en moyenne régionale et de 40 % en milieu rural et en milieu urbain, la "productivité" moyenne du milieu urbain restant de l'ordre de 3.3 fois celle du milieu rural. Le milieu urbain contribuerait à 82 % du PRB total en 2020, contre 66 % en 1990. Sur la période 1990-2020, les villes devraient ainsi concentrer plus de 87 % de l'accroissement total du produit régional brut et plus de 80 % de l'accumulation de capital.

112. Pendant la première période 1990-2015, de sortie de crise, les taux de croissance moyens de la population urbaine et de la population rurale sont respectivement de 3.7 % et 1.9 %. Pendant la deuxième période 2005-2020, le taux de croissance urbaine, soutenu par une croissance économique supérieure à 5 %, augmente d'un point, tandis que le taux moyen de croissance de la population rurale régionale tombe à quelque 0.3 % par an, du fait en particulier du Nigéria dont la population rurale commence à décroître.

113. L'image 2020 de l'économie régionale inclut l'hypothèse d'une forte croissance des échanges intrarégionaux, qui devraient à terme assurer 22 % du total des importations des pays contre 9% en 1990 (tous biens et services compris). L'intensification des échanges intrarégionaux, qui s'accompagne nécessairement d'une intensification comparable des échanges entre les villes et leur hinterland, devrait constituer l'un des moteurs de la croissance de l'économie rurale et de celle des villes-marchés. Cette modification structurelle profonde des flux commerciaux, qui implique le décuplement en trente ans des échanges entre villes et entre régions, suppose un renforcement continu des réseaux urbains et des infrastructures et équipements régionaux.

PRODUIT REGIONAL BRUT

SOURCE : MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE DE L'ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS
PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS	NOTATION	1960	1990	2005	2020	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
PRODUIT REGIONAL								
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHE NATIONAL	A1	6	12	19	31	2.6	3.1	3.2
VAL.AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHE REGIONA	A2	0	0	1	4	1.2	3.3	13.9
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MONDE	A3	1	3	5	7	4.3	2.7	2.5
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	7	16	24	41	2.8	3.0	3.5
DONT VAL AJOUTEE MARCHANDE (HORS AUTOCONSOM.)	Am	2	7	12	23	13.9	5.6	7.1
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	18	49	88	193	3.5	4.0	5.4
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	27	70	121	254	3.3	3.8	5.1
RATIOS								
PART DU MARCHE REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TOTA	A2/A	0.03	0.02	0.02	0.09			
PART DU MARCHE EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TOT	A3/A	0.12	0.19	0.19	0.16			
PART DE LA VAL MARCHANDE DANS LA VAL AGRICOLE TOTALE	Am/A	0.27	0.43	0.47	0.56			
PART DES CULTURES D'EXPORT DANS LA VAL AJ. MARCHANDE	A3/Am	0.46	0.45	0.39	0.29			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.59	3.12	3.61	4.73			

NIGERIA	NOTATION	1960	1990	2005	2020	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
PRODUIT REGIONAL								
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHE NATIONAL	A1	5	10	15	24	2.0	3.2	3.0
VAL.AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHE REGIONA	A2	0	0	0	0	0.6	2.7	11.4
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MONDE	A3	0	0	0	0	-4.1	2.2	2.8
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	6	10	16	25	1.8	3.2	3.0
DONT VAL AJOUTEE MARCHANDE (HORS AUTOCONSOM.)	Am	1	5	9	17	12.9	6.3	7.3
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	9	49	98	215	5.7	4.7	5.3
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	17	62	120	253	4.4	4.5	5.1
RATIOS								
PART DU MARCHE REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TOTA	A2/A	0.01	0.01	0.01	0.02			
PART DU MARCHE EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TOT	A3/A	0.08	0.01	0.01	0.01			
PART DE LA VAL MARCHANDE DANS LA VAL AGRICOLE TOTALE	Am/A	0.24	0.47	0.55	0.71			
PART DES CULTURES D'EXPORT DANS LA VAL AJ. MARCHANDE	A3/Am	0.34	0.03	0.02	0.02			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	1.61	5.03	6.25	8.70			

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)	NOTATION	1960	1990	2005	2020	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
PRODUIT REGIONAL								
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHE NATIONAL	A1	11	22	35	55	2.3	3.1	3.1
VAL.AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHE REGIONA	A2	0	0	1	4	1.1	3.2	13.5
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MONDE	A3	1	3	5	7	3.0	2.7	2.5
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	13	25	40	66	2.4	3.1	3.3
DONT VAL AJOUTEE MARCHANDE (HORS AUTOCONSOM.)	Am	3	12	20	41	0.2	-1.4	-0.8
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	27	98	186	408	4.4	4.3	5.4
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	44	132	241	507	3.8	4.1	5.1
RATIOS								
PART DU MARCHE REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TOTA	A2/A	0.02	0.01	0.01	0.06			
PART DU MARCHE EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TOT	A3/A	0.10	0.12	0.12	0.10			
PART DE LA VAL MARCHANDE DANS LA VAL AGRICOLE TOTALE	Am/A	0.26	0.45	0.51	0.63			
PART DES CULTURES D'EXPORT DANS LA VAL AJ. MARCHANDE	A3/Am	0.41	0.27	0.23	0.17			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.14	3.86	4.64	6.22			

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS	NOTATION	1960	1990	2005	2020	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL EN US$ PAR HABITANT								
AGRICULTURE DE MARCHE NATIONAL	A1/P	121	122	128	136	0.0	0.3	0.4
AGRICULTURE DE MARCHE REGIONAL	A2/P	5	3	3	16	-1.3	0.5	10.8
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	18	30	30	29	1.7	0.0	-0.2
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	155	161	181	0.3	0.3	0.8
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	561	691	802	1124	0.7	1.0	2.3
PRODUCTIVITE EN US$ PAR HABITANT								
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	172	219	250	348	0.8	0.9	2.2
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	am = Am/PP	46	94	118	196	2.4	1.5	3.4
RATIOS								
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	13.0	7.6	6.6	5.1			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	4.3	3.8	3.8	3.6			

NIGERIA	NOTATION	1960	1990	2005	2020	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL EN US$ PAR HABITANT								
AGRICULTURE DE MARCHE NATIONAL	A1/P	132	103	112	117	-0.8	0.5	0.3
AGRICULTURE DE MARCHE REGIONAL	A2/P	1	1	1	2	-2.3	0.1	8.5
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	12	1	1	1	-6.8	-0.4	0.1
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	145	105	114	121	-1.1	0.5	0.4
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	426	664	870	1238	1.5	1.8	2.4
PRODUCTIVITE EN US$ PAR HABITANT								
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	175	196	248	406	0.4	1.5	3.4
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	am = Am/PP	42	94	136	288	2.7	2.5	5.2
RATIOS								
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	7.8	5.7	5.3	3.7			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	2.7	3.5	3.5	3.1			

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)	NOTATION	1960	1990	2005	2020	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL EN US$ PAR HABITANT								
AGRICULTURE DE MARCHE NATIONAL	A1/P	126	113	120	127	-0.4	0.4	0.4
AGRICULTURE DE MARCHE REGIONAL	A2/P	3	2	2	9	-1.5	0.5	10.6
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	15	16	16	16	0.2	0.0	-0.2
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	131	139	152	-0.3	0.4	0.6
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	499	678	834	1178	1.0	1.4	2.3
PRODUCTIVITE EN US$ PAR HABITANT								
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	174	210	249	368	0.6	1.1	2.6
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	am = Am/PP	44	96	127	232	2.6	1.9	4.1
RATIOS								
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	10.6	6.4	5.8	4.4			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	3.6	3.5	3.6	3.4			

7.2 L'image 2020 de l'économie agricole

114. Pour ce qui concerne l'évolution du secteur agricole, cette image 2020 est construite sur les hypothèses suivantes :

- croissance de la demande alimentaire régionale : elle est déterminée en supposant une élasticité de 0.5 de la dépense alimentaire par rapport au revenu des diverses catégories de ménages ;

- contenu en importation de la consommation alimentaire : on admet un taux de croissance de 1 % par an du contenu en importation de la dépense alimentaire de chaque catégorie de ménages. Cette hypothèse revient à admettre que les importations agro-alimentaires totales par habitant seront en 2020 proches de la valeur théorique déduite du modèle économétrique calé sur la situation mondiale de 1990, présenté précédemment ;

- croissance des exportations agricoles vers le reste du monde : on admet comme hypothèse de base, très prudente (pessimiste ?) un taux de croissance moyen de 3 %, et comme hypothèse alternative un taux de croissance de 3.5 % ;

- croissance des échanges agro-alimentaires régionaux : l'hypothèse faite correspond à un taux de croissance moyen de l'ordre de 10 % par an. Cette hypothèse revient à admettre que le niveau d'ouverture de la région prise dans son ensemble au commerce intra-régional de produits agro-alimentaires se rapprochera en 2020 du niveau théorique calculé à l'aide du modèle économétrique calé sur la situation mondiale de 1990;

- croissance des coûts de production agricole : on fait l'hypothèse que le taux d'intrants augmentera avec le niveau de productivité agricole ;

115. Dans ces conditions, en 2020, le secteur agricole, qui emploierait encore 40 % de la population totale, fournirait 13 % du Produit Régional Brut total, contre 19 % en 1990. Sur la période 1990-2020, le taux moyen de croissance de la valeur ajoutée agricole serait en moyenne de 3.2 %, dont 3.1% pour la production destinée au marché intérieur des pays, 2.6 % pour la production exportée vers le reste du monde, et 8.2 % pour la production destinée au marché régional. La productivité agricole moyenne (valeur ajoutée par agriculteur) augmenterait de 85 % par rapport à 1990. La productivité agricole marchande devrait croître au taux moyen de 3 % par an et serait 2.4 fois plus élevée qu'en 1990. Par rapport à l'image centrale, les deux autres images de faible et de forte urbanisation conduisent respectivement à une productivité agricole marchande moyenne inférieure de 25 % et supérieure de 42 %, soit des taux de croissance moyen de cet indicateur de 2 % et de 4.2 % par an respectivement.

116. La croissance économique régionale devrait se traduire par une croissance des importations agroalimentaires par habitant : la part importée de la demande agro-alimentaire totale des pays de la région devrait ainsi augmenter de 11 % en 1990 à 15 % en 2020. Mais, en admettant que le comportement des pays de la région se rapprochant progressivement des normes mondiales, les échanges intrarégionaux devraient assurer une fraction croissante de ces importations agroalimentaires, de 14 % en 1990 à 46 % en 2020. Pour qu'il en soit ainsi, le taux moyen de croissance du commerce agro-alimentaire intrarégional devrait se maintenir aux environs de 9 % sur trois décennies. Toutefois, ces échanges intrarégionaux ne contribueraient encore qu'à 7 % de la consommation régionale totale.

117. La concentration croissante du peuplement et de l'activité économique dans les "ruches" devrait continuer à remodeler la distribution des populations et des activités agricoles dans l'espace ouest-africain. Au processus actuellement dominant de concentration de la population rurale et de la production agricole dans l'hinterland des grands marchés, devrait se surimposer un nouveau processus d'installation d'exploitations agricoles capitalistes dont l'implantation sera surtout dictée par les opportunités foncières.

118. Ces deux processus devraient conduire à une concentration croissante de la production agricole marchande. Schématiquement, en 2020, on peut estimer que quelque 25 millions d'agriculteurs (soit 15 % du total) produiront les quantités nécessaires à l'approvisionnement de 40 % des consommateurs urbains, soit 100 millions de personnes: leur productivité moyenne atteindra donc cinq fois le niveau d'autosuffisance, cependant que la productivité moyenne des 150 autres millions d'agriculteurs sera peu supérieure à la moyenne régionale d'aujourd'hui (soit 2 fois le niveau d'autosuffisance contre 1.6 fois aujourd'hui). La mise en place de cette agriculture "moderne" prioritairement orientée vers le marché intérieur et régional constitue une composante essentielle des stratégies de développement de la région. L'image de l'économie de la région à l'horizon 2020 éclaire le contexte dans lequel cette transformation structurelle pourra s'opérer. Cette agriculture "moderne", qui devrait inclure des exploitations de toute taille, sera le fait de véritables exploitants au sens de chefs d'entreprise agricole, dont les besoins d'assistance technique et financière se rapprocheront davantage de ceux de l'entreprise industrielle que de la petite exploitation familiale traditionnelle. Ces exploitants agricoles de type nouveau pour la région, moins dépendants que leurs ainés des appartenances familiales et ethniques, seront plus décidés à prendre le contrôle de la gestion des communes et des villes moyennes et à se faire entendre du pouvoir pour défendre leurs intérêts économiques à moyen terme et obtenir un cadre de vie compatible avec leur rôle grandissant dans l'économie et la société.

7.3 Perspectives de substitution aux importations et d'exportations agro-alimentaires.

119. Sur quels produits et quels marchés la région peut-elle compter pour développer des échanges intra-régionaux avec des taux de croissance de l'ordre de ceux proposés ci-dessus ? Sur quels produits et quels marchés la région peut-elle compter pour accroître ses exportations vers le reste du monde à un taux supérieur à 3 % sur la longue durée ?

120. L'analyse précédente a montré que c'est sur les lipides que le marché mondial a connu la plus forte croissance au cours des trois dernières décennies. Les progrès accomplis lors de cette période en matière de culture du palmier à huile semblent montrer que la région devrait pouvoir rester excédentaire en lipides et profiter des perspectives de croissance de ce marché. Grâce à ses ressources halieutiques et pastorales et au potentiel encore peu exploité de développement de l'élevage en zone forestière, la région pourrait revenir à l'équilibre protidique. Quant aux perspectives de production calorique, la région dispose d'un potentiel de production considérable de tubercules et de plantain, dont la mobilisation n'est vraiment développée qu'au Nigéria. La région dispose également d'un bon potentiel de production de maïs, céréale dont le développement en Afrique de l'ouest est récent. Les technologies en cours de mise au point, au Nigéria notamment, devraient déboucher sur la mise en marché de produits de substitution d'origine locale : aliments à base de maïs comme en Amérique latine, farines panifiables à partir de manioc et de plantain. Mais, selon toute vraisemblance, la région devrait rester fortement importatrice nette de céréales, principalement blé et riz.

121. Au-delà de ces substitutions aux importations, qui devraient permettre d'atteindre l'objectif ambitieux de croissance de 10 % à 40 % de la part des échanges régionaux dans les importations totales, il faut également se demander quels marchés extérieurs nouveaux la région pourrait ambitionner de conquérir. Au delà du café et du cacao, de l'hévéa, des fruits tropicaux et de quelques produits exotiques et ou à haute valeur marchande (légumes de contre-saison...), le marché le plus porteur devrait être celui des "matières premières alimentaires" à bas prix de revient pour l'alimentation humaine du plus grand nombre (pays en développement) et l'alimentation du bétail : glucides, protéines végétales, lipides, biomasse.

122. La région dispose-t-elle d'avantages comparatifs pour la production de masse de ces matières premières alimentaires ? Ses ressources naturelles (espace, pluviométrie, ensoleillement...) sont un atout. Sa disponibilité en main-d'oeuvre également. Mais rien ne prouve que les biotechnologies développées dans les pays avancés ne concurrenceront pas un jour la production végétale traditionnelle à base de sol, d'eau et de photosynthèse en plein champ. La réponse à cette question dépend sans doute plus des modalités géopolitiques de la division du travail entre pays développés et pays en développement que de facteurs purement techniques et économiques : les avantages comparatifs sont moins une donnée objective que la conséquence d'un environnement géopolitique particulier.

123. Sous cette réserve essentielle, la région dispose, pour la production de matières premières alimentaires, à base de tubercules, plantains, huile de palme et coprah, de quelques avantages apparents par rapport à l'Afrique au nord du Sahara, sa voisine, et au Moyen Orient. L'Afrique du nord importe aujourd'hui les deux tiers de sa consommation calorique, et ses importations atteignent en 1990 le quadruple de celles de la région Afrique de l'ouest, pour une population totale moitié moins nombreuse. Pourrait-on imaginer que se développent, dans la zone forestière et la zone soudano-sahélienne, des complexes agro-industriels de type capitaliste, axés sur la production de masse pour ces marchés régionaux ? Il suffirait que la région Afrique de l'ouest assure en 2020 quelque cinq à dix pour-cent des besoins d'importation de calories alimentaires des pays d'Afrique du nord pour que sa propre balance agro-alimentaire revienne à l'équilibre.

7.4 Conclusion de l'image 2020.

124. Les perspectives d'évolution des éléments du bilan agro-alimentaire présentées dans cette esquisse d'image 2020 de l'agriculture régionale confirment la nécessité et la possibilité d'une très forte croissance de la production agricole marchande, à un taux moyen de l'ordre de 4.3 % par an, et de la productivité marchande (production pour le marché par agriculteur), à un taux moyen de l'ordre de 3 % par an sur la longue durée. Au marché intérieur des pays, dont la croissance se poursuivra au rythme de la division du travail entre le milieu rural et les villes, s'ajoutent le marché régional (dont la conquête reste à faire) pour l'essentiel, et le marché d'exportation vers le reste du monde, dont la reconquête s'impose pour rétablir à terme la balance régionale des paiements du secteur agro-alimentaire.

125. La modernisation de l'agriculture ne s'opérera pas de manière uniforme sur le territoire. Schématiquement, en 2020, on peut dire que quelque 25 millions d'agriculteurs (soit 15 % du total) produiront les surplus nécessaires à l'approvisionnement de 100 millions de consommateurs urbains, soit 40 % du total. La productivité moyenne des exploitations agricoles marchandes correspondantes atteindrait donc cinq fois le niveau d'autosuffisance, cependant que la productivité moyenne des 150 autres millions d'agriculteurs aurait une productivité moyenne peu supérieure à la moyenne régionale d'aujourd'hui (soit environ deux fois le niveau d'autosuffisance locale). La mise en place de cette agriculture "moderne" mais à marché intérieur et régional

constitue bien l'un des grands éléments des stratégies de développement de la région. L'image de l'économie de la région à l'horizon 2020 doit éclairer le contexte dans lequel cette transformation structurelle pourra s'opérer.

126. L'objectif proposé de croissance des échanges agro-alimentaires envisagé ci-dessus peut paraître excessivement ambitieux. Ces échanges ne couvriraient pourtant en 2020 que 5 % de la consommation régionale. Mais un tel développement des échanges intra-régionaux (qui implique que ces échanges centuplent sur certaines frontières), et le développement envisagé des exportations de matières premières alimentaires hors de la région, représentent une sorte de "révolution verte". Pour que cette révolution, qui semble nécessaire, se produise, il faudrait :

- que l'environnement géopolitique et macro-économique soit propice : suppression des effets nocifs de l'aide alimentaire, accords d'auto-limitation des exportations agro-alimentaires en provenance des pays les plus développés et arrêt du dumping de la part des pays exportateurs, "fair play" dans les relations commerciales entre l'ASS et le reste du monde ;

- que l'environnement institutionnel et politique régional-national soit plus porteur : limitation des barrières tarifaires et non tarifaires au sein de la région, libre circulation des hommes et des capitaux au sein de la région et reprise de l'investissement direct extérieur et régional dans le secteur agricole et agro-industriel, soutien de l'agriculture marchande, de l'initiative privée et de la profession d'entrepreneur agricole, politiques de recherche-développement adaptées aux besoins des entrepreneurs agricoles ;

- enfin que l'aménagement du territoire régional soit adapté aux mutations qu'implique le passage d'une agriculture à dominante d'auto-subsistance locale et à productivité (production par agriculteur) faible à une agriculture marchande, à productivité et revenus élevés dans les zones soumises à l'influence du marché : infrastructure et équipement rural (routes, énergie, télécommunications...), réseaux de villes et centres ruraux assurant un niveau de services ad hoc aux entreprises agricoles et agro-alimentaires et aux populations rurales, infrastructures et équipements de transport et communication assurant les connexions villes-milieu rural et facilitant le fonctionnement des marchés locaux dans un environnement compétitif, infrastructures régionales (corridors de transport, réseaux de marchés et marchés d'intérêt régional) facilitant l'intégration des marchés des sous-espaces composant la région.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Evolution seculaire du revenu agricole des agriculteurs dans un pays fictif sans exportation ni importation agricole.

ANNEXE 2 : Population, consommation alimentaire, production, exportation et importation agro-alimentaire totale et par habitant des pays d'Afrique de l'ouest. Valeurs exprimées en calories.

ANNEXE 3 : Population, consommation alimentaire, production, exportation et importation agro-alimentaire totale et par habitant des pays d'Afrique de l'ouest. Valeurs exprimées en protides.

ANNEXE 4 : Population, consommation alimentaire, production, exportation et importation agro-alimentaire totale et par habitant des pays d'Afrique de l'ouest. Valeurs exprimées en lipides.

ANNEXE 5 : Exportations et importations agro-alimentaire totales et par habitant des pays d'Afrique de l'ouest. Valeurs exprimées en dollars.

ANNEXE 6: Importations et exportations des principaux produits agroalimentaires en volume et en valeur sur la base d'un systeme de prix fixes : ensemble du monde et pays d'Afrique de l'ouest.

ANNEXE 7 : Population, consommation alimentaire, production, exportation et importation agro-alimentaire totale et par habitant de diverses régions du monde 1961-1970-1980-1990 Valeurs exprimées en calories.

ANNEXE 8 : Modèle économétrique d'ajustement des importations agro-alimentaire par habitant.

ANNEXE 9 : Peuplement et economie reelle de la region Afrique de l'ouest sans et avec Nigeria et matrice d'echanges agroalimentaires entre le Nigeria et le reste de la region: situation 1990 et image centrale 2020.

ANNEXE 1

ANNEXE A LA SECTION I

TRANSITION DEMOGRAPHIQUE ET EVOLUTION DE LA PRODUCTIVITE ET DU REVENU DES AGRICULTEURS PAYS FICTIF, SANS EXPORTATION NI IMPORTATION AGRICOLE.

SCENARIO DE BASE : LE NIVEAU D'URBANISATION CROIT DE 14 % A 70 % EN UN SIECLE

ANNEE	UNITE	1930	1960	1990	2030	TAUX DE CROISSANCE MOYEN ANNUEL			
						1930-60	60-90	90-2020	30-2030
POPULATION TOTALE P	HABITANTS	100	192	429	1215	2.2	2.7	2.6	2.5
PROPORTION D'AGRICULTEURS		0.88	0.83	0.62	0.31	-0.2	-1.0	-1.7	-1.0
POPULATION AGRICOLE PP	HABITANTS	88	160	267	375	2.0	1.7	0.9	1.5
POPULATION NON AGRICOLE PNP	HABITANTS	12	32	162	840	3.4	5.5	4.2	4.3
RATIO PNP/PP		0.14	0.20	0.61	2.24	1.4	3.7	3.3	2.8
CONSOMMATION PAR HABITANT (EN QUANTITE AJUSTEE POUR LA QUALITE)	QUANTITE PAR HAB	100	123	152	201	0.7	0.7	0.7	0.7
PRIX UNITAIRE A LA FERME	U.C. / QUANTITE	100	89	79	67	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4
COEFFICIENT MULTIPLICATEUR DU PRIX DE DETAIL / PRIX A LA FERME		2.3	2.6	2.9	3.2	0.4	0.4	0.2	0.3
PART DE LA DEPENSE ALIMENTAIRE / REVENUS DE LA POP. NON AGRICOLE		0.46	0.43	0.40	0.37	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2
PRIX EX FERME DE LA RATION ALIMENTAIRE PAR HABITANT	1000 U.C. PAR HABITANT	10.0	10.9	11.9	13.5	0.3	0.3	0.3	0.3
DEPENSE ALIMENTAIRE PAR HABITANT NON AGRICOLE	1000 U.C. PAR HABITANT	23	28	35	43	0.7	0.7	0.5	0.6
TAUX D'INTRANTS EXTRA-AGRICOLES / PRIX A LA FERME		0.03	0.06	0.12	0.30	2.3	2.3	2.3	2.3
COUT DES INTRANTS PAR UNITE DE PRODUIT	U.C. / QUANTITE	3	5	9	20	1.9	1.9	1.9	1.9
CONSOMMATION TOTALE	QUANTITE	10000	23730	65251	244093	2.9	3.4	3.4	3.2
QUANTITE COMMERCIALISEE	QUANTITE	1192	4000	24692	168706	4.1	6.3	4.9	5.1
VALEUR DE LA PRODUCTION TOTALE AU PRIX A LA FERME	1000 U.C.	1000	2104	5130	16349	2.5	3.0	2.9	2.8
VALEUR DE LA PRODUCTION AUTOCOSOMMEE	1000 U.C.	881	1749	3189	5049	2.3	2.0	1.2	1.8
VALEUR DE LA PRODUCTION COMMERCIALISEE	1000 U.C.	119	355	1941	11300	3.7	5.8	4.5	4.7
COUT TOTAL DES INTRANTS	1000 U.C.	30	126	613	4905	4.9	5.4	5.3	5.2
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE (COMPRIS AUTOCONSOMNATION)	1000 U.C.	970	1978	4518	11444	2.4	2.8	2.4	2.5
REV. MONETAIRE NET DES AGRICULTEURS (SANS AUTOCONSOMMATION)	1000 U.C.	89	229	1329	6395	3.2	6.0	4.0	4.4
"PRELEVEMENT" SUR L'AGRIC. LIE A LA BAISSE DU PRIX A LA FERME	1000 U.C.	12	85	775	7258	6.8	7.6	5.8	6.6
REVENU TOTAL DE LA POPULATION NON AGRICOLE (EN 1000 UNITES DE COMPTE	1000 U.C.	596	2145	14075	97727	4.4	6.5	5.0	5.2
REVENU TOTAL DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION	1000 U.C.	1566	4123	18593	109171	3.3	5.1	4.5	4.3
QUANTITE PRODUITE PAR AGRICULTEUR	QUANTITE PAR HABITANT	114	148	244	650	0.9	1.7	2.5	1.8
QUANTITE COMMERCIALISEE PAR AGRICULTEUR	QUANTITE PAR HABITANT	14	25	93	450	2.1	4.5	4.0	3.6
PRODUCTION TOTALE PAR AGRICULTEUR	1000 U.C. PAR HABITANT	11.4	13.1	19.2	43.6	0.5	1.3	2.1	1.4
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE PAR AGRICULTEUR	1000 U.C. PAR HABITANT	11.0	12.4	16.9	30.5	0.4	1.1	1.5	1.0
PRODUC AGRICOLE COMMERCIALISEE PAR AGRICULTEUR	1000 U.C. PAR HABITANT	1.4	2.2	7.3	30.1	1.7	4.0	3.6	3.2
COUT DES INTRANTS PAR AGRICULTEUR	1000 U.C. PAR HABITANT	0.3	0.8	2.3	13.1	2.8	3.6	4.4	3.7
REVENU MONETAIRE NET PAR AGRICULTEUR (SANS AUTOCONSOMMATION)	1000 U.C. PAR HABITANT	1.0	1.4	5.0	17.0	1.2	4.2	3.1	2.9
VALEUR DU "PRELEVEMENT" PAR AGRICULTEUR	1000 U.C. PAR HABITANT	0.1	0.5	2.9	19.3	4.7	5.8	4.9	5.1
VALEUR DU "PRELEVEMENT" PAR HABITANT NON AGRICOLE	1000 U.C. PAR HABITANT	1.0	2.6	4.8	8.6	3.3	2.0	1.5	2.2
REVENU MOYEN PAR HABITANT NON AGRICOLE	1000 U.C. PAR HABITANT	50	66	87	116	0.9	0.9	0.7	0.8
VALEUR AJOUTEE PAR AGRICULTEUR / REVENU DE LA POPULAITON NON AGRICO		0.22	0.19	0.20	0.26	-0.5	0.1	0.7	0.2
REVENU MONETAIRE NET PAR AGRICULTEUR/ REV. DE LA POP. NON AGR.		0.02	0.02	0.06	0.15	0.2	3.3	2.4	2.0
PART DE AGRICULTEURS DANS LE REVENU NATIONAL		0.62	0.48	0.24	0.10	-0.8	-2.2	-2.1	-1.8
PART DU "PRELEVEMENT" DANS LE REVENU DE LA POP NON AGRICOLE		0.02	0.04	0.06	0.07	2.3	1.1	0.8	1.3

NOTA: LES DONNEES DE POPULATION CORRESPONDENT AU CAS DE LA REGION AFRIQUE DE L'OUEST
LES TAUX DE CROISSANCE DE LA CONSOMMATION PAR HABITANT, DU PRIX UNITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET DU TAUX D'INTRANTS SONT FIXES DE MANIERE EXOGENE
LES AUTRES TAUX DE CROISSANCE SONT DES RESULTATS

ANNEXE A LA SECTION I

TRANSITION DEMOGRAPHIQUE ET EVOLUTION DE LA PRODUCTIVITE ET DU REVENU DES AGRICULT
PAYS FICTIF, SANS EXPORTATION NI IMPORTATION AGRICOLE.

SCENARIO ALTERNATIF : LE NIVEAU D'URBANISATION RESTE CONSTANT SUR TOUTE LA PERIODE

ANNEE	UNITE	1930	1960	1990	2030	TAUX DE CROISSANCE MOYEN ANNUEL			
						1930-60	60-90	90-2020	30-2030
POPULATION TOTALE P	HABITANTS	100	192	429	1215	2.2	2.7	2.6	2.5
PROPORTION D'AGRICULTEURS		0.88	0.88	0.88	0.88	0.0	0.0	0.0	0.0
POPULATION AGRICOLE PP	HABITANTS	88	170	378	1070	2.2	2.7	2.6	2.5
POPULATION NON AGRICOLE PNP	HABITANTS	12	23	51	145	2.2	2.7	2.6	2.5
RATIO PNP/PP		0.14	0.14	0.14	0.14	0.0	-0.0	0.0	0.0
CONSOMMATION PAR HABITANT (EN QUANTITE AJUSTEE POUR LA QUALITE)	QUANTITE PAR HAB	100	109	120	135	0.3	0.3	0.3	0.3
PRIX UNITAIRE A LA FERME	U.C. / QUANTITE	100	100	100	100	0.0	0.0	0.0	0.0
COEFFICIENT MULTIPLICATEUR DU PRIX DE DETAIL / PRIX A LA FERME		2.3	2.3	2.3	2.3	0.0	0.0	0.0	0.0
PART DE LA DEPENSE ALIMENTAIRE / REVENUS DE LA POP. NON AGRICOLE		0.46	0.46	0.46	0.46	0.0	0.0	0.0	0.0
PRIX EX FERME DE LA RATION ALIMENTAIRE PAR HABITANT	1000 U.C. PAR HABITANT	10.0	10.9	12.0	13.5	0.3	0.3	0.3	0.3
DEPENSE ALIMENTAIRE PAR HABITANT NON AGRICOLE	1000 U.C. PAR HABITANT	23	25	28	31	0.3	0.3	0.3	0.3
TAUX D'INTRANTS EXTRA-AGRICOLES / PRIX A LA FERME		0.03	0.05	0.08	0.15	1.6	1.6	1.6	1.6
COUT DES INTRANTS PAR UNITE DE PRODUIT	U.C. / QUANTITE	3	5	8	15	1.6	1.6	1.6	1.6
CONSOMMATION TOTALE	QUANTITE	10000	21059	51390	163947	2.5	3.0	2.9	2.8
QUANTITE COMMERCIALISEE	QUANTITE	1192	2510	6126	19543	2.5	3.0	2.9	2.8
VALEUR DE LA PRODUCTION TOTALE AU PRIX A LA FERME	1000 U.C.	1000	2106	5139	16395	2.5	3.0	2.9	2.8
VALEUR DE LA PRODUCTION AUTOCOSOMMEE	1000 U.C.	881	1855	4526	14440	2.5	3.0	2.9	2.8
VALEUR DE LA PRODUCTION COMMERCIALISEE	1000 U.C.	119	251	613	1954	2.5	3.0	2.9	2.8
COUT TOTAL DES INTRANTS	1000 U.C.	30	102	405	2459	4.2	4.7	4.6	4.5
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE (COMPRIS AUTOCONSOMNATION)	1000 U.C.	970	2004	4734	13935	2.4	2.9	2.7	2.7
REV. MONETAIRE NET DES AGRICULTEURS (SANS AUTOCONSOMMATION)	1000 U.C.	89	149	208	-505	1.7	1.1	ND	ND
"PRELEVEMENT" SUR L'AGRIC. LIE A LA BAISSE DU PRIX A LA FERME	1000 U.C.	0	0	0	0	ND	ND	ND	ND
REVENU TOTAL DE LA POPULATION NON AGRICOLE (EN 1000 UNITES DE COMPTE)	1000 U.C.	596	1255	3063	9772	2.5	3.0	2.9	2.8
REVENU TOTAL DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION		1566	3259	7797	23707	2.5	3.0	2.8	2.8
QUANTITE PRODUITE PAR AGRICULTEUR	QUANTITE PAR HABITANT	114	124	136	153	0.3	0.3	0.3	0.3
QUANTITE COMMERCIALISEE PAR AGRICULTEUR	QUANTITE PAR HABITANT	14	15	16	18	0.3	0.3	0.3	0.3
PRODUCTION TOTALE PAR AGRICULTEUR	1000 U.C. PAR HABITANT	11.4	12.4	13.6	15.3	0.3	0.3	0.3	0.3
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE PAR AGRICULTEUR	1000 U.C. PAR HABITANT	11.0	11.8	12.5	13.0	0.2	0.2	0.1	0.2
PRODUC AGRICOLE COMMERCIALISEE PAR AGRICULTEUR	1000 U.C. PAR HABITANT	1.4	1.5	1.6	1.8	0.3	0.3	0.3	0.3
COUT DES INTRANTS PAR AGRICULTEUR	1000 U.C. PAR HABITANT	0.3	0.6	1.1	2.3	1.9	1.9	1.9	1.9
REVENU MONETAIRE NET PAR AGRICULTEUR (SANS AUTOCONSOMMATION)	1000 U.C. PAR HABITANT	1.0	0.9	0.5	-0.5	-0.5	-1.5	ND	ND
VALEUR DU "PRELEVEMENT" PAR AGRICULTEUR	1000 U.C. PAR HABITANT	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	ND	ND	ND
VALEUR DU "PRELEVEMENT" PAR HABITANT NON AGRICOLE	1000 U.C. PAR HABITANT	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	ND	ND	ND
REVENU MOYEN PAR HABITANT NON AGRICOLE	1000 U.C. PAR HABITANT	50	55	60	67	0.3	0.3	0.3	0.3
						ND	ND	ND	ND
VALEUR AJOUTEE PAR AGRICULTEUR / REVENU DE LA POPULAITON NON AGRICOL		0.22	0.22	0.21	0.19	-0.1	-0.1	-0.2	-0.1
REVENU MONETAIRE NET PAR AGRICULTEUR/ REV. DE LA POP. NON AGR.		0.02	0.02	0.01	-0.01	-0.8	-1.8	ND	ND
PART DE AGRICULTEURS DANS LE REVENU NATIONAL		0.62	0.61	0.61	0.59	-0.0	-0.0	-0.1	-0.1
PART DU "PRELEVEMENT" DANS LE REVENU DE LA POP NON AGRICOLE		0.00	0.00	0.00	0.00	ND	ND	ND	ND

NOTA: LES DONNEES DE POPULATION CORRESPONDENT AU CAS DE LA REGION AFRIQUE DE L'OUEST
LES TAUX DE CROISSANCE DE LA CONSOMMATION PAR HABITANT, DU PRIX UNITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET DU TAUX D'INTRANTS SONT FIXES DE MANIERE EXOGENE
LES AUTRES TAUX DE CROISSANCE SONT DES RESULTATS

ANNEXE 2

CALORIES

POPULATION, CONSOMMATION ET PRODUCTION APPARENTE TOTALES DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

QUANTITES EXPRIMEES EN MILLIERS DE GIGACALORIES PAR AN ET EN MILLIERS DE KIOLCALORIES PAR HABITANT ET PAR AN (1 GIGACALORIE CORRESPOND A 0.4 TONNE D'EQUIVALENT CEREALES)
POPULATION EN MILLIERS D'HABITANTS

	POPULATION				CONSOMMATION PAR HABITANT					CONSOMMATION TOTALE				PRODUCTION APPARENTE			
	1961 P	1970 P	1980 P	1990 P	1961 C/P	1970 C/P	1980 C/P	1990 C/P		1961 C	1970 C	1980 C	1990 C	1961 Q=C+X-M	1970 Q=C+X-M	1980 Q=C+X-M	1990 Q=C+X-M
Bénin	2270	2693	3459	4630	757	784	759	861	Bénin	1718	2112	2625	3985	1954	2429	2706	3936
Burkina Faso	4545	5550	6957	8996	626	679	622	780	Burkina Fa	2843	3770	4327	7017	2808	3750	3944	6402
Cameroun	4634	6293	8639	11484	780	839	858	803	Cameroun	3614	5281	7417	9226	3762	5240	7045	7986
Cap-Vert	206	272	296	323	672	701	946	1048	Cap-Vert	139	191	280	338	84	89	6	-4
Rép Centrafricaine	1279	1594	1996	2442	787	838	780	681	Rép Centr	1007	1336	1558	1664	997	1250	1496	1447
Tchad	3099	3693	4488	5454	823	802	632	599	Tchad	2551	2961	2837	3266	2560	2862	2823	3074
Côte d'Ivoire	3348	5276	8069	11443	774	883	1044	880	Côte d'Ivoir	2591	4660	8423	10070	2482	4403	8065	10685
Gambie	291	435	680	1063	822	808	756	821	Gambie	239	352	514	873	363	510	484	439
Ghana	6939	8633	11176	14466	780	834	711	721	Ghana	5410	7197	7946	10423	4935	6441	7258	9181
Guinée	3248	3774	4460	5270	795	798	812	814	Guinée	2581	3011	3621	4288	2544	2852	3044	3395
Libéria	1073	1405	1913	2648	759	811	877	754	Libéria	815	1139	1679	1998	716	904	1273	1698
Guinée-Bissau	535	642	787	964	686	748	730	814	Guinée-Bis	367	480	575	785	476	455	520	683
Mali	4941	5701	6759	8184	789	742	684	815	Mali	3898	4228	4626	6670	4046	4080	4278	6406
Mauritanie	1022	1240	1549	1964	722	689	766	901	Mauritanie	738	855	1187	1770	533	604	479	729
Niger	3854	4647	5824	7678	756	733	804	826	Niger	2915	3406	4681	6342	3242	3986	4619	5280
Nigéria	40992	52948	70370	93517	893	847	787	784	Nigéria	36597	44856	55403	73285	40783	46157	43364	69554
Sénégal	2956	4077	5597	7268	865	903	880	850	Sénégal	2557	3681	4925	6176	3479	3820	3607	4195
Sierra Leone	2104	2505	3040	3688	657	774	758	708	Sierra Leo	1383	1939	2303	2612	1379	1601	1835	1984
Togo	1512	1954	2598	3454	822	898	819	832	Togo	1243	1754	2128	2873	1347	1761	1940	2444
WA18	47855	60383	78287	101419	765	801	788	793	WA18	36607	48354	61652	80375	37706	47037	55422	69961
WA19	88848	113331	148657	194935	824	822	787	788	WA19	73205	93210	117055	153660	78489	93194	98786	139514

PART DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE MONDE

RATIO AFR.OUEST / MOYENNE MONDIAL PART DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE MONDE

WA18	1.6%	1.6%	1.8%	1.9%	0.93	0.90	0.84	0.80	WA18	1.5%	1.5%	1.5%	1.5%	1.5%	1.4%	1.3%	1.3%
WA19	2.9%	3.1%	3.4%	3.7%	1.01	0.92	0.84	0.80	WA19	2.9%	2.8%	2.8%	2.9%	3.1%	2.8%	2.4%	2.7%

CALORIES

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES TOTALES DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

EXPRIMEES EN MILLIERS DE GIGACALORIES PAR AN
NOTA: 1 GIGACALORIE CORRESPOND A 0.4 TONNE D'EQUIVALENT CEREALES

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS				EXPORTATIONS NETTES				EXCEDENT			
	1961 M	1970 M	1980 M	1990 M	1961 X	1970 X	1980 X	1990 X	1961 X-M	1970 X-M	1980 X-M	1990 X-M	1961 X-M>0	1970 X-M>0	1980 X-M>0	1990 X-M>0
Bénin	61	104	230	500	296	421	312	451	235	316	82	-49	235	316	82	0
Burkina Faso	73	168	518	670	37	148	135	55	-36	-20	-383	-615	0	0	0	0
Cameroun	191	473	805	1840	339	432	433	600	148	-41	-372	-1240	148	0	0	0
Cap-Vert	58	106	279	345	3	5	5	2	-55	-101	-274	-342	0	0	0	0
Rép Centrafricaine	34	103	73	225	24	17	11	9	-11	-86	-62	-217	0	0	0	0
Tchad	65	146	52	196	74	46	38	3	10	-100	-15	-193	10	0	0	0
Côte d'Ivoire	397	1014	2305	2554	288	756	1947	3169	-109	-257	-358	615	0	0	0	615
Gambie	56	91	256	539	180	250	227	104	124	159	-30	-434	124	159	0	0
Ghana	885	1244	1001	1621	411	488	313	378	-475	-756	-688	-1242	0	0	0	0
Guinée	157	228	625	903	120	69	49	11	-37	-159	-577	-893	0	0	0	0
Libéria	137	278	492	359	38	43	86	59	-99	-235	-406	-300	0	0	0	0
Guinée-Bissau	30	87	95	205	139	61	40	103	109	-26	-55	-102	109	0	0	0
Mali	149	353	580	527	297	205	232	263	149	-148	-348	-264	149	0	0	0
Mauritanie	220	298	730	1141	15	47	22	100	-205	-251	-708	-1041	0	0	0	0
Niger	33	98	424	1138	360	678	362	76	327	580	-62	-1062	327	580	0	0
Nigéria	761	1847	12964	4047	4946	3147	925	316	4186	1301	-12038	-3731	4186	1301	0	0
Sénégal	1022	1476	2152	3377	1943	1615	833	1397	922	139	-1319	-1980	922	139	0	0
Sierra Leone	178	515	549	650	174	177	81	23	-4	-338	-469	-627	0	0	0	0
Togo	42	142	277	634	146	149	89	206	104	6	-188	-428	104	6	0	0
WA18	3786	6922	11443	17424	4885	5605	5213	7009	1099	-1317	-6230	-10414	2128	1200	82	615
WA19	4546	8768	24407	21471	9831	8752	6138	7325	5285	-16	-18269	-14146	6314	2501	82	615

PART DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE MONDE

WA18	0.8%	1.1%	1.0%	1.3%	1.1%	0.9%	0.4%	0.5%					0.8%	0.3%	0.0%	0.1%
WA19	1.0%	1.4%	2.1%	1.6%	2.2%	1.3%	0.5%	0.5%					2.4%	0.7%	0.0%	0.1%

DONNEES DE COMMERCE AGROALIMENTAIRE PAR PRODUIT (SOURCE FAO) CONVERTIES EN VALEUR SUR LA BASE DES PRIX MOYENS MONDIAUX 1980-1990, EN DOLLARS 1990

20-Sep-94

CALORIES

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES PAR HABITANT DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

EXPRIMEES EN KILOCALORIES PAR HABITANT ET PAR JOUR

	PRODUCTION APPARENTE				CONSOMMATION PAR HABITANT				PART DES IMPORT. DANS LA CONSOMMATION				PART DES IMPORTS NETTES DANS LA CONSOMMATIO			
	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
	Q=C+X-M	Q=C+X-M	Q=C+X-M	Q=C+X-M	C/P	C/P	C/P	C/P	M/C	M/C	M/C	M/C	(M-X)/C	(M-X)/C	(M-X)/C	(M-X)/C
Bénin	2358	2471	2144	2329	2074	2149	2079	2358	0.04	0.05	0.09	0.13	-0.14	-0.15	-0.03	0.01
Burkina Faso	1692	1851	1553	1950	1714	1861	1704	2137	0.03	0.04	0.12	0.10	0.01	0.01	0.09	0.09
Cameroun	2225	2281	2234	1905	2137	2299	2352	2201	0.05	0.09	0.11	0.20	-0.04	0.01	0.05	0.13
Cap-Vert	1113	899	55	-33	1841	1920	2593	2872	0.42	0.56	1.00	1.02	0.40	0.53	0.98	1.01
Rép Centrafricaine	2134	2149	2053	1624	2157	2297	2138	1867	0.03	0.08	0.05	0.14	0.01	0.06	0.04	0.13
Tchad	2263	2123	1723	1544	2255	2197	1732	1641	0.03	0.05	0.02	0.06	-0.00	0.03	0.01	0.06
Côte d'Ivoire	2031	2286	2738	2558	2120	2420	2860	2411	0.15	0.22	0.27	0.25	0.04	0.06	0.04	-0.06
Gambie	3418	3212	1950	1131	2251	2213	2071	2249	0.23	0.26	0.50	0.62	-0.52	-0.45	0.06	0.50
Ghana	1949	2044	1779	1739	2136	2284	1948	1974	0.16	0.17	0.13	0.16	0.09	0.11	0.09	0.12
Guinée	2146	2070	1870	1765	2177	2186	2224	2229	0.06	0.08	0.17	0.21	0.01	0.05	0.16	0.21
Libéria	1828	1762	1823	1756	2080	2221	2404	2067	0.17	0.24	0.29	0.18	0.12	0.21	0.24	0.15
Guinée-Bissau	2441	1941	1810	1940	1880	2050	2001	2230	0.08	0.18	0.16	0.26	-0.30	0.05	0.10	0.13
Mali	2244	1961	1734	2145	2161	2032	1875	2233	0.04	0.08	0.13	0.08	-0.04	0.03	0.08	0.04
Mauritanie	1428	1335	847	1017	1978	1889	2099	2469	0.30	0.35	0.61	0.64	0.28	0.29	0.60	0.59
Niger	2305	2350	2173	1884	2072	2008	2202	2263	0.01	0.03	0.09	0.18	-0.11	-0.17	0.01	0.17
Nigéria	2726	2388	1688	2038	2446	2321	2157	2147	0.02	0.04	0.23	0.06	-0.11	-0.03	0.22	0.05
Sénégal	3224	2567	1765	1582	2370	2474	2411	2328	0.40	0.40	0.44	0.55	-0.36	-0.04	0.27	0.32
Sierra Leone	1796	1751	1654	1474	1801	2121	2076	1940	0.13	0.27	0.24	0.25	0.00	0.17	0.20	0.24
Togo	2441	2469	2046	1939	2252	2460	2245	2279	0.03	0.08	0.13	0.22	-0.08	-0.00	0.09	0.15
WA18	2159	2134	1940	1890	2096	2194	2158	2171	0.10	0.14	0.19	0.22	-0.03	0.03	0.10	0.13
WA19	2420	2253	1821	1961	2257	2253	2157	2160	0.06	0.09	0.21	0.14	-0.07	0.00	0.16	0.09
MOYENNE MONDIALE	2249	2454	2593	2710	2245	2446	2583	2714	0.18	0.20	0.28	0.26				

RATIO REGION / MOYENNE MONDIALE

WA18	0.96	0.87	0.75	0.70	0.93	0.90	0.84	0.80	0.57	0.73	0.67	0.82
WA19	1.08	0.92	0.70	0.72	1.01	0.92	0.84	0.80	0.34	0.48	0.75	0.53

TAUX DE CROISSANCE MOYEN ANNUEL

	61-70	70-80	80-90	61-90	61-70	70-80	80-90	61-90
COTE D'IVOIRE	1.3%	1.8%	-0.7%	0.8%	1.5%	1.7%	-1.7%	0.4%
WA18	-0.1%	-1.0%	-0.3%	-0.5%	0.5%	-0.2%	0.1%	0.1%
WA19	-0.8%	-2.1%	0.7%	-0.7%	-0.0%	-0.4%	0.0%	-0.2%
MOYENNE MONDIALE	1.0%	0.6%	0.4%	0.6%	1.0%	0.5%	0.5%	0.7%

DONNEES DE COMMERCE AGROALIMENTAIRE PAR PRODUIT (SOURCE FAO) CONVERTIES EN VALEUR SUR LA BASE DES PRIX MOYENS MONDIAUX 1980-1990, EN DOLLARS 1990

20-Sep-94

CALORIES

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES PAR HABITANT DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

EXPRIMEES EN KILOCALORIES PAR HABITANT ET PAR JOUR

	IMPORTATIONS PAR HABITANT				EXPORTATIONS PAR HABITANT				EXPORTATIONS NETTES PAR HABITANT				EXCEDENT PAR HABITANT			
	1961 M/P	1970 M/P	1980 M/P	1990 M/P	1961 X/P	1970 X/P	1980 X/P	Export X/P	1961 (X-M)/P	1970 (X-M)/P	1980 (X-M)/P	1990 (X-M)/P	1961 (X-M)>0 /P	1970 (X-M)>0 /P	1980 (X-M)>0 /P	1990 (X-M)>0 /P
Bénin	73	106	182	296	357	428	247	267	284	322	65	-29	284	322	65	0
Burkina Faso	44	83	204	204	22	73	53	17	-22	-10	-151	-187	0	0	0	0
Cameroun	113	206	255	439	201	188	137	143	88	-18	-118	-296	88	0	0	0
Cap-Vert	770	1067	2584	2926	42	46	46	21	-728	-1021	-2538	-2905	0	0	0	0
Rép Centrafricaine	73	177	100	253	50	29	15	10	-23	-148	-85	-243	0	0	0	0
Tchad	57	108	32	99	66	34	23	2	8	-74	-9	-97	8	0	0	0
Côte d'Ivoire	325	526	783	611	236	393	661	759	-89	-134	-122	147	0	0	0	147
Gambie	524	573	1033	1387	1691	1572	912	269	1167	999	-121	-1118	1167	999	0	0
Ghana	350	395	245	307	162	155	77	72	-187	-240	-169	-235	0	0	0	0
Guinée	132	166	384	470	101	50	30	6	-31	-116	-354	-464	0	0	0	0
Libéria	349	542	704	371	97	84	123	61	-252	-459	-581	-311	0	0	0	0
Guinée-Bissau	153	370	330	583	714	261	139	293	561	-109	-191	-290	561	0	0	0
Mali	82	169	235	176	165	99	94	88	83	-71	-141	-88	83	0	0	0
Mauritanie	590	658	1291	1591	40	105	38	139	-550	-554	-1252	-1452	0	0	0	0
Niger	23	58	200	406	256	400	170	27	233	342	-29	-379	233	342	0	0
Nigéria	51	96	505	119	331	163	36	9	280	67	-469	-109	280	67	0	0
Sénégal	947	992	1053	1273	1801	1085	408	527	854	93	-646	-746	854	93	0	0
Sierra Leone	232	563	495	483	227	193	73	17	-5	-370	-422	-466	0	0	0	0
Togo	76	200	292	503	264	209	93	163	189	9	-199	-340	189	9	0	0
WA18	217	314	400	471	280	254	182	189	63	-60	-218	-281	242	238	65	147
WA19	140	212	450	302	303	212	113	103	163	-0	-337	-199	266	103	65	147
MOYENNE MONDIALE	406	482	718	715	409	489	729	711					743	860	2640	1786

RATIO REGION / MOYENNE MONDIALE

WA18	0.53	0.65	0.56	0.66	0.68	0.52	0.25	0.27					0.33	0.28	0.02	0.08
WA19	0.35	0.44	0.63	0.42	0.74	0.43	0.16	0.14					0.36	0.12	0.02	0.08

TAUX DE CROISSANCE MOYEN ANNUEL

	61-70	70-80	80-90	61-90	61-70	70-80	80-90	61-90	61-70	70-80	80-90	61-90
COTE D'IVOIRE	5.5%	4.0%	-2.4%	2.2%	5.8%	5.3%	1.4%	4.1%	4.6%	-0.9%	ND	ND
WA18	4.2%	2.5%	1.6%	2.7%	-1.1%	-3.3%	0.4%	-1.3%				
WA19	4.7%	7.8%	-3.9%	2.7%	-3.9%	-6.1%	-0.9%	-3.7%				
MOYENNE MONDIALE	1.9%	4.1%	-0.0%	2.0%	2.0%	4.1%	-0.2%	1.9%				

DONNEES DE COMMERCE AGROALIMENTAIRE PAR PRODUIT (SOURCE FAO) CONVERTIES EN VALEUR SUR LA BASE DES PRIX MOYENS MONDIAUX 1980-1990, EN DOLLARS 1990

20-Sep-94

ANNEXE 3

PROTEINES

POPULATION, CONSOMMATION ET PRODUCTION APPARENTE TOTALES DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

QUANTITES EXPRIMEES EN TONNES DE PROTEINES PAR AN ET EN KILOGRAMMES DE PROTEINES PAR HABITANT ET PAR AN
POPULATION EN MILLIERS D'HABITANTS

	POPULATION				CONSOMMATION PAR HABITANT					CONSOMMATION TOTALE				PRODUCTION APPARENTE			
	1961	1970	1980	1990	1960	1970	1980	1990		1961	1970	1980	1990	1960	1970	1980	1990
	P	P	P	P	C/P	C/P	C/P	C/P		C	C	C	C	Q=C+X-M	Q=C+X-M	Q=C+X-M	Q=C+X-M
Bénin	2270	2693	3459	4630	17	18	18	17	Bénin	40	49	64	79	49	54	60	80
Burkina Faso	4545	5550	6957	8996	22	22	20	16	Burkina Fa	99	125	140	141	100	129	131	126
Cameroun	4634	6293	8639	11484	20	22	22	17	Cameroun	94	137	186	192	102	144	182	167
Cap-Vert	206	272	296	323	18	16	24	30	Cap-Vert	4	4	7	10	3	2	0	2
Rép Centrafricaine	1279	1594	1996	2442	14	16	16	19	Rép Centr	18	25	31	47	18	24	30	43
Tchad	3099	3693	4488	5454	27	26	21	13	Tchad	84	95	92	73	87	96	93	70
Côte d'Ivoire	3348	5276	8069	11443	16	19	22	18	Côte d'Ivoir	53	101	178	209	67	116	160	235
Gambie	291	435	680	1063	20	20	18	17	Gambie	6	9	12	19	12	13	13	12
Ghana	6939	8633	11176	14466	16	19	16	14	Ghana	112	161	180	209	125	169	175	201
Guinée	3248	3774	4460	5270	18	17	18	16	Guinée	58	65	82	87	60	64	69	69
Libéria	1073	1405	1913	2648	14	15	17	17	Libéria	16	21	33	45	14	17	22	38
Guinée-Bissau	535	642	787	964	13	15	15	21	Guinée-Bis	7	10	12	20	13	11	12	18
Mali	4941	5701	6759	8184	24	22	21	18	Mali	118	127	139	145	127	130	136	143
Mauritanie	1022	1240	1549	1964	29	27	26	20	Mauritanie	29	33	40	40	26	30	24	25
Niger	3854	4647	5824	7678	21	20	23	11	Niger	83	94	135	83	97	120	145	63
Nigéria	40992	52948	70370	93517	21	19	17	17	Nigéria	859	1011	1207	1618	1006	1066	954	1548
Sénégal	2956	4077	5597	7268	24	24	25	22	Sénégal	71	96	141	160	93	72	101	97
Sierra Leone	2104	2505	3040	3688	14	16	16	21	Sierra Leo	30	40	50	79	36	39	38	66
Togo	1512	1954	2598	3454	16	20	17	16	Togo	25	39	45	54	32	43	45	47
WA18	47855	60383	78287	101419	20	20	20	17	WA18	946	1232	1567	1693	1062	1272	1436	1501
WA19	88848	113331	148657	194935	20	20	19	17	WA19	1804	2243	2774	3311	2068	2337	2391	3049

PART DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE MONDE

RATIO AFR.OUEST / MOYENNE MONDIAL PART DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE MONDE

WA18	1.6%	1.6%	1.8%	1.9%	0.88	0.86	0.81	0.67	WA18	1.4%	1.4%	1.4%	1.3%	1.5%	1.4%	1.3%	1.1%
WA19	2.9%	3.1%	3.4%	3.7%	0.90	0.83	0.76	0.68	WA19	2.6%	2.6%	2.5%	2.5%	3.0%	2.7%	2.2%	2.3%

DONNEES DE COMMERCE AGROALIMENTAIRE PAR PRODUIT (SOURCE FAO) CONVERTIES EN VALEUR SUR LA BASE DES PRIX MOYENS MONDIAUX 1980-1990, EN DOLLARS 1990

PROTEINES

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES TOTALES DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

EXPRIMEES EN TONNES DE PROTEINES PAR AN

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS				EXPORTATIONS NETTES				EXCEDENT			
	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
	M	M	M	M	X	X	X	X	X-M	X-M	X-M	X-M	X-M>0	X-M>0	X-M>0	X-M>0
Bénin	1193	2345	6177	11131	10454	6769	2221	12388	9261	4425	-3955	1257	9261	4425	0	1257
Burkina Faso	1092	2778	15356	17687	1568	7332	6717	2897	476	4554	-8639	-14790	476	4554	0	0
Cameroun	4043	11734	21210	47722	12778	18814	17273	22515	8735	7079	-3938	-25207	8735	7079	0	0
Cap-Vert	1315	2463	7407	7491	140	156	284	80	-1175	-2307	-7123	-7411	0	0	0	0
Rép Centrafricaine	898	2396	1962	4954	1485	1202	947	818	587	-1194	-1015	-4137	587	0	0	0
Tchad	458	1650	1364	3240	4214	2593	2139	194	3756	943	776	-3046	3756	943	776	0
Côte d'Ivoire	7829	23130	67929	75340	21060	37488	49440	101064	13230	14358	-18489	25724	13230	14358	0	25724
Gambie	1096	1747	6243	9351	7484	5743	7305	2842	6388	3996	1062	-6509	6388	3996	1062	0
Ghana	21539	24160	24648	32333	34408	31452	18934	23773	12869	7293	-5713	-8559	12869	7293	0	0
Guinée	3206	4265	15264	18917	5776	3431	2695	823	2570	-834	-12569	-18093	2570	0	0	0
Libéria	3882	6699	11996	7677	2020	2456	1327	516	-1863	-4243	-10670	-7161	0	0	0	0
Guinée-Bissau	722	2123	2020	4410	7041	3083	1996	2621	6319	960	-24	-1788	6319	960	0	0
Mali	4358	5798	12865	10272	12993	8586	10046	7601	8635	2789	-2819	-2671	8635	2789	0	0
Mauritanie	3850	5717	16956	21235	843	2663	1232	5640	-3007	-3054	-15724	-15595	0	0	0	0
Niger	372	1205	8286	24652	14284	27383	18146	4717	13912	26178	9860	-19935	13912	26178	9860	0
Nigéria	19584	51724	280033	88114	166349	106663	27051	17726	146765	54939	-252983	-70388	146765	54939	0	0
Sénégal	19898	39242	48135	77238	41967	14545	8492	13781	22069	-24696	-39643	-63456	22069	0	0	0
Sierra Leone	2659	10669	13175	14345	9210	9527	1605	1120	6550	-1141	-11570	-13225	6550	0	0	0
Togo	725	3547	5879	13577	7824	8233	5382	5829	7099	4685	-497	-7748	7099	4685	0	0
WA18	79137	151667	286872	401573	195548	191457	156183	209221	116412	39790	-130689	-192352	122456	77260	11698	26981
WA19	98720	203391	566905	489687	361897	298121	183234	226947	263176	94729	-383672	-262739	269221	132199	11698	26981

PART DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE MONDE

WA18	0.7%	0.9%	1.0%	1.2%	1.7%	1.1%	0.5%	0.6%	1.7%	0.7%	0.1%	0.1%
WA19	0.9%	1.2%	1.9%	1.4%	3.1%	1.7%	0.6%	0.7%	3.7%	1.2%	0.1%	0.1%

DONNEES DE COMMERCE AGROALIMENTAIRE PAR PRODUIT (SOURCE FAO) CONVERTIES EN VALEUR SUR LA BASE DES PRIX MOYENS MONDIAUX 1980-1990, EN DOLLARS 1990

PROTEINES

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES PAR HABITANT DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

VALEUR PAR HABITANTEXPRIMEES EN GRAMMES PAR HABITANT ET PAR JOUR

	PRODUCTION APPARENTE				CONSOMMATION PAR HABITANT				PART DES IMPORT. DANS LA CONSOMMATION				PART DES IMPORTS NETTES DANS LA CONSOMMATIO			
	1960	1970	1980	1990	1960	1970	1980	1990	1960	1970	1980	1990	1960	1970	1980	1990
	Q=C+X-M	Q=C+X-M	Q=C+X-M	Q=C+X-M	C/P	C/P	C/P	C/P	M/C	M/C	M/C	M/C	(M-X)/C	(M-X)/C	(M-X)/C	(M-X)/C
Bénin	59	55	47	48	48	50	51	47	0.03	0.05	0.10	0.14	-0.23	-0.09	0.06	-0.02
Burkina Faso	60	64	52	38	60	62	55	43	0.01	0.02	0.11	0.13	-0.00	-0.04	0.06	0.10
Cameroun	61	63	58	40	55	60	59	46	0.04	0.09	0.11	0.25	-0.09	-0.05	0.02	0.13
Cap-Vert	34	22	1	19	50	45	67	82	0.35	0.55	1.03	0.78	0.31	0.52	0.99	0.77
Rép Centrafricaine	39	41	42	48	38	43	43	53	0.05	0.10	0.06	0.11	-0.03	0.05	0.03	0.09
Tchad	77	71	57	35	74	70	56	37	0.01	0.02	0.01	0.04	-0.04	-0.01	-0.01	0.04
Côte d'Ivoire	55	60	54	56	44	53	61	50	0.15	0.23	0.38	0.36	-0.25	-0.14	0.10	-0.12
Gambie	116	81	53	31	55	56	49	48	0.19	0.20	0.51	0.50	-1.09	-0.45	-0.09	0.35
Ghana	49	54	43	38	44	51	44	40	0.19	0.15	0.14	0.15	-0.11	-0.05	0.03	0.04
Guinée	51	46	42	36	49	47	50	45	0.06	0.07	0.19	0.22	-0.04	0.01	0.15	0.21
Libéria	35	33	32	39	40	42	47	47	0.25	0.31	0.37	0.17	0.12	0.20	0.33	0.16
Guinée-Bissau	69	45	42	52	36	41	42	57	0.10	0.22	0.17	0.22	-0.89	-0.10	0.00	0.09
Mali	70	62	55	48	66	61	56	49	0.04	0.05	0.09	0.07	-0.07	-0.02	0.02	0.02
Mauritanie	70	67	43	34	79	74	70	56	0.13	0.17	0.43	0.53	0.10	0.09	0.40	0.39
Niger	69	71	68	22	59	56	64	30	0.00	0.01	0.06	0.30	-0.17	-0.28	-0.07	0.24
Nigéria	67	55	37	45	57	52	47	47	0.02	0.05	0.23	0.05	-0.17	-0.05	0.21	0.04
Sénégal	86	48	49	36	66	65	69	60	0.28	0.41	0.34	0.48	-0.31	0.26	0.28	0.40
Sierra Leone	47	43	34	49	39	44	45	59	0.09	0.27	0.27	0.18	-0.22	0.03	0.23	0.17
Togo	58	61	47	37	45	54	48	43	0.03	0.09	0.13	0.25	-0.28	-0.12	0.01	0.14
WA18	61	58	50	41	54	56	55	46	0.08	0.12	0.18	0.24	-0.12	-0.03	0.08	0.11
WA19	64	57	44	43	56	54	51	47	0.05	0.09	0.20	0.15	-0.15	-0.04	0.14	0.08
MOYENNE MONDIALE	62	66	68	68	62	65	68	68	0.17	0.19	0.27	0.26				

RATIO REGION / MOYENNE MONDIALE

WA18	0.98	0.88	0.74	0.59	0.88	0.86	0.81	0.67	0.50	0.64	0.68	0.92
WA19	1.03	0.86	0.65	0.63	0.90	0.83	0.76	0.68	0.33	0.47	0.76	0.57

TAUX DE CROISSANCE MOYEN ANNUEL

	61-70	70-80	80-90	61-90	61-70	70-80	80-90	61-90
COTE D'IVOIRE	1.1%	-1.0%	0.4%	0.1%	2.1%	1.4%	-1.9%	0.5%
WA18	-0.6%	-1.4%	-2.1%	-1.4%	0.4%	-0.2%	-1.8%	-0.6%
WA19	-1.3%	-2.5%	-0.3%	-1.4%	-0.3%	-0.6%	-0.9%	-0.6%
MOYENNE MONDIALE	0.7%	0.3%	0.1%	0.3%	0.6%	0.4%	0.1%	0.4%

DONNEES DE COMMERCE AGROALIMENTAIRE PAR PRODUIT (SOURCE FAO) CONVERTIES EN VALEUR SUR LA BASE DES PRIX MOYENS MONDIAUX 1980-1990, EN DOLLARS 1990

PROTEINES

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES PAR HABITANT DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

VALEUR PAR HABITANTEXPRIMEES EN GRAMMES PAR HABITANT ET PAR JOUR

	IMPORTATIONS PAR HABITANT				EXPORTATIONS PAR HABITANT				EXPORTATIONS NETTES PAR HABITANT				EXCEDENT PAR HABITANT			
	1961 M/P	1970 M/P	1980 M/P	1990 M/P	1961 X/P	1970 X/P	1980 X/P	1990 X/P	1961 (X-M)/P	1970 (X-M)/P	1980 (X-M)/P	1990 (X-M)/P	1961 (X-M)>0 /P	1970 (X-M)>0 /P	1980 (X-M)>0 /P	1990 (X-M)>0 /P
Bénin	1	2	5	7	13	7	2	7	11	5	-3	1	11	5	0	1
Burkina Faso	1	1	6	5	1	4	3	1	0	2	-3	-5	0	2	0	0
Cameroun	2	5	7	11	8	8	5	5	5	3	-1	-6	5	3	0	0
Cap-Vert	17	25	68	64	2	2	3	1	-16	-23	-66	-63	0	0	0	0
Rép Centrafricaine	2	4	3	6	3	2	1	1	1	-2	-1	-5	1	0	0	0
Tchad	0	1	1	2	4	2	1	0	3	1	0	-2	3	1	0	0
Côte d'Ivoire	6	12	23	18	17	19	17	24	11	7	-6	6	11	7	0	6
Gambie	10	11	25	24	70	36	29	7	60	25	4	-17	60	25	4	0
Ghana	9	8	6	6	14	10	5	5	5	2	-1	-2	5	2	0	0
Guinée	3	3	9	10	5	2	2	0	2	-1	-8	-9	2	0	0	0
Libéria	10	13	17	8	5	5	2	1	-5	-8	-15	-7	0	0	0	0
Guinée-Bissau	4	9	7	13	36	13	7	7	32	4	-0	-5	32	4	0	0
Mali	2	3	5	3	7	4	4	3	5	1	-1	-1	5	1	0	0
Mauritanie	10	13	30	30	2	6	2	8	-8	-7	-28	-22	0	0	0	0
Niger	0	1	4	9	10	16	9	2	10	15	5	-7	10	15	5	0
Nigéria	1	3	11	3	11	6	1	1	10	3	-10	-2	10	3	0	0
Sénégal	18	26	24	29	39	10	4	5	20	-17	-19	-24	20	0	0	0
Sierra Leone	3	12	12	11	12	10	1	1	9	-1	-10	-10	9	0	0	0
Togo	1	5	6	11	14	12	6	5	13	7	-1	-6	13	7	0	0
WA18	5	7	10	11	11	9	5	6	7	2	-5	-5	7	5	3	5
WA19	3	5	10	7	11	7	3	3	8	2	-7	-4	9	4	3	5
MOYENNE MONDIALE	10	12	18	18	10	13	18	18					19	22	38	57

RATIO REGION / MOYENNE MONDIALE

WA18	0.44	0.55	0.55	0.62	1.08	0.68	0.30	0.32					0.38	0.21	0.08	0.08
WA19	0.30	0.39	0.57	0.39	1.08	0.56	0.18	0.18					0.44	0.16	0.08	0.08

TAUX DE CROISSANCE MOYEN ANNUEL

	61-70	70-80	80-90	61-90	61-70	70-80	80-90	61-90	61-70	70-80	80-90	61-90	61-70	70-80	80-90	61-90
COTE D'IVOIRE	7.2%	6.7%	-2.4%	3.6%	1.4%	-1.5%	3.7%	1.2%	-4.1%	ND	ND	-1.9%	-4.1%	-100.0%	ERR	-1.9%
WA18	4.8%	3.8%	0.8%	3.1%	-2.8%	-4.5%	0.3%	-2.3%								
WA19	5.5%	7.8%	-4.1%	2.9%	-4.7%	-7.3%	-0.6%	-4.2%								
MOYENNE MONDIALE	2.2%	3.9%	-0.3%	1.9%	2.4%	3.7%	-0.5%	1.8%								

DONNEES DE COMMERCE AGROALIMENTAIRE PAR PRODUIT (SOURCE FAO) CONVERTIES EN VALEUR SUR LA BASE DES PRIX MOYENS MONDIAUX 1980-1990, EN DOLLARS 1990

ANNEXE 4

LIPIDES

POPULATION, CONSOMMATION ET PRODUCTION APPARENTE TOTALES DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

QUANTITES EXPRIMEES EN TONNES DE LIPIDES PAR AN ET EN KILOGRAMMES DE LIPIDES PAR HABITANT ET PAR AN
POPULATION EN MILLIERS D'HABITANTS

	POPULATION				CONSOMMATION PAR HABITANT					CONSOMMATION TOTALE				PRODUCTION APPARENTE			
	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990		1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
	P	P	P	P	C/P	C/P	C/P	C/P		C	C	C	C	Q=C+X-M	Q=C+X-M	Q=C+X-M	Q=C+X-M
Bénin	2270	2693	3459	4630	13	17	17	20	Bénin	30	45	58	95	54	86	89	120
Burkina Faso	4545	5550	6957	8996	12	11	12	24	Burkina Fa	54	63	82	216	57	70	71	208
Cameroun	4634	6293	8639	11484	11	17	18	20	Cameroun	52	105	159	232	71	129	171	247
Cap-Vert	206	272	296	323	10	13	18	24	Cap-Vert	2	4	5	8	2	3	2	0
Rép Centrafricaine	1279	1594	1996	2442	13	17	18	17	Rép Centr	16	27	36	42	17	24	35	38
Tchad	3099	3693	4488	5454	20	18	15	18	Tchad	63	67	65	99	68	69	68	98
Côte d'Ivoire	3348	5276	8069	11443	10	15	19	18	Côte d'Ivoir	33	78	153	211	35	109	272	402
Gambie	291	435	680	1063	20	21	18	21	Gambie	6	9	12	22	19	32	28	21
Ghana	6939	8633	11176	14466	13	15	13	16	Ghana	87	130	145	231	86	140	151	236
Guinée	3248	3774	4460	5270	16	20	19	19	Guinée	52	77	86	98	58	78	84	85
Libéria	1073	1405	1913	2648	11	15	17	14	Libéria	12	20	33	36	13	18	29	35
Guinée-Bissau	535	642	787	964	21	22	20	16	Guinée-Bis	11	14	16	15	21	17	17	16
Mali	4941	5701	6759	8184	15	18	16	23	Mali	76	102	107	185	90	116	120	185
Mauritanie	1022	1240	1549	1964	18	19	21	26	Mauritanie	18	23	32	51	18	24	18	37
Niger	3854	4647	5824	7678	13	11	13	24	Niger	49	52	77	180	69	86	74	172
Nigéria	40992	52948	70370	93517	20	19	18	16	Nigéria	824	1022	1261	1464	1224	1248	942	1411
Sénégal	2956	4077	5597	7268	22	25	22	24	Sénégal	64	103	123	173	232	233	158	236
Sierra Leone	2104	2505	3040	3688	21	22	22	15	Sierra Leo	45	55	67	54	53	58	59	46
Togo	1512	1954	2598	3454	11	12	14	19	Togo	17	24	37	64	26	29	39	50
WA18	47855	60383	78287	101419	14	17	17	20	WA18	688	998	1294	2012	987	1319	1486	2233
WA19	88848	113331	148657	194935	17	18	17	18	WA19	1512	2020	2555	3477	2211	2567	2428	3644

PART DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE MONDE

RATIO AFR.OUEST / MOYENNE MONDIAL

PART DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE MONDE

WA18	1.6%	1.6%	1.8%	1.9%	0.81	0.83	0.74	0.76	WA18	1.3%	1.4%	1.3%	1.5%	1.8%	1.8%	1.5%	1.6%
WA19	2.9%	3.1%	3.4%	3.7%	0.95	0.89	0.77	0.68	WA19	2.8%	2.7%	2.6%	2.5%	4.0%	3.5%	2.5%	2.7%

LIPIDES

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES TOTALES DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

EXPRIMEES EN TONNES DE PROTEINES PAR AN

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS				EXPORTATIONS NETTES				EXCEDENT			
	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
	M	M	M	M	X	X	X	X	X-M	X-M	X-M	X-M	X-M>0	X-M>0	X-M>0	X-M>0
Bénin	412	1123	2020	6014	24557	41820	33085	31314	24144	40697	31065	25299	24144	40697	31065	25299
Burkina Faso	409	2881	19444	11714	2803	10127	8377	3273	2394	7245	-11067	-8441	2394	7245	0	0
Cameroun	2930	6951	15089	29027	21851	31052	27136	44636	18922	24101	12047	15608	18922	24101	12047	15608
Cap-Vert	285	616	3040	7591	177	185	112	94	-108	-431	-2928	-7497	0	0	0	0
Rép Centrafricaine	677	4028	1159	4149	1507	997	525	353	829	-3031	-633	-3796	829	0	0	0
Tchad	168	2001	383	1149	5598	3445	2842	258	5430	1444	2459	-890	5430	1444	2459	0
Côte d'Ivoire	9682	15057	42472	57381	11309	45745	161280	249157	1626	30688	118807	191776	1626	30688	118807	191776
Gambie	336	521	3726	7618	13874	23333	19522	6862	13538	22812	15797	-756	13538	22812	15797	0
Ghana	20194	21244	15427	19575	19209	30440	21005	24030	-985	9196	5578	4455	0	9196	5578	4455
Guinée	773	3064	4942	13326	6004	3559	3102	485	5231	495	-1839	-12840	5231	495	0	0
Libéria	2238	4984	11540	7036	2551	2798	8462	6239	314	-2186	-3078	-797	314	0	0	0
Guinée-Bissau	347	887	1626	4146	9403	4225	2780	5318	9056	3338	1154	1172	9056	3338	1154	1172
Mali	5065	1247	5072	10620	18864	16088	18238	10785	13798	14841	13167	165	13798	14841	13167	165
Mauritanie	1954	2630	15287	21790	1120	3534	1636	7493	-835	903	-13651	-14297	0	903	0	0
Niger	136	2315	7038	9432	20325	36418	3660	914	20189	34102	-3378	-8518	20189	34102	0	0
Nigéria	16648	39820	401418	74632	416699	265216	82523	21132	400051	225396	-318895	-53501	400051	225396	0	0
Sénégal	9908	32827	49791	84411	177611	161973	84710	146778	167704	129146	34919	62367	167704	129146	34919	62367
Sierra Leone	3385	8893	15775	9762	11668	11865	7761	1574	8283	2972	-8014	-8188	8283	2972	0	0
Togo	542	2941	4079	19573	9914	7591	5553	5271	9372	4650	1475	-14303	9372	4650	1475	0
WA18	59442	114211	217908	324314	358346	435193	409787	544833	298903	320982	191880	220519	300831	326630	236467	300843
WA19	76090	154030	619326	398946	775044	700409	492311	565964	698954	546379	-127015	167018	700882	552027	236467	300843

PART DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE MONDE

WA18	0.5%	0.7%	0.7%	0.7%	3.3%	2.5%	1.3%	1.2%	5.1%	3.4%	1.4%	1.4%
WA19	0.7%	0.9%	1.9%	0.9%	7.1%	3.9%	1.5%	1.3%	11.8%	5.8%	1.4%	1.4%

DONNEES DE COMMERCE AGROALIMENTAIRE PAR PRODUIT (SOURCE FAO) CONVERTIES EN VALEUR SUR LA BASE DES PRIX MOYENS MONDIAUX 1980-1990, EN DOLLARS 1990

LIPIDES

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES PAR HABITANT DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

VALEUR PAR HABITANTEXPRIMEES EN GRAMMES PAR HABITANT ET PAR JOUR

	PRODUCTION APPARENTE				CONSOMMATION PAR HABITANT				PART DES IMPORT. DANS LA CONSOMMATION				PART DES IMPORTS NETTES DANS LA CONSOMMATIO			
	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
	Q=C+X-M	Q=C+X-M	Q=C+X-M	Q=C+X-M	C/P	C/P	C/P	C/P	M/C	M/C	M/C	M/C	(M-X)/C	(M-X)/C	(M-X)/C	(M-X)/C
Bénin	65	87	70	71	36	46	46	56	0.01	0.02	0.04	0.06	-0.82	-0.91	-0.54	-0.27
Burkina Faso	34	35	28	63	33	31	32	66	0.01	0.05	0.24	0.05	-0.04	-0.12	0.13	0.04
Cameroun	42	56	54	59	31	46	51	55	0.06	0.07	0.09	0.13	-0.37	-0.23	-0.08	-0.07
Cap-Vert	27	31	21	3	29	36	48	67	0.13	0.17	0.58	0.97	0.05	0.12	0.56	0.95
Rép Centrafricaine	36	41	48	43	35	46	49	47	0.04	0.15	0.03	0.10	-0.05	0.11	0.02	0.09
Tchad	60	51	41	49	56	50	40	50	0.00	0.03	0.01	0.01	-0.09	-0.02	-0.04	0.01
Côte d'Ivoire	29	56	92	96	27	41	52	50	0.29	0.19	0.28	0.27	-0.05	-0.39	-0.77	-0.91
Gambie	182	202	114	54	55	58	50	56	0.06	0.06	0.30	0.35	-2.33	-2.47	-1.27	0.03
Ghana	34	44	37	45	34	41	36	44	0.23	0.16	0.11	0.08	0.01	-0.07	-0.04	-0.02
Guinée	49	56	51	44	44	56	53	51	0.01	0.04	0.06	0.14	-0.10	-0.01	0.02	0.13
Libéria	32	36	42	36	31	40	47	37	0.18	0.24	0.35	0.20	-0.03	0.11	0.09	0.02
Guinée-Bissau	105	73	59	47	59	59	55	43	0.03	0.06	0.10	0.27	-0.79	-0.24	-0.07	-0.08
Mali	50	56	49	62	42	49	43	62	0.07	0.01	0.05	0.06	-0.18	-0.15	-0.12	-0.00
Mauritanie	47	53	33	52	49	51	57	72	0.11	0.11	0.48	0.42	0.05	-0.04	0.43	0.28
Niger	49	51	35	61	35	31	36	64	0.00	0.04	0.09	0.05	-0.41	-0.66	0.04	0.05
Nigéria	82	65	37	41	55	53	49	43	0.02	0.04	0.32	0.05	-0.49	-0.22	0.25	0.04
Sénégal	215	156	77	89	59	70	60	65	0.16	0.32	0.41	0.49	-2.63	-1.25	-0.28	-0.36
Sierra Leone	69	63	53	34	58	60	61	40	0.08	0.16	0.23	0.18	-0.19	-0.05	0.12	0.15
Togo	47	40	41	40	30	34	39	51	0.03	0.12	0.11	0.30	-0.56	-0.19	-0.04	0.22
WA18	56	60	52	60	39	45	45	54	0.09	0.11	0.17	0.16	-0.43	-0.32	-0.15	-0.11
WA19	68	62	45	51	47	49	47	49	0.05	0.08	0.24	0.11	-0.46	-0.27	0.05	-0.05
MOYENNE MONDIALE	49	55	61	71	49	55	61	71	0.20	0.23	0.32	0.33				

RATIO REGION / MOYENNE MONDIALE

WA18	1.16	1.08	0.85	0.85	0.81	0.83	0.74	0.76	0.43	0.49	0.52	0.49
WA19	1.40	1.12	0.73	0.72	0.95	0.89	0.77	0.68	0.25	0.33	0.75	0.35

TAUX DE CROISSANCE MOYEN ANNUEL

	61-70	70-80	80-90	61-90	61-70	70-80	80-90	61-90
COTE D'IVOIRE	7.9%	5.1%	0.4%	4.3%	4.5%	2.6%	-0.3%	2.1%
WA18	0.6%	-1.4%	1.5%	0.2%	1.6%	0.0%	1.8%	1.1%
WA19	-1.0%	-3.2%	1.4%	-1.0%	0.5%	-0.4%	0.4%	0.2%
MOYENNE MONDIALE	1.4%	1.0%	1.5%	1.3%	1.3%	1.1%	1.6%	1.3%

DONNEES DE COMMERCE AGROALIMENTAIRE PAR PRODUIT (SOURCE FAO) CONVERTIES EN VALEUR SUR LA BASE DES PRIX MOYENS MONDIAUX 1980-1990, EN DOLLARS 1990

LIPIDES

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES PAR HABITANT DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

VALEUR PAR HABITANTEXPRIMEES EN GRAMMES PAR HABITANT ET PAR JOUR

	IMPORTATIONS PAR HABITANT				EXPORTATIONS PAR HABITANT				EXPORTATIONS NETTES PAR HABITANT				EXCEDENT PAR HABITANT			
	1961 M/P	1970 M/P	1980 M/P	1990 M/P	1961 X/P	1970 X/P	1980 X/P	1990 X/P	1961 (X-M)/P	1970 (X-M)/P	1980 (X-M)/P	1990 (X-M)/P	1961 (X-M)>0 /P	1970 (X-M)>0 /P	1980 (X-M)>0 /P	1990 (X-M)>0 /P
Bénin	0	1	2	4	30	43	26	19	29	41	25	15	29	41	25	15
Burkina Faso	0	1	8	4	2	5	3	1	1	4	-4	-3	1	4	0	0
Cameroun	2	3	5	7	13	14	9	11	11	10	4	4	11	10	4	4
Cap-Vert	4	6	28	64	2	2	1	1	-1	-4	-27	-64	0	0	0	0
Rép Centrafricaine	1	7	2	5	3	2	1	0	2	-5	-1	-4	2	0	0	0
Tchad	0	1	0	1	5	3	2	0	5	1	2	-0	5	1	2	0
Côte d'Ivoire	8	8	14	14	9	24	55	60	1	16	40	46	1	16	40	46
Gambie	3	3	15	20	131	147	79	18	127	144	64	-2	127	144	64	0
Ghana	8	7	4	4	8	10	5	5	-0	3	1	1	0	3	1	1
Guinée	1	2	3	7	5	3	2	0	4	0	-1	-7	4	0	0	0
Libéria	6	10	17	7	7	5	12	6	1	-4	-4	-1	1	0	0	0
Guinée-Bissau	2	4	6	12	48	18	10	15	46	14	4	3	46	14	4	3
Mali	3	1	2	4	10	8	7	4	8	7	5	0	8	7	5	0
Mauritanie	5	6	27	30	3	8	3	10	-2	2	-24	-20	0	2	0	0
Niger	0	1	3	3	14	21	2	0	14	20	-2	-3	14	20	0	0
Nigéria	1	2	16	2	28	14	3	1	27	12	-12	-2	27	12	0	0
Sénégal	9	22	24	32	165	109	41	55	155	87	17	24	155	87	17	24
Sierra Leone	4	10	14	7	15	13	7	1	11	3	-7	-6	11	3	0	0
Togo	1	4	4	16	18	11	6	4	17	7	2	-11	17	7	2	0
WA18	3	5	8	9	21	20	14	15	17	15	7	6	21	16	12	14
WA19	2	4	11	6	24	17	9	8	22	13	-2	2	24	14	12	14
MOYENNE MONDIALE	10	13	20	23	10	13	20	23					16	21	51	53

RATIO REGION / MOYENNE MONDIALE

WA18	0.35	0.40	0.39	0.37	2.10	1.50	0.72	0.64					1.29	0.73	0.24	0.26
WA19	0.24	0.29	0.58	0.24	2.45	1.28	0.46	0.35					1.48	0.64	0.24	0.26

TAUX DE CROISSANCE MOYEN ANNUEL

	61-70	70-80	80-90	61-90	61-70	70-80	80-90	61-90	61-70	70-80	80-90	61-90	61-70	70-80	80-90	61-90
COTE D'IVOIRE	-0.1%	6.3%	-0.5%	1.9%	11.0%	8.7%	0.9%	6.6%	31.8%	9.7%	1.3%	13.0%	31.8%	9.7%	1.3%	13.0%
WA18	4.8%	3.9%	1.4%	3.3%	-0.4%	-3.1%	0.3%	-1.1%								
WA19	5.3%	11.9%	-6.9%	3.0%	-3.8%	-6.0%	-1.3%	-3.7%								
MOYENNE MONDIALE	3.1%	4.4%	1.7%	3.0%	3.4%	4.2%	1.4%	3.0%								

DONNEES DE COMMERCE AGROALIMENTAIRE PAR PRODUIT (SOURCE FAO) CONVERTIES EN VALEUR SUR LA BASE DES PRIX MOYENS MONDIAUX 1980-1990, EN DOLLARS 1990

ANNEXE 5

VALEURS EN DOLLARS

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES TOTALES DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS SUR LA BASE D'UN SYSTEME DE PRIX UNITAIRES FIXE COMMUN A TOUS LES PAYS

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS				EXPORTATIONS NETTES				EXCEDENT			
	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
	M	M	M	M	X	X	X	X	X-M	X-M	X-M	X-M	X-M>0	X-M>0	X-M>0	X-M>0
Bénin	15	44	59	62	50	67	40	49	36	23	-18	-14	36	23	0	0
Burkina Faso	17	23	176	123	17	34	32	15	-0	11	-144	-109	0	11	0	0
Cameroun	82	133	196	321	378	462	586	791	295	329	390	470	295	329	390	470
Cap-Vert	7	16	42	56	4	5	2	3	-4	-11	-39	-53	0	0	0	0
Rép Centrafricaine	14	27	24	31	26	30	30	28	13	3	7	-3	13	3	7	0
Tchad	14	26	6	27	79	49	40	4	65	22	34	-23	65	22	34	0
Côte d'Ivoire	148	254	708	726	688	1139	1768	3109	539	885	1061	2383	539	885	1061	2383
Gambie	9	13	41	72	20	28	44	30	11	15	3	-42	11	15	3	0
Ghana	293	318	156	213	1099	1081	619	747	807	763	463	534	807	763	463	534
Guinée	26	24	66	115	99	56	26	24	72	32	-41	-90	72	32	0	0
Libéria	44	55	96	59	11	24	47	17	-33	-31	-49	-42	0	0	0	0
Guinée-Bissau	9	23	12	28	21	12	8	30	13	-11	-4	3	13	0	0	3
Mali	27	43	79	127	91	86	92	67	64	43	13	-59	64	43	13	0
Mauritanie	27	36	132	158	16	50	23	106	-11	14	-109	-53	0	14	0	0
Niger	9	14	56	113	78	119	67	20	69	105	10	-93	69	105	10	0
Nigéria	288	615	3081	1134	1033	917	478	367	745	302	-2603	-767	745	302	0	0
Sénégal	169	241	344	613	213	179	194	276	44	-62	-150	-337	44	0	0	0
Sierra Leone	43	95	127	75	47	54	55	36	4	-41	-73	-38	4	0	0	0
Togo	16	39	72	131	75	129	71	58	59	90	-1	-74	59	90	0	0
WA18	968	1425	2390	3049	3011	3606	3744	5409	2043	2182	1353	2360	2091	2336	1981	3390
WA19	1256	2040	5471	4184	4044	4524	4222	5777	2788	2484	-1250	1593	2836	2638	1981	3390
TOTAL MONDIAL (en milliards)	108	165	255	335	110	169	259	330								

PART DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE MONDE

WA18	0.9%	0.9%	0.9%	0.9%	2.7%	2.1%	1.4%	1.6%
WA19	1.2%	1.2%	2.1%	1.2%	3.7%	2.7%	1.6%	1.8%

DONNEES DE COMMERCE AGROALIMENTAIRE PAR PRODUIT (SOURCE FAO) CONVERTIES EN VALEUR SUR LA BASE DES PRIX MOYENS MONDIAUX 1980-1990, EN DOLLARS 1990

VALEURS EN DOLLARS

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES PAR HABITANT DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

VALEURS EN DOLLARS PAR HABITANT SUR LA BASE D'UN SYSTEME DE PRIX FIXES COMMUN A TOUS LES PAYS

	IMPORTATIONS PAR HABITANT				EXPORTATIONS PAR HABITANT				EXPORTATIONS NETTES PAR HABITANT				EXCEDENT PAR HABITANT			
	1961 M/P	1970 M/P	1980 M/P	1990 M/P	1961 X/P	1970 X/P	1980 X/P	Export X/P	1961 (X-M)/P	1970 (X-M)/P	1980 (X-M)/P	1990 (X-M)/P	1961 (X-M)>0 /P	1970 (X-M)>0 /P	1980 (X-M)>0 /P	1990 (X-M)>0 /P
Bénin	6	16	17	13	22	25	12	10	16	8	-5	-3	16	8	0	0
Burkina Faso	4	4	25	14	4	6	5	2	-0	2	-21	-12	0	2	0	0
Cameroun	18	21	23	28	82	73	68	69	64	52	45	41	64	52	45	41
Cap-Vert	36	58	140	174	17	19	8	9	-19	-39	-133	-165	0	0	0	0
Rép Centrafricaine	11	17	12	13	21	19	15	11	10	2	3	-1	10	2	3	0
Tchad	4	7	1	5	25	13	9	1	21	6	8	-4	21	6	8	0
Côte d'Ivoire	44	48	88	63	205	216	219	272	161	168	131	208	161	168	131	208
Gambie	30	30	60	68	69	64	65	28	39	35	5	-40	39	35	5	0
Ghana	42	37	14	15	158	125	55	52	116	88	41	37	116	88	41	37
Guinée	8	6	15	22	30	15	6	5	22	9	-9	-17	22	9	0	0
Libéria	41	39	50	22	10	17	25	6	-31	-22	-25	-16	0	0	0	0
Guinée-Bissau	16	35	15	29	40	19	10	31	24	-16	-5	3	24	0	0	3
Mali	5	8	12	15	18	15	14	8	13	8	2	-7	13	8	2	0
Mauritanie	26	29	85	81	15	41	15	54	-11	11	-70	-27	0	11	0	0
Niger	2	3	10	15	20	26	11	3	18	23	2	-12	18	23	2	0
Nigéria	7	12	44	12	25	17	7	4	18	6	-37	-8	18	6	0	0
Sénégal	57	59	61	84	72	44	35	38	15	-15	-27	-46	15	0	0	0
Sierra Leone	20	38	42	20	22	22	18	10	2	-16	-24	-10	2	0	0	0
Togo	11	20	28	38	49	66	27	17	39	46	-0	-21	39	46	0	0
WA18	20	24	31	30	63	60	48	53	43	36	17	23	51	45	42	88
WA19	14	18	37	21	46	40	28	30	31	22	-8	8	35	25	42	88
MOYENNE MONDIALE	35	45	58	64	36	46	59	63								

RATIO REGION / MOYENNE MONDIALE

WA18	0.57	0.53	0.53	0.47	1.75	1.30	0.82	0.85
WA19	0.40	0.40	0.64	0.34	1.27	0.87	0.49	0.47

TAUX DE CROISSANCE MOYEN ANNUEL

	61-70	70-80	80-90	61-90	61-70	70-80	80-90	61-90	61-70	70-80	80-90	61-90	61-70	70-80	80-90	61-90
COTE D'IVOIRE	0.9%	6.2%	-3.2%	1.2%	0.6%	0.1%	2.2%	1.0%	0.4%	-2.4%	4.7%	0.9%	0.4%	-2.4%	4.7%	0.9%
WA18	1.7%	2.6%	-0.2%	1.4%	-0.6%	-2.2%	1.1%	-0.6%								
WA19	2.7%	7.4%	-5.3%	1.5%	-1.4%	-3.3%	0.4%	-1.5%								
MOYENNE MONDIALE	2.7%	2.5%	1.0%	2.1%	2.8%	2.4%	0.7%	1.9%								

DONNEES DE COMMERCE AGROALIMENTAIRE PAR PRODUIT (SOURCE FAO) CONVERTIES EN VALEUR SUR LA BASE DES PRIX MOYENS MONDIAUX 1980-1990, EN DOLLARS 1990

20-Sep-94

ANNEXE 6

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES PAR PRODUIT
EN MILLIERS DE TONNES

TOTAL MONDIAL

	PRIX EN DOLLARS PAR TONNE	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
		1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
ALCOOLS	1500	3982	5683	8672	11138	3838	5574	8939	11934
CEREALES	202	81777	116540	226926	236596	82840	119766	232208	238634
EDULCORANTS	428	19861	23224	28778	30699	20185	21937	28444	32207
EPICES	4000	269	360	557	805	254	310	533	756
FRUITS	540	16330	25050	35134	63541	16166	24508	38394	59148
HUILES	639	3482	6107	13946	23812	3343	6160	14180	23202
LEGUMES	500	5125	9466	15100	23802	5508	9659	14782	23562
LEGUMINEUSES	500	1112	1847	2890	6494	1144	1790	2820	6984
NOIX	1500	738	1030	1211	2039	793	1001	1155	1815
OLEAGINEUX	419	16528	21731	36951	39314	16222	21982	36067	38620
RACINES	150	6427	11189	25047	49908	5424	10448	25526	40630
STIMULANTS	2536	4657	5735	6931	9819	4682	5819	7078	10105
VIANDE	1215	33770	58883	87079	113117	35276	62869	88232	110708
COTON	3201	3949	4279	5114	5360	3508	3929	4558	5035
CAOUTCHOUC	1543	2164	2887	3001	3948	1931	2444	2699	3576
TOTAL TOUS PRODUITS		200171	294011	497338	620391	201114	298197	505616	606916

WALTPS Sources : FAO et Commodities prices prospects, Banque Mondiale

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES PAR PRODUIT
EN MILLIERS DE TONNES

TOTAL AFRIQUE DE L'OUEST

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
ALCOOLS	129	90	153	73	7	3	5	9
CEREALES	791	1662	4943	4776	70	89	59	205
EDULCORANTS	349	580	955	961	1	3	23	62
EPICES	0	1	1	5	2	6	1	1
FRUITS	26	27	34	37	329	328	445	314
HUILES	18	30	314	164	379	410	362	412
LEGUMES	81	96	154	203	0	15	23	18
LEGUMINEUSES	6	5	74	15	9	13	68	22
NOIX	1	2	1	2	3	3	3	30
OLEAGINEUX	28	113	22	38	1740	1191	319	276
RACINES	24	35	36	38	0	36	11	7
STIMULANTS	28	18	25	18	1027	1278	1222	1782
VIANDE	491	931	2813	1954	205	225	356	459
COTON	8	10	8	29	46	72	107	234
CAOUTCHOUC	0	0	2	2	91	171	121	212
TOTAL TOUS PRODUITS	1979	3600	9535	8315	3909	3844	3126	4043

PART DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE MONDE

ALCOOLS	3.2%	1.6%	1.8%	0.7%	0.2%	0.1%	0.1%	0.1%
CEREALES	1.0%	1.4%	2.2%	2.0%	0.1%	0.1%	0.0%	0.1%
EDULCORANTS	1.8%	2.5%	3.3%	3.1%	0.0%	0.0%	0.1%	0.2%
EPICES	0.0%	0.3%	0.2%	0.6%	0.8%	1.9%	0.2%	0.1%
FRUITS	0.2%	0.1%	0.1%	0.1%	2.0%	1.3%	1.2%	0.5%
HUILES	0.5%	0.5%	2.3%	0.7%	11.3%	6.7%	2.6%	1.8%
LEGUMES	1.6%	1.0%	1.0%	0.9%	0.0%	0.2%	0.2%	0.1%
LEGUMINEUSES	0.5%	0.3%	2.6%	0.2%	0.8%	0.7%	2.4%	0.3%
NOIX	0.1%	0.2%	0.1%	0.1%	0.4%	0.3%	0.3%	1.7%
OLEAGINEUX	0.2%	0.5%	0.1%	0.1%	10.7%	5.4%	0.9%	0.7%
RACINES	0.4%	0.3%	0.1%	0.1%	0.0%	0.3%	0.0%	0.0%
STIMULANTS	0.6%	0.3%	0.4%	0.2%	21.9%	22.0%	17.3%	17.6%
VIANDE	1.5%	1.6%	3.2%	1.7%	0.6%	0.4%	0.4%	0.4%
COTON	0.2%	0.2%	0.2%	0.5%	1.3%	1.8%	2.3%	4.6%
CAOUTCHOUC	0.0%	0.0%	0.1%	0.1%	4.7%	7.0%	4.5%	5.9%
TOTAL TOUS PRODUITS	1.0%	1.2%	1.9%	1.3%	1.9%	1.3%	0.6%	0.7%

WALTPS Sources : FAO et Commodities prices prospects, Banque Mondiale

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES PAR PRODUIT
EN MILLIERS DE TONNES

TOTAL AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
ALCOOLS	118	87	142	65	7	3	5	9
CEREALES	684	1313	2862	4222	70	89	59	205
EDULCORANTS	284	482	214	536	1	3	23	62
EPICES	0	1	1	4	1	2	1	1
FRUITS	25	26	31	36	329	328	445	314
HUILES	18	29	86	156	166	269	304	407
LEGUMES	79	92	134	199	0	14	23	18
LEGUMINEUSES	6	5	9	5	5	13	68	22
NOIX	1	2	1	2	2	2	2	20
OLEAGINEUX	28	113	22	27	749	609	224	232
RACINES	22	35	36	38	0	36	11	7
STIMULANTS	26	14	17	17	840	1055	1065	1653
VIANDE	314	532	1071	1292	205	225	355	456
COTON	8	7	6	7	24	57	107	233
CAOUTCHOUC	0	0	2	2	43	118	110	165
TOTAL TOUS PRODUITS	1612	2739	4634	6607	2442	2823	2803	3804

PART DE L'AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA DANS LE MONDE

ALCOOLS	3.0%	1.5%	1.6%	0.6%	0.2%	0.1%	0.1%	0.1%
CEREALES	0.8%	1.1%	1.3%	1.8%	0.1%	0.1%	0.0%	0.1%
EDULCORANTS	1.4%	2.1%	0.7%	1.7%	0.0%	0.0%	0.1%	0.2%
EPICES	0.0%	0.3%	0.2%	0.5%	0.4%	0.6%	0.2%	0.1%
FRUITS	0.2%	0.1%	0.1%	0.1%	2.0%	1.3%	1.2%	0.5%
HUILES	0.5%	0.5%	0.6%	0.7%	5.0%	4.4%	2.1%	1.8%
LEGUMES	1.5%	1.0%	0.9%	0.8%	0.0%	0.1%	0.2%	0.1%
LEGUMINEUSES	0.5%	0.3%	0.3%	0.1%	0.4%	0.7%	2.4%	0.3%
NOIX	0.1%	0.2%	0.1%	0.1%	0.3%	0.2%	0.2%	1.1%
OLEAGINEUX	0.2%	0.5%	0.1%	0.1%	4.6%	2.8%	0.6%	0.6%
RACINES	0.3%	0.3%	0.1%	0.1%	0.0%	0.3%	0.0%	0.0%
STIMULANTS	0.6%	0.2%	0.2%	0.2%	17.9%	18.1%	15.0%	16.4%
VIANDE	0.9%	0.9%	1.2%	1.1%	0.6%	0.4%	0.4%	0.4%
COTON	0.2%	0.2%	0.1%	0.1%	0.7%	1.5%	2.3%	4.6%
CAOUTCHOUC	0.0%	0.0%	0.1%	0.1%	2.2%	4.8%	4.1%	4.6%
TOTAL TOUS PRODUITS	0.8%	0.9%	0.9%	1.1%	1.2%	0.9%	0.6%	0.6%

WALTPS Sources : FAO et Commodities prices prospects, Banque Mondiale

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES PAR PRODUIT EN MILLIARDS DE DOLLARS CONSTANTS

TOTAL MONDIAL

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
ALCOOLS	6.0	8.5	13.0	16.7	5.8	8.4	13.4	17.9
CEREALES	16.5	23.5	45.8	47.8	16.7	24.2	46.9	48.2
EDULCORANTS	8.5	9.9	12.3	13.1	8.6	9.4	12.2	13.8
EPICES	1.1	1.4	2.2	3.2	1.0	1.2	2.1	3.0
FRUITS	8.8	13.5	19.0	34.3	8.7	13.2	20.7	31.9
HUILES	2.2	3.9	8.9	15.2	2.1	3.9	9.1	14.8
LEGUMES	2.6	4.7	7.6	11.9	2.8	4.8	7.4	11.8
LEGUMINEUSES	0.6	0.9	1.4	3.2	0.6	0.9	1.4	3.5
NOIX	1.1	1.5	1.8	3.1	1.2	1.5	1.7	2.7
OLEAGINEUX	6.9	9.1	15.5	16.5	6.8	9.2	15.1	16.2
RACINES	1.0	1.7	3.8	7.5	0.8	1.6	3.8	6.1
STIMULANTS	11.8	14.5	17.6	24.9	11.9	14.8	17.9	25.6
VIANDE	41.0	71.5	105.8	137.4	42.9	76.4	107.2	134.5
COTON	12.6	13.7	16.4	17.2	11.2	12.6	14.6	16.1
CAOUTCHOUC	3.3	4.5	4.6	6.1	3.0	3.8	4.2	5.5
TOTAL TOUS PRODUITS	124.0	183.1	275.7	358.1	124.1	185.8	277.8	351.7

WALTPS Sources : FAO et Commodities prices prospects, Banque Mondiale

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES PAR PRODUIT
EN MILLIONS DE DOLLARS CONSTANTS

TOTAL AFRIQUE DE L'OUEST

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
ALCOOLS	194	135	230	110	11	5	8	14
CEREALES	160	336	998	964	14	18	12	41
EDULCORANTS	149	248	409	412	0	1	10	27
EPICES	0	4	4	20	8	24	4	4
FRUITS	14	15	18	20	178	177	240	169
HUILES	12	19	201	105	242	262	231	263
LEGUMES	41	48	77	102	0	8	12	9
LEGUMINEUSES	3	3	37	8	5	7	34	11
NOIX	2	3	2	3	5	5	5	45
OLEAGINEUX	12	47	9	16	729	499	134	116
RACINES	4	5	5	6	0	5	2	1
STIMULANTS	71	46	63	46	2604	3241	3099	4519
VIANDE	597	1131	3418	2374	249	273	433	558
COTON	24	30	25	92	148	231	342	748
CAOUTCHOUC	0	1	2	3	140	265	187	328
TOTAL TOUS PRODUITS	1280	2071	5499	4279	4331	5019	4751	6852

PART DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE MONDE

ALCOOLS	3.2%	1.6%	1.8%	0.7%	0.2%	0.1%	0.1%	0.1%
CEREALES	1.0%	1.4%	2.2%	2.0%	0.1%	0.1%	0.0%	0.1%
EDULCORANTS	1.8%	2.5%	3.3%	3.1%	0.0%	0.0%	0.1%	0.2%
EPICES	0.0%	0.3%	0.2%	0.6%	0.8%	1.9%	0.2%	0.1%
FRUITS	0.2%	0.1%	0.1%	0.1%	2.0%	1.3%	1.2%	0.5%
HUILES	0.5%	0.5%	2.3%	0.7%	11.3%	6.7%	2.6%	1.8%
LEGUMES	1.6%	1.0%	1.0%	0.9%	0.0%	0.2%	0.2%	0.1%
LEGUMINEUSES	0.5%	0.3%	2.6%	0.2%	0.8%	0.7%	2.4%	0.3%
NOIX	0.1%	0.2%	0.1%	0.1%	0.4%	0.3%	0.3%	1.7%
OLEAGINEUX	0.2%	0.5%	0.1%	0.1%	10.7%	5.4%	0.9%	0.7%
RACINES	0.4%	0.3%	0.1%	0.1%	0.0%	0.3%	0.0%	0.0%
STIMULANTS	0.6%	0.3%	0.4%	0.2%	21.9%	22.0%	17.3%	17.6%
VIANDE	1.5%	1.6%	3.2%	1.7%	0.6%	0.4%	0.4%	0.4%
COTON	0.2%	0.2%	0.2%	0.5%	1.3%	1.8%	2.3%	4.6%
CAOUTCHOUC	0.0%	0.0%	0.1%	0.1%	4.7%	7.0%	4.5%	5.9%
TOTAL TOUS PRODUITS	1.0%	1.1%	2.0%	1.2%	3.5%	2.7%	1.7%	1.9%

WALTPS Sources : FAO et Commodities prices prospects, Banque Mondiale

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES PAR PRODUIT
EN MILLIONS DE DOLLARS CONSTANTS

TOTAL AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
ALCOOLS	177	131	213	98	11	5	8	14
CEREALES	138	265	578	852	14	18	12	41
EDULCORANTS	122	206	92	230	0	1	10	27
EPICES	0	4	4	16	4	8	4	4
FRUITS	13	14	17	19	178	177	240	169
HUILES	12	19	55	100	106	172	194	260
LEGUMES	40	46	67	100	0	7	12	9
LEGUMINEUSES	3	3	5	3	3	7	34	11
NOIX	2	3	2	3	3	3	3	30
OLEAGINEUX	12	47	9	11	314	255	94	97
RACINES	3	5	5	6	0	5	2	1
STIMULANTS	66	36	43	43	2130	2675	2701	4192
VIANDE	382	646	1301	1570	249	273	431	554
COTON	24	30	25	92	148	231	342	748
CAOUTCHOUC	0	0	2	3	67	182	170	254
TOTAL TOUS PRODUITS	992	1456	2418	3144	3225	4019	4256	6412

PART DE LAFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA DANS LE MONDE

ALCOOLS	3.0%	1.5%	1.6%	0.6%	0.2%	0.1%	0.1%	0.1%
CEREALES	0.8%	1.1%	1.3%	1.8%	0.1%	0.1%	0.0%	0.1%
EDULCORANTS	1.4%	2.1%	0.7%	1.7%	0.0%	0.0%	0.1%	0.2%
EPICES	0.0%	0.3%	0.2%	0.5%	0.4%	0.6%	0.2%	0.1%
FRUITS	0.2%	0.1%	0.1%	0.1%	2.0%	1.3%	1.2%	0.5%
HUILES	0.5%	0.5%	0.6%	0.7%	5.0%	4.4%	2.1%	1.8%
LEGUMES	1.5%	1.0%	0.9%	0.8%	0.0%	0.1%	0.2%	0.1%
LEGUMINEUSES	0.5%	0.3%	0.3%	0.1%	0.4%	0.7%	2.4%	0.3%
NOIX	0.1%	0.2%	0.1%	0.1%	0.3%	0.2%	0.2%	1.1%
OLEAGINEUX	0.2%	0.5%	0.1%	0.1%	4.6%	2.8%	0.6%	0.6%
RACINES	0.3%	0.3%	0.1%	0.1%	0.0%	0.3%	0.0%	0.0%
STIMULANTS	0.6%	0.2%	0.2%	0.2%	17.9%	18.1%	15.0%	16.4%
VIANDE	0.9%	0.9%	1.2%	1.1%	0.6%	0.4%	0.4%	0.4%
COTON	0.2%	0.2%	0.2%	0.5%	1.3%	1.8%	2.3%	4.6%
CAOUTCHOUC	0.0%	0.0%	0.1%	0.1%	2.2%	4.8%	4.1%	4.6%
TOTAL TOUS PRODUITS	0.8%	0.8%	0.9%	0.9%	2.6%	2.2%	1.5%	1.8%

WALTPS Sources : FAO et Commodities prices prospects, Banque Mondiale

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES TOUS PRODUITS
VALEURS EN MILLIONS DE DOLLARS CONSTANTS

TOTAL PAR PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS				EXPORTATIONS NETTES			
	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
Bénin	15	44	59	62	50	67	40	49	36	23	-18	-14
Burkina Faso	17	23	176	123	17	34	32	15	-0	11	-144	-109
Cameroun	82	133	196	321	378	462	586	791	295	329	390	470
Cap-Vert	7	16	42	56	4	5	2	3	-4	-11	-39	-53
Rép Centrafricaine	14	27	24	31	26	30	30	28	13	3	7	-3
Tchad	14	26	6	27	79	49	40	4	65	22	34	-23
Côte d'Ivoire	148	254	708	726	688	1139	1768	3109	539	885	1061	2383
Gambie	9	13	41	72	20	28	44	30	11	15	3	-42
Ghana	293	318	156	213	1099	1081	619	747	807	763	463	534
Guinée	26	24	66	115	99	56	26	24	72	32	-41	-90
Libéria	44	55	96	59	11	24	47	17	-33	-31	-49	-42
Guinée-Bissau	9	23	12	28	21	12	8	30	13	-11	-4	3
Mali	27	43	79	127	91	86	92	67	64	43	13	-59
Mauritanie	27	36	132	158	16	50	23	106	-11	14	-109	-53
Niger	9	14	56	113	78	119	67	20	69	105	10	-93
Nigéria	288	615	3081	1134	1033	917	478	367	745	302	-2603	-767
Sénégal	169	241	344	613	213	179	194	276	44	-62	-150	-337
Sierra Leone	43	95	127	75	47	54	55	36	4	-41	-73	-38
Togo	16	39	72	131	75	129	71	58	59	90	-1	-74
TOTAL WA18 HORS NIGERIA	968	1425	2390	3049	3011	3606	3744	5409	2043	2182	1353	2360
TOTAL WA (19 PAYS)	1256	2040	5471	4184	4044	4524	4222	5777	2788	2484	-1250	1593
TOTAL MONDE (EN MILLIARDS DE DOLLARS)	108	165	255	335	110	169	259	330				

PART DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE MONDE

WA18 (HORS NIGERIA)	0.9%	0.9%	0.9%	0.9%	2.7%	2.1%	1.4%	1.6%
WA19	1.2%	1.2%	2.1%	1.2%	3.7%	2.7%	1.6%	1.8%

WALTPS Sources : FAO et Commodities prices prospects, Banque Mondiale

ANNEXE 7

POPULATION, CONSOMMATION, IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES DES REGIONS DU MONDE

VALEURS TOTALES

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS ET QUANTITES EN MILLIONS DE GIGACALORIES PAR AN (MGC)

NOTA: 1 MGC CORRESPOND A 0.3 TONNE D'EQUIVALENT CEREALES

	ANNEE 1961							ANNEE 1970						
REGION	POPULATION P	CONSO C	PROD A Q	IMPORT M	EXPORT X	IMP-EXPT M-X	SOM.DE S(M-X>0)	POPULATIO P	CONSOMM C	PROD APP Q	IMPORT M	EXPORT X	IMP-EXP M-X	SOM.DEFICITS S(M-X>0)
AFRIQUE NORD-SAHARA	55	42	32	15	5	10	10	69	58	50	15	7	9	9
AFRIQUE SUD-SAHARA	228	179	196	12	29	-18	2	289	231	242	21	31	-11	5
TOTAL AFRIQUE	283	221	229	26	34	-8	12	358	289	291	36	38	-2	14
AMERIQUE DU NORD ET CENTRALE	271	282	426	47	191	-144	0	316	348	546	62	260	-197	2
AMERIQUE DU SUD	151	131	145	17	31	-14	7	190	175	223	20	67	-47	6
ASIE	1695	1134	1077	122	64	57	88	2097	1612	1483	200	71	129	157
EUROPE	647	724	594	239	108	130	154	703	842	694	327	178	149	189
PACIIFIQUE	16	17	42	3	28	-25	0	19	21	62	3	44	-41	0
TOTAL MONDE	3062	2510	2513	453	457	-4	262	3683	3289	3299	648	658	-10	367
ASS-RSA	210	161	173	11	23	-12	2	266	208	213	19	24	-5	5
ASS-RSA-NGA	169	125	133	10	18	-8	2	213	163	167	17	21	-4	5
AFRIQUE DE L'OUEST	90	74	79	5	10	-5	1	114	94	94	9	9	0	3
AF. OUEST HORS NIGERIA	49	37	38	4	5	-1	1	61	49	47	7	6	1	3
ASS / MONDE	7.4%	7.1%	7.8%	2.6%	6.4%		0.9%	7.8%	7.0%	7.3%	3.2%	4.8%		1.4%
ASS-RSA/MONDE	6.9%	6.4%	6.9%	2.4%	5.0%		0.9%	7.2%	6.3%	6.5%	2.9%	3.6%		1.4%
ASS-RSA-NGA/MONDE	5.5%	5.0%	5.3%	2.2%	3.9%		0.9%	5.8%	5.0%	5.1%	2.6%	3.1%		1.4%
WA / MONDE	2.9%	2.9%	3.1%	1.0%	2.2%		0.4%	3.1%	2.8%	2.8%	1.4%	1.3%		0.7%
WA-NGA / MONDE	1.6%	1.5%	1.5%	0.8%	1.1%		0.4%	1.7%	1.5%	1.4%	1.1%	0.9%		0.7%

Donnees de commerce alimentaire par produit, source FAO, converties en calories

POPULATION, CONSOMMATION, IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES DES REGIONS DU MONDE

VALEURS TOTALES

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS ET QUANTITES EN MILLIONS DE GIGACALORIES PAR AN (MGC)
NOTA: 1 MGC CORRESPOND A 0.3 TONNE D'EQUIVALENT CEREALES

	ANNEE 1980							ANNEE 1990						
REGION	POPULATION P	CONSO C	PROD A Q	IMPORT M	EXPORT X	IMP-EXPT M-X	SOM.DE S(M-X>0)	POPULATIO P	CONSOMM C	PROD APP Q	IMPORT M	EXPORT X	IMP-EXP M-X	SOM.DEFICITS S(M-X>0)
AFRIQUE NORD-SAHARA	88	93	40	56	3	54	54	115	134	53	84	3	81	81
AFRIQUE SUD-SAHARA	381	305	290	47	32	15	32	507	396	374	50	28	22	31
TOTAL AFRIQUE	469	398	330	103	34	69	86	622	530	427	133	31	103	112
AMERIQUE DU NORD ET CENTRALE	368	424	862	103	542	-438	37	422	514	848	137	470	-334	44
AMERIQUE DU SUD	240	234	267	57	90	-33	20	296	282	378	38	135	-96	9
ASIE	2578	2167	1944	359	136	223	287	3106	2869	2582	508	221	287	389
EUROPE	750	926	684	534	292	242	320	790	987	871	548	432	116	257
PACIIFIQUE	22	24	103	5	84	-79	0	25	30	99	8	76	-69	0
TOTAL MONDE	4427	4173	4190	1160	1177	-17	749	5261	5212	5205	1373	1365	7	812
ASS-RSA	352	274	245	45	16	29	32	471	355	330	44	19	26	31
ASS-RSA-NGA	282	219	202	32	15	17	20	378	282	260	40	18	22	28
AFRIQUE DE L'OUEST	149	117	99	24	6	18	18	194	153	139	21	7	14	15
AF. OUEST HORS NIGERIA	79	62	56	11	5	6	6	101	80	70	17	7	10	11
ASS / MONDE	8.6%	7.3%	6.9%	4.0%	2.7%		4.3%	9.6%	7.6%	7.2%	3.6%	2.1%		3.8%
ASS-RSA/MONDE	8.0%	6.6%	5.9%	3.9%	1.4%		4.3%	9.0%	6.8%	6.3%	3.2%	1.4%		3.8%
ASS-RSA-NGA/MONDE	6.4%	5.2%	4.8%	2.8%	1.3%		2.7%	7.2%	5.4%	5.0%	2.9%	1.3%		3.4%
WA / MONDE	3.4%	2.8%	2.4%	2.1%	0.5%		2.4%	3.7%	2.9%	2.7%	1.6%	0.5%		1.8%
WA-NGA / MONDE	1.8%	1.5%	1.3%	1.0%	0.4%		0.8%	1.9%	1.5%	1.3%	1.3%	0.5%		1.4%

Donnees de commerce alimentaire par produit, source FAO, converties en calories

TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION, DE LA CONSOMMATION, DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES

	DECENNIE 1961-1970						DECENNIE 1970-1980					
REGION	POPULATIO P	CONSO C	PROD A Q	IMPORT M	EXPORT X	SOM.DE S(M-X>0	POPULATIO P	CONSOMM C	PROD APP Q	IMPORT M	EXPORT X	SOM.DEFICITS S(M-X>0)
AFRIQUE NORD-SAHARA	2.5%	3.6%	4.8%	0.7%	4.6%	-1.6%	2.5%	4.9%	-2.2%	13.8%	-9.4%	20.2%
AFRIQUE SUD-SAHARA	2.7%	2.9%	2.3%	6.6%	0.8%	9.8%	2.8%	2.8%	1.8%	8.5%	0.1%	19.7%
TOTAL AFRIQUE	2.6%	3.0%	2.7%	3.7%	1.3%	1.4%	2.7%	3.3%	1.2%	11.1%	-1.1%	20.0%
AMERIQUE DU NORD ET CENTRALE	1.7%	2.4%	2.8%	3.1%	3.5%	17.4%	1.5%	2.0%	4.7%	5.2%	7.6%	36.1%
AMERIQUE DU SUD	2.6%	3.3%	4.9%	1.6%	9.0%	-1.6%	2.3%	2.9%	1.8%	11.3%	3.0%	13.0%
ASIE	2.4%	4.0%	3.6%	5.7%	1.0%	6.6%	2.1%	3.0%	2.7%	6.0%	6.7%	6.2%
EUROPE	0.9%	1.7%	1.7%	3.6%	5.7%	2.3%	0.7%	0.9%	-0.1%	5.0%	5.1%	5.4%
PACIIFIQUE	2.1%	2.8%	4.5%	2.0%	5.2%	15.3%	1.5%	1.1%	5.2%	3.7%	6.6%	3.0%
TOTAL MONDE	2.1%	3.0%	3.1%	4.1%	4.1%	3.8%	1.9%	2.4%	2.4%	6.0%	6.0%	7.4%
ASS-RSA	2.7%	2.9%	2.3%	6.3%	0.4%	9.8%	2.8%	2.8%	1.4%	9.3%	-3.8%	19.7%
ASS-RSA-NGA	2.6%	3.0%	2.6%	6.0%	1.6%	9.8%	2.8%	3.0%	1.9%	6.7%	-3.0%	14.1%
AFRIQUE DE L'OUEST	2.7%	2.7%	1.9%	7.6%	-1.3%	10.4%	2.7%	2.3%	0.6%	10.8%	-3.5%	22.0%
AF. OUEST HORS NIGERIA	2.6%	3.1%	2.5%	6.9%	1.5%	10.4%	2.6%	2.4%	1.6%	5.2%	-0.7%	9.6%

	DECENNIE 1980-1990						PERIODE 1961-1990					
REGION	POPULATIO P	CONSO C	PROD A Q	IMPORT M	EXPORT X	SOM.DE S(M-X>0	POPULATIO P	CONSOMM C	PROD APP Q	IMPORT M	EXPORT X	SOM.DEFICITS S(M-X>0)
AFRIQUE NORD-SAHARA	2.7%	3.6%	2.8%	4.0%	0.2%	4.2%	2.6%	4.0%	1.7%	6.2%	-1.9%	7.5%
AFRIQUE SUD-SAHARA	2.9%	2.6%	2.6%	0.6%	-1.2%	-0.2%	2.8%	2.8%	2.2%	5.2%	-0.1%	9.4%
TOTAL AFRIQUE	2.9%	2.9%	2.6%	2.6%	-1.1%	2.7%	2.7%	3.1%	2.2%	5.8%	-0.3%	8.0%
AMERIQUE DU NORD ET CENTRALE	1.4%	1.9%	-0.2%	2.8%	-1.4%	1.9%	1.5%	2.1%	2.4%	3.7%	3.2%	17.7%
AMERIQUE DU SUD	2.1%	1.9%	3.5%	-3.9%	4.1%	-7.6%	2.4%	2.7%	3.4%	2.8%	5.2%	1.0%
ASIE	1.9%	2.8%	2.9%	3.5%	5.0%	3.1%	2.1%	3.3%	3.1%	5.1%	4.3%	5.3%
EUROPE	0.5%	0.6%	2.4%	0.3%	4.0%	-2.1%	0.7%	1.1%	1.3%	2.9%	4.9%	1.8%
PACIIFIQUE	1.6%	2.5%	-0.4%	5.4%	-1.0%	5.6%	1.7%	2.1%	3.0%	3.7%	3.5%	7.6%
TOTAL MONDE	1.7%	2.2%	2.2%	1.7%	1.5%	0.8%	1.9%	2.6%	2.5%	3.9%	3.8%	4.0%
ASS-RSA	3.0%	2.6%	3.0%	-0.2%	1.5%	-0.2%	2.8%	2.8%	2.2%	5.0%	-0.7%	9.4%
ASS-RSA-NGA	3.0%	2.6%	2.6%	2.3%	1.9%	3.3%	2.8%	2.9%	2.3%	5.0%	0.1%	8.9%
AFRIQUE DE L'OUEST	2.7%	2.7%	3.5%	-1.3%	1.8%	-2.2%	2.7%	2.6%	2.0%	5.5%	-1.0%	9.6%
AF. OUEST HORS NIGERIA	2.5%	2.6%	2.3%	4.3%	3.0%	5.7%	2.6%	2.7%	2.1%	5.4%	1.3%	8.5%

Donnees de commerce alimentaire par produit, source FAO, converties en calories

RATIOS D'IMPORTATION, D'EXPORTATION ET DE DEFICIT NET PAR RAPPORT A LA CONSOMMATION ET A L APRODUCTION DES REGIONS DU MONDE

LES RATIOS D'IMPORTATION NETTE DES PAYS A DEFICIT SONT CALCULES PAR RAPPORT A LA POPULATION ET A LA CONSOMMATION TOTALE DE CES PAYS.

	RATIO IMPORTATION /CONSOMMATION REGIONALE M/C				RATIO IMPORTATION NETTE /CONSOMM REGIONALE (M-X)/C			
REGION	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
AFRIQUE NORD-SAHARA	0.34	0.27	0.60	0.63	0.23	0.15	0.57	0.61
AFRIQUE SUD-SAHARA	0.06	0.09	0.15	0.13	-0.10	-0.05	0.05	0.06
TOTAL AFRIQUE	0.12	0.12	0.26	0.25	-0.04	-0.01	0.17	0.19
AMERIQUE DU NORD ET CENTRALE	0.17	0.18	0.24	0.27	-0.51	-0.57	-1.03	-0.65
AMERIQUE DU SUD	0.13	0.11	0.24	0.14	-0.11	-0.27	-0.14	-0.34
ASIE	0.11	0.12	0.17	0.18	0.05	0.08	0.10	0.10
EUROPE	0.33	0.39	0.58	0.56	0.18	0.18	0.26	0.12
PACIIFIQUE	0.16	0.15	0.19	0.25	-1.53	-1.94	-3.35	-2.26
TOTAL MONDE	0.18	0.20	0.28	0.26	-0.00	-0.00	-0.00	0.00
ASS-RSA	0.07	0.09	0.16	0.12	-0.07	-0.02	0.11	0.07
ASS-RSA-NGA	0.08	0.10	0.15	0.14	-0.06	-0.02	0.08	0.08
AFRIQUE DE L'OUEST	0.06	0.09	0.21	0.14	-0.07	0.00	0.16	0.09
AF. OUEST HORS NIGERIA	0.10	0.14	0.19	0.22	-0.03	0.03	0.10	0.13

	RATIO IMPORTATION NETTE /CONSOMMATION DES PAYS A DEFICIT NET: (M-X>0) /C				RATIO EXPORTATION /PRODUCTION REGIONALE X(C+X-M)				PROPORTION DE LA POPULATION REGIONALE APPARTENANT AUX PAYS A DEFICIT NET			
REGION	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990	1961	1970	1980	1990
AFRIQUE NORD-SAHARA	0.23	0.15	0.57	0.61	0.14	0.14	0.07	0.05	1.00	1.00	1.00	1.00
AFRIQUE SUD-SAHARA	0.06	0.08	0.12	0.10	0.15	0.13	0.11	0.07	0.21	0.29	0.88	0.83
TOTAL AFRIQUE	0.16	0.11	0.24	0.25	0.15	0.13	0.10	0.07	0.36	0.43	0.90	0.86
AMERIQUE DU NORD ET CENTRALE	0.07	0.03	0.41	0.36	0.45	0.48	0.63	0.55	0.03	0.19	0.23	0.29
AMERIQUE DU SUD	0.07	0.16	0.30	0.19	0.21	0.30	0.34	0.36	0.75	0.24	0.32	0.18
ASIE	0.09	0.11	0.14	0.16	0.06	0.05	0.07	0.09	0.89	0.89	0.93	0.86
EUROPE	0.39	0.44	0.40	0.32	0.18	0.26	0.43	0.50	0.55	0.52	0.88	0.81
PACIIFIQUE	0.50	0.65	0.66	0.87	0.67	0.71	0.81	0.77	0.01	0.01	0.01	0.01
TOTAL MONDE	0.17	0.18	0.23	0.21	0.18	0.20	0.28	0.26	0.68	0.67	0.82	0.77
ASS-RSA	0.06	0.08	0.12	0.10	0.13	0.11	0.07	0.06	0.23	0.32	0.95	0.89
ASS-RSA-NGA	0.06	0.08	0.10	0.11	0.13	0.12	0.08	0.07	0.28	0.39	0.93	0.87
AFRIQUE DE L'OUEST	0.06	0.07	0.16	0.10	0.12	0.09	0.06	0.05	0.27	0.41	0.98	0.94
AF. OUEST HORS NIGERIA	0.06	0.07	0.11	0.16	0.13	0.12	0.09	0.10	0.51	0.77	0.96	0.89

Donnees de commerce alimentaire par produit, source FAO, converties en calories

20-Sep-94

CONSOMMATION, IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES PAR HABITANT DES REGIONS DU MONDE

VALEURS EXPRIMEES EN KILOCALORIES PAR HABITANT ET PAR JOUR
LES RATIOS D'IMPORTATION NETTE DES PAYS A DEFICIT SONT CALCULES PAR RAPPORT A LA POPULATION ET A LA CONSOMMATION TOTALE DE CES PAYS.

	ANNEE 1961						ANNEE 1970					
REGION	CONSOM C/P	PROD A Q/P	IMPORT M/P	EXPORT X/P	IMP-EXPT (M-X)/P	SOM. DES PAYS A D (M-X)/P	CONSOM C/P	PROD APP Q/P	IMPORT M/P	EXPORT X/P	IMP-EXPT (M-X)/P	SOM. DES PAYS A DEFICI (M-X)/P
AFRIQUE NORD-SAHARA	2099	1610	719	231	489	489	2297	1960	612	275	337	337
AFRIQUE SUD-SAHARA	2148	2361	139	351	-212	131	2194	2295	196	297	-101	173
TOTAL AFRIQUE	2139	2214	252	328	-76	322	2214	2230	277	293	-16	247
AMERIQUE DU NORD ET CENTRALE	2858	4313	478	1933	-1455	132	3018	4727	540	2248	-1709	77
AMERIQUE DU SUD	2385	2638	308	562	-253	169	2521	3203	282	964	-682	355
ASIE	1833	1740	197	104	92	161	2106	1938	261	92	169	231
EUROPE	3068	2517	1010	459	551	1186	3285	2705	1275	695	580	1418
PACIFIQUE	2933	7415	468	4951	-4483	1372	3098	9098	463	6463	-5999	1804
TOTAL MONDE	2245	2249	405	409	-3	344	2446	2454	482	489	-7	405
ASS-RSA	2103	2261	139	297	-158	131	2139	2192	191	244	-53	173
ASS-RSA-NGA	2020	2148	160	288	-128	131	2094	2144	214	264	-50	173
AFRIQUE DE L'OUEST	2253	2414	139	301	-162	115	2251	2251	211	211	0	146
AF. OUEST HORS NIGERIA	2089	2151	214	276	-62	115	2191	2132	311	252	59	146
ASS / MONDE	0.957	1.050	0.343	0.860			0.897	0.935	0.407	0.607		
ASS-RSA/MONDE	0.953	0.985	0.622	0.802			0.905	0.909	0.574	0.598		
ASS-RSA-NGA/MONDE	1.273	1.918	1.178	4.729			1.234	1.926	1.120	4.594		
WA / MONDE	1.062	1.173	0.760	1.374			1.031	1.306	0.585	1.970		
WA-NGA / MONDE	0.816	0.774	0.485	0.255			0.861	0.790	0.541	0.189		

Donnees de commerce alimentaire par produit, source FAO, converties en calories

CONSOMMATION, IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES PAR HABITANT DES REGIONS DU MONDE

VALEURS EXPRIMEES EN KILOCALORIES PAR HABITANT ET PAR JOUR
LES RATIOS D'IMPORTATION NETTE DES PAYS A DEFICIT SONT CALCULES PAR RAPPORT A LA POPULATION ET A LA CONSOMMATION TOTALE DE CES PAYS.

	ANNEE 1980						ANNEE 1990					
REGION	CONSOM C/P	PROD A Q/P	IMPORT M/P	EXPORT X/P	IMP-EXPT (M-X)/P	SOM. DES PAYS A D (M-X)/P	CONSOM C/P	PROD APP Q/P	IMPORT M/P	EXPORT X/P	IMP-EXPT (M-X)/P	SOM. DES PAYS A DEFICI (M-X)/P
AFRIQUE NORD-SAHARA	2897	1234	1744	80	1663	1663	3180	1254	1989	63	1925	1925
AFRIQUE SUD-SAHARA	2195	2087	337	229	108	263	2142	2023	270	152	118	204
TOTAL AFRIQUE	2328	1926	602	201	402	556	2334	1881	588	135	453	574
AMERIQUE DU NORD ET CENTRALE	3154	6416	768	4030	-3261	1167	3340	5507	888	3056	-2167	1007
AMERIQUE DU SUD	2672	3046	651	1025	-374	733	2610	3503	354	1247	-892	473
ASIE	2303	2066	381	144	237	329	2531	2278	448	195	253	398
EUROPE	3382	2499	1951	1067	884	1334	3422	3018	1901	1497	403	1102
PACIFIQUE	2982	12961	569	10548	-9979	1856	3256	10627	826	8197	-7371	2457
TOTAL MONDE	2582	2593	718	729	-11	565	2714	2710	715	711	4	553
ASS-RSA	2132	1908	350	125	224	263	2066	1916	258	108	149	204
ASS-RSA-NGA	2126	1963	311	148	163	207	2045	1886	292	133	159	231
AFRIQUE DE L'OUEST	2157	1820	449	113	336	346	2160	1960	302	103	199	221
AF. OUEST HORS NIGERIA	2156	1939	399	182	217	230	2171	1889	473	190	283	338
ASS / MONDE	0.850	0.805	0.469	0.314			0.789	0.747	0.378	0.213		
ASS-RSA/MONDE	0.901	0.743	0.839	0.275			0.860	0.694	0.823	0.190		
ASS-RSA-NGA/MONDE	1.221	2.474	1.070	5.530			1.230	2.032	1.243	4.298		
WA / MONDE	1.035	1.175	0.906	1.406			0.962	1.292	0.495	1.753		
WA-NGA / MONDE	0.892	0.797	0.531	0.198			0.932	0.840	0.627	0.275		

Donnees de commerce alimentaire par produit, source FAO, converties en calories

20-Sep-94

TAUX DE CROISSANCE DE LA CONSOMMATION, DE LA PRODUCTION APPARENTE, DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES PAR HABITANT DES REGIONS DU MONDE

	TAUX DE CROISSANCE PAR HAB. 1961-1970					TAUX DE CROISSANCE PAR HAB. 1970-1980				
REGION	CONSOM C/P	PROD A Q/P	IMPORT M/P	EXPORT X/P	SOM. DES PAYS A DEFICIT (M-X)/P	CONSO C/P	PROD APP Q/P	IMPORT M/P	EXPORT X/P	SOM. DES PAYS A DEFICIT (M-X)/P
AFRIQUE NORD-SAHARA	1.0%	2.2%	-1.8%	2.0%	-4.0%	2.3%	-4.5%	11.0%	-11.6%	17.3%
AFRIQUE SUD-SAHARA	0.2%	-0.3%	3.9%	-1.9%	3.2%	0.0%	-0.9%	5.6%	-2.6%	4.2%
TOTAL AFRIQUE	0.4%	0.1%	1.0%	-1.3%	-2.9%	0.5%	-1.5%	8.1%	-3.7%	8.4%
AMERIQUE DU NORD ET CENTRALE	0.6%	1.0%	1.4%	1.7%	-5.9%	0.4%	3.1%	3.6%	6.0%	31.3%
AMERIQUE DU SUD	0.6%	2.2%	-1.0%	6.2%	8.6%	0.6%	-0.5%	8.7%	0.6%	7.5%
ASIE	1.6%	1.2%	3.2%	-1.3%	4.1%	0.9%	0.6%	3.9%	4.5%	3.6%
EUROPE	0.8%	0.8%	2.6%	4.7%	2.0%	0.3%	-0.8%	4.3%	4.4%	-0.6%
PACIFIQUE	0.6%	2.3%	-0.1%	3.0%	3.1%	-0.4%	3.6%	2.1%	5.0%	0.3%
TOTAL MONDE	1.0%	1.0%	1.9%	2.0%	1.8%	0.5%	0.6%	4.1%	4.1%	3.4%
ASS-RSA	0.2%	-0.3%	3.6%	-2.2%	3.2%	-0.0%	-1.4%	6.3%	-6.4%	4.2%
ASS-RSA-NGA	0.4%	-0.0%	3.3%	-1.0%	3.2%	0.2%	-0.9%	3.8%	-5.6%	1.8%
AFRIQUE DE L'OUEST	-0.0%	-0.8%	4.7%	-3.9%	2.8%	-0.4%	-2.1%	7.8%	-6.0%	9.0%
AF. OUEST HORS NIGERIA	0.5%	-0.1%	4.3%	-1.0%	2.8%	-0.2%	-0.9%	2.5%	-3.2%	4.6%

	TAUX DE CROISSANCE PAR HAB. 1980-1990					TAUX DE CROISSANCE PAR HAB. 1961-1990				
REGION	CONSOM C/P	PROD A Q/P	IMPORT M/P	EXPORT X/P	SOM. DES PAYS A DEFICIT (M-X)/P	CONSO C/P	PROD APP Q/P	IMPORT M/P	EXPORT X/P	SOM. DES PAYS A DEFICIT (M-X)/P
AFRIQUE NORD-SAHARA	0.9%	0.2%	1.3%	-2.4%	1.5%	1.4%	-0.9%	3.6%	-4.4%	4.8%
AFRIQUE SUD-SAHARA	-0.2%	-0.3%	-2.2%	-4.0%	-2.5%	-0.0%	-0.5%	2.3%	-2.9%	1.5%
TOTAL AFRIQUE	0.0%	-0.2%	-0.2%	-3.9%	0.3%	0.3%	-0.6%	3.0%	-3.0%	2.0%
AMERIQUE DU NORD ET CENTRALE	0.6%	-1.5%	1.5%	-2.7%	-1.5%	0.5%	0.8%	2.2%	1.6%	7.2%
AMERIQUE DU SUD	-0.2%	1.4%	-5.9%	2.0%	-4.3%	0.3%	1.0%	0.5%	2.8%	3.6%
ASIE	0.9%	1.0%	1.6%	3.1%	1.9%	1.1%	0.9%	2.9%	2.2%	3.2%
EUROPE	0.1%	1.9%	-0.3%	3.4%	-1.9%	0.4%	0.6%	2.2%	4.2%	-0.3%
PACIFIQUE	0.9%	-2.0%	3.8%	-2.5%	2.8%	0.4%	1.2%	2.0%	1.8%	2.0%
TOTAL MONDE	0.5%	0.4%	-0.0%	-0.2%	-0.2%	0.7%	0.6%	2.0%	1.9%	1.6%
ASS-RSA	-0.3%	0.0%	-3.0%	-1.5%	-2.5%	-0.1%	-0.6%	2.1%	-3.4%	1.5%
ASS-RSA-NGA	-0.4%	-0.4%	-0.6%	-1.1%	1.1%	0.0%	-0.4%	2.1%	-2.6%	2.0%
AFRIQUE DE L'OUEST	0.0%	0.7%	-3.9%	-0.9%	-4.4%	-0.1%	-0.7%	2.7%	-3.6%	2.3%
AF. OUEST HORS NIGERIA	0.1%	-0.3%	1.7%	0.4%	3.9%	0.1%	-0.4%	2.8%	-1.3%	3.8%

Donnees de commerce alimentaire par produit, source FAO, converties en calories

ANNEXE 8

AJUSTEMENT DES IMPORTATIONS PAR HABITANT SUR UNE LOI DU TYPE :

$$LN(M/P) = a + b*LN(P) + c*LN(U/R) + d*LN(Y/P)$$

M/P = IMPORTATIONS ALIMENTAIRES PAR HABITANT EN KILOCALORIES PAR HABITANT ET PAR JOUR
P = POPULATION DU PAYS (DIVISEE PAR LA POPULATION DU PAYS LE MOINS PEUPLE DE L'ECHANTILLON)
U/R = RAPPORT DE LA POPULATION URBAINE A LA POPULATION RURALE (DIVISE PAR LE RAPPORT CORRESPONDANT AU PAYS LE MOINS URBANISE)
Y/P = PNB PAR HABITANT EN US$ COURANTS (DIVISE PAR LE PNB PAR HABITANT DU PAYS LE MOINS AVANCE)
LN(X) EST LE LOGARITHME NEPERIEN DE X
LES COEFFICIENTS DE REGRESSION UTILISES POUR LE CALCUL DES IMPORTATIONS THEORIQUES DES PAYS D'ASS SONT CEUX RESULTANT DE L'AJUSTEMENT DE L'ENSEMBLE DES PAYS D

ANNEE 1970	NOMBRE DE PAYS	POPULA	IMPORT. AGROALIM.TOTALES VALEURS REELLE M	THEORIQUE M#	ECART REEL-THEORI M - M#	IMPORTATIONS PAR HABITANT REELLES M/P	THEORI M#/P	REEL / THEORIQUE M / M#
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE	38	266	18.4	26.9	-8.6	189	277	0.68
ASS SAUF NIGERIA ET AFR DU SUD	36	191	14.4	18.1	-3.7	206	260	0.79
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA	15	56	6.5	6.9	-0.4	317	337	0.94
AFRIQUE DE L'OUEST	16	109	8.3	10.3	-1.9	210	257	0.81
TOTAL TOUS PAYS CONNUS	110	3163	556.3	556.3	0.0	482	482	1.00
ASS /TOTAL TOUS PAYS		0.084	0.033	0.048				
RAPPORT ASS /MOYENNE TOUS PAYS						0.39	0.57	
POUR MEMOIRE : MONDE	149	3698	3683.3					

COEFFICIENTS DE REGRESSION DES IMPORTATIONS PAR HABITANT EN 1970							
		MONDE			AFRIQUE SUB-SAHARIENNE		
Constant	a			4.882			5.571
Std Err of Y Est				0.848			0.640
R Squared				0.626			0.659
No. of Observations				110			38
Degrees of Freedom				106			34
VARIABLES INDEPENDANTES		P	U/P	Y/P	P	U/P	Y/P
PARAMETRES		b	c	d	b	c	d
X Coefficient(s)		-0.288	0.303	0.497	-0.467	0.405	0.306
Std Err of Coef.		0.049	0.091	0.113	0.075	0.176	0.225

Donnees de commerce alimentaire par produit, source FAO, converties en calories

20-Sep-94

AJUSTEMENT DES IMPORTATIONS PAR HABITANT SUR UNE LOI DU TYPE :

$$LN(M/P) = a + b*LN(P) + c*LN(U/R) + d*LN(Y/P)$$

M/P = IMPORTATIONS ALIMENTAIRES PAR HABITANT EN KILOCALORIES PAR HABITANT ET PAR JOUR
P = POPULATION DU PAYS (DIVISEE PAR LA POPULATION DU PAYS LE MOINS PEUPLE DE L'ECHANTILLON)
U/R = RAPPORT DE LA POPULATION URBAINE A LA POPULATION RURALE (DIVISE PAR LE RAPPORT CORRESPONDANT AU PAYS LE MOINS URBANISE)
Y/P = PNB PAR HABITANT EN US$ COURANTS (DIVISE PAR LE PNB PAR HABITANT DU PAYS LE MOINS AVANCE)
LN(X) EST LE LOGARITHME NEPERIEN DE X
LES COEFFICIENTS DE REGRESSION UTILISES POUR LE CALCUL DES IMPORTATIONS THEORIQUES DES PAYS D'ASS SONT CEUX RESULTANT DE L'AJUSTEMENT DE L'ENSEMBLE DES PAYS D

ANNEE 1980	NOMBRE DE PAYS	POPULA	IMPORT. AGROALIM.TOTALES VALEURS REELLE M	THEORIQUE M#	ECART REEL-THEORI M - M#	IMPORTATIONS PAR HABITANT REELLES M/P	THEORI M#/P	REEL / THEORIQUE M / M#
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE	40	353	41.7	55.4	-13.7	323	429	0.75
ASS SAUF NIGERIA ET AFR DU SUD	38	255	26.9	34.7	-7.8	289	373	0.78
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA	17	74	10.8	13.3	-2.5	400	491	0.81
AFRIQUE DE L'OUEST	18	144	23.8	25.5	-1.8	451	484	0.93
TOTAL TOUS PAYS CONNUS	114	3852	926.5	926.5	0.0	659	659	1.00
ASS /TOTAL TOUS PAYS		0.092	0.045	0.060				
RAPPORT ASS /MOYENNE TOUS PAYS						0.49	0.65	
POUR MEMOIRE : MONDE	149	4448	4426.8					

COEFFICIENTS DE REGRESSION DES IMPORTATIONS PAR HABITANT EN 1980								
		MONDE			AFRIQUE SUB-SAHARIENNE			
Constant	a			2.376				2.829
Std Err of Y Est				0.789				0.754
R Squared				0.626				0.569
No. of Observations				114				40
Degrees of Freedom				110				36
VARIABLES INDEPENDANTES		P	U/P	Y/P		P	U/P	Y/P
PARAMETRES		b	c	d		b	c	d
X Coefficient(s)		-0.226	0.253	0.437		-0.398	0.372	0.373
Std Err of Coef.		0.044	0.084	0.085		0.085	0.211	0.207

Donnees de commerce alimentaire par produit, source FAO, converties en calories

20-Sep-94

AJUSTEMENT DES IMPORTATIONS PAR HABITANT SUR UNE LOI DU TYPE :

LN(M/P) = a + b*LN(P) + c*LN(U/R) + d*LN(Y/P)

M/P = IMPORTATIONS ALIMENTAIRES PAR HABITANT EN KILOCALORIES PAR HABITANT ET PAR JOUR
P = POPULATION DU PAYS (DIVISEE PAR LA POPULATION DU PAYS LE MOINS PEUPLE DE L'ECHANTILLON)
U/R = RAPPORT DE LA POPULATION URBAINE A LA POPULATION RURALE (DIVISE PAR LE RAPPORT CORRESPONDANT AU PAYS LE MOINS URBANISE)
Y/P = PNB PAR HABITANT EN US$ COURANTS (DIVISE PAR LE PNB PAR HABITANT DU PAYS LE MOINS AVANCE)
LN(X) EST LE LOGARITHME NEPERIEN DE X
LES COEFFICIENTS DE REGRESSION UTILISES POUR LE CALCUL DES IMPORTATIONS THEORIQUES DES PAYS D'ASS SONT CEUX RESULTANT DE L'AJUSTEMENT DE L'ENSEMBLE DES PAYS D

ANNEE 1990	NOMBRE DE PAYS	POPULA	IMPORT. AGROALIM.TOTALES VALEURS REELLE M	THEORIQUE M#	ECART REEL-THEORI M - M#	IMPORTATIONS PAR HABITANT REELLES M/P	THEORI M#/P	REEL / THEORIQUE M / M#
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE	38	454	41.4	60.8	-19.4	249	367	0.68
ASS SAUF NIGERIA ET AFR DU SUD	36	325	31.7	40.4	-8.6	267	340	0.79
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA	15	89	15.7	16.0	-0.3	485	495	0.98
AFRIQUE DE L'OUEST	16	182	19.7	24.9	-5.1	297	374	0.79
TOTAL TOUS PAYS CONNUS	115	4665	1172.6	1172.6	0.0	689	689	1.00
ASS /TOTAL TOUS PAYS		0.097	0.035	0.052				
RAPPORT ASS /MOYENNE TOUS PAYS						0.36	0.53	
POUR MEMOIRE : MONDE	149	4448	5260.8					

COEFFICIENTS DE REGRESSION DES IMPORTATIONS PAR HABITANT EN 1990							
		MONDE			AFRIQUE SUB-SAHARIENNE		
Constant	a			2.891			3.772
Std Err of Y Est				0.873			0.722
R Squared				0.591			0.672
No. of Observations				115			38
Degrees of Freedom				111			34
VARIABLES INDEPENDANTES		P	U/P	Y/P	P	U/P	Y/P
PARAMETRES		b	c	d	b	c	d
X Coefficient(s)		-0.255	0.205	0.442	-0.487	0.386	0.240
Std Err of Coef.		0.050	0.091	0.078	0.093	0.192	0.172

Donnees de commerce alimentaire par produit, source FAO, converties en calories

20-Sep-94

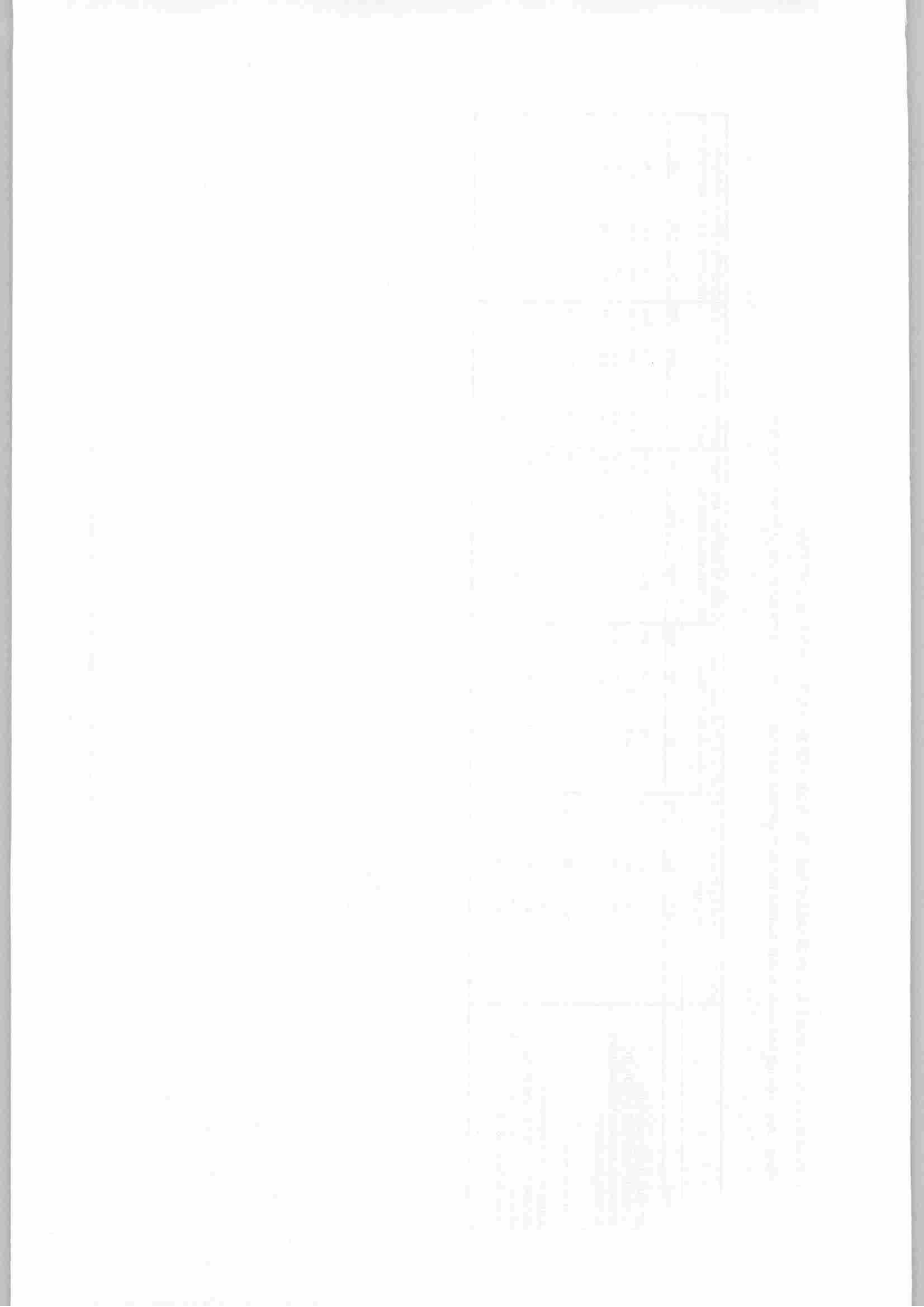
ESSAI D'EVALUATION DU COMMERCE INTRAREGIONAL THEORIQUE DE DIVERSES SOUS-REGIONS D'ASS

IMPORTATIONS TOTALES EN 1000 MILLIARDS DE KILOCALORIES PAR AN ET IMPORTATIONS PAR HABITANT EN 1000 KILOCALORIES PAR HAB ET PAR JOUR

	IMPORT. REGIONALES CONSOLIDEES PM(REGION)P			IMPORTATIONS REGIONALES CONSOLIDEES TOTALES			SOMME DES IMPORT.THEORIQU DES PAYS DE LA REGION			COMMERCE INTRA-REGION THEORIQUE			COMMERCE INTRA-REGIONAL THEORIQUE EN % DES IMPORT. TOTALES		
REGION	1970	1980	1990	1970	1980	1990	1970	1980	1990	1970	1980	1990	1970	1980	1990
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE	118	230	186	11.52	29.62	30.91	26.94	55.39	60.81	15.42	25.77	29.90	0.57	0.47	0.49
ASS SAUF NIGERIA ET AFR DU SUD	104	185	156	7.24	17.21	18.48	18.12	34.65	40.35	10.89	17.45	21.88	0.60	0.50	0.54
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA	166	287	275	3.41	7.74	8.90	6.91	13.28	16.01	3.50	5.53	7.10	0.51	0.42	0.44
AFRIQUE DE L'OUEST	140	325	229	5.58	17.14	15.24	10.26	25.53	24.85	4.68	8.39	9.61	0.46	0.33	0.39
TAUX DE CROISSANCE	70-80	80-90	70-90	70-80	80-90	70-90	70-80	80-90	70-90	70-80	80-90	70-90			
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE	6.8	-2.1	2.3	9.9	0.4	5.1	7.5	0.9	4.2	5.3	1.5	3.4			
ASS SAUF NIGERIA ET AFR DU SUD	6.0	-1.7	2.1	9.0	0.7	4.8	6.7	1.5	4.1	4.8	2.3	3.6			
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA	5.6	-0.4	2.6	8.6	1.4	4.9	6.7	1.9	4.3	4.7	2.5	3.6			
AFRIQUE DE L'OUEST	8.8	-3.4	2.5	11.9	-1.2	5.2	9.5	-0.3	4.5	6.0	1.4	3.7			

Donnees de commerce alimentaire par produit, source FAO, converties en calories

20-Sep-94



ANNEXE 9

DONNEES DE PEUPLEMENT
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
POPULATION									
POPULATION RURALE	R	41	49	58	69	1.9	1.7	1.7	1.7
POPULATION URBAINE	U	7	12	20	32	6.0	5.7	4.7	5.5
POPULATION AGRICOLE	PP	40	49	59	71	2.1	2.0	1.8	2.0
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	8	12	19	29	4.4	4.6	4.5	4.5
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	4	6	10	20	4.4	5.6	6.6	5.5
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	4	6	9	10	4.4	3.5	1.3	3.1
POPULATION TOTALE	P	47	61	78	101	2.6	2.6	2.5	2.6
RATIOS DE PEUPLEMENT									
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.25	0.32	0.41	2.3	2.6	2.6	2.5
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.14	0.19	0.26	0.32				
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.50	0.55	0.67				

PRODUIT REGIONAL BRUT
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)
ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS
PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX EN DOLLARS COURANTS POUR L'ANNEE 1990

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
PRODUIT REGIONAL									
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHE NATIONAL	A1	6	7	9	12	2.5	2.0	3.2	2.6
VAL.AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHE REGIO	A2	0	0	0	0	4.0	3.0	-3.1	1.2
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	1	2	3	3	9.3	2.8	1.1	4.3
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	7	10	12	16	3.7	2.2	2.6	2.8
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	2	3	5	9	5.3	5.7	5.7	5.6
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	16	24	35	39	4.1	4.0	1.3	3.1
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	18	27	40	49	4.2	4.2	2.0	3.5
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	24	36	52	64	4.1	3.7	2.1	3.3
PRODUIT REGIONAL BRUT REEL	Y	27	40	57	70	4.1	3.7	2.1	3.3
PRB RURAL	Y (R)	16	20	23	25	2.7	1.1	0.8	1.5
PRB URBAIN	Y (U)	11	19	32	42	5.8	5.2	2.8	4.6
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	7	10	15	20	3.3	3.4	3.5	3.4
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	19	29	42	49	4.4	3.8	1.5	3.2
RATIOS									
PART DU MARCHE REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.03	0.03	0.04	0.02				
PART DU MARCHE EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.12	0.21	0.22	0.19				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.59	2.74	3.32	3.12				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.72	0.73	0.77	0.76				
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.41	0.48	0.56	0.60				
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.28	0.26	0.26	0.29				

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)
ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT
PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX EN DOLLARS COURANTS POUR L'ANNEE 1990

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL EN US$ PAR HABITANT									
AGRICULTURE DE MARCHE NATIONAL	A1/P	121	121	114	122	-0.1	-0.6	0.7	0.0
AGRICULTURE DE MARCHE REGIONAL	A2/P	5	5	5	3	1.4	0.4	-5.5	-1.3
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	18	34	35	30	6.6	0.2	-1.4	1.7
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	160	154	155	1.1	-0.4	0.0	0.3
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	372	438	512	484	1.6	1.6	-0.6	0.9
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	561	651	725	691	1.5	1.1	-0.5	0.7
PRB DE BASE PAR HABITANT	y1 = Y1 / P	158	170	185	203	0.7	0.9	0.9	0.8
PRB EXPOSE PAR HABITANT	y2 = Y2 / P	403	480	539	489	1.8	1.2	-1.0	0.6
PRODUCTIVITE EN US$ PAR HABITANT									
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	172	200	204	219	1.5	0.2	0.7	0.8
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	a - (A1+A2)/P	46	74	84	94	4.7	1.3	1.1	2.4
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHE P	am / a	0.27	0.37	0.41	0.43	3.2	1.1	0.4	1.6
NON AGRICOLE	b = B/PNP	2247	2204	2113	1655	-0.2	-0.4	-2.4	-1.0
PRODUCTIVITE INFORMELLE	b1 = B1 / PNP1	477	519	522	479	0.8	0.1	-0.8	0.0
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	b2 = B2 / PNP2	4016	3888	4058	4042	-0.3	0.4	-0.0	0.0
PRODUCTIVITE MOYENNE	y = Y/P	561	651	725	691	1.5	1.1	-0.5	0.7
PRODUCTIVITE RURALE	y (R) = Y (R) / R	384	416	392	361	0.8	-0.6	-0.8	-0.2
PRODUCTIVITE URBAINE	y (U) = Y (U) / U	1672	1642	1565	1300	-0.2	-0.5	-1.8	-0.8
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS									
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	b1 / a	2.8	2.6	2.6	2.2				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO	b2 /b1	8.4	7.5	7.8	8.4				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	13.0	11.0	10.4	7.6				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	4.3	3.9	4.0	3.6				

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

DONNEES DE PEUPLEMENT

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE 1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
POPULATION								
POPULATION RURALE	R	41	58	69	105	1.7	1.7	1.4
POPULATION URBAINE	U	7	20	32	121	4.7	5.5	4.5
POPULATION AGRICOLE	PP	40	59	71	117	1.8	2.0	1.7
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	8	19	29	109	4.5	4.5	4.4
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	4	10	20	81	6.6	5.5	4.8
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	4	9	10	27	1.3	3.1	3.5
POPULATION TOTALE	P	47	78	101	226	2.5	2.6	2.7
RATIOS DE PEUPLEMENT								
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.32	0.41	0.92	2.6	2.5	2.7
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.14	0.26	0.32	0.53			
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.55	0.67	0.75			

PRODUIT REGIONAL BRUT

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE 1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
PRODUIT REGIONAL								
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHE NATIONAL	A1	6	9	12	31	3.2	2.6	3.1
VAL.AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHE REGIO	A2	0	0	0	4	-3.1	1.2	8.4
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	1	3	3	7	1.1	4.3	2.6
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	7	12	16	41	2.6	2.8	3.3
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	2	5	9	49	5.7	5.6	5.6
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	16	35	39	145	1.3	3.1	4.4
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	18	40	49	193	2.0	3.5	4.7
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	24	52	64	234	2.1	3.3	4.4
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	27	57	70	254	2.1	3.3	4.4
PRB RURAL	Y (R)	16	23	25	49	0.8	1.5	2.3
PRB URBAIN	Y (U)	11	32	42	196	2.8	4.6	5.3
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	7	15	20	60	3.5	3.4	3.7
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	19	42	49	194	1.5	3.2	4.7
RATIOS								
PART DU MARCHE REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.03	0.04	0.02	0.09			
PART DU MARCHE EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.12	0.22	0.19	0.16			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.59	3.32	3.12	4.73			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.72	0.77	0.76	0.83			
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.41	0.56	0.60	0.77			
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.28	0.26	0.29	0.24			

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE 1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL EN US$ PAR HABITANT								
AGRICULTURE DE MARCHE NATIONAL	A1/P	121	114	122	136	0.7	0.0	0.4
AGRICULTURE DE MARCHE REGIONAL	A2/P	5	5	3	16	-5.5	-1.3	5.6
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	18	35	30	29	-1.4	1.7	-0.1
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	154	155	181	0.0	0.3	0.5
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	372	512	484	856	-0.6	0.9	1.9
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	561	725	691	1124	-0.5	0.7	1.6
PRB DE BASE PAR HABITANT	y1 = Y1 / P	158	185	203	267	0.9	0.8	0.9
PRB EXPOSE PAR HABITANT	y2 = Y2 / P	403	539	489	858	-1.0	0.6	1.9
PRODUCTIVITE EN US$ PAR HABITANT								
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	172	204	219	348	0.7	0.8	1.6
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	a - (A1+A2)/P	46	84	94	196	1.1	2.4	2.5
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHE P	am / a	0.27	0.41	0.43	0.56	0.4	1.6	0.9
NON AGRICOLE	b = B/PNP	2247	2113	1655	1783	-2.4	-1.0	0.2
PRODUCTIVITE INFORMELLE	b1 = B1 / PNP1	477	522	479	601	-0.8	0.0	0.8
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	b2 = B2 / PNP2	4016	4058	4042	5327	-0.0	0.0	0.9
PRODUCTIVITE MOYENNE	y = Y/P	561	725	691	1124	-0.5	0.7	1.6
PRODUCTIVITE RURALE	y (R) = Y (R) / R	384	392	361	465	-0.8	-0.2	0.9
PRODUCTIVITE URBAINE	y (U) = Y (U) / U	1672	1565	1300	1622	-1.8	-0.8	0.7
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS								
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	b1 / a	2.8	2.6	2.2	1.7			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO	b2 /b1	8.4	7.8	8.4	8.9			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	13.0	10.4	7.6	5.1			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	4.3	4.0	3.6	3.5			

DONNEES DE PEUPLEMENT
NIGERIA

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
POPULATION									
POPULATION RURALE	R	34	40	41	48	1.6	0.2	1.7	1.2
POPULATION URBAINE	U	6	13	30	45	8.1	8.6	4.3	7.0
POPULATION AGRICOLE	PP	33	39	42	50	1.6	0.7	1.8	1.4
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	7	14	29	44	7.5	7.3	4.3	6.4
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	3	7	16	29	7.5	8.3	6.4	7.4
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	3	7	13	14	7.5	6.2	1.1	4.9
POPULATION TOTALE	P	40	53	70	94	2.9	2.9	2.9	2.9
RATIOS DE PEUPLEMENT									
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.21	0.36	0.69	0.88	5.8	6.5	2.5	4.9
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.15	0.25	0.42	0.49				
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.50	0.55	0.67				

PRODUIT REGIONAL BRUT
NIGERIA
ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS
PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX EN DOLLARS COURANTS POUR L'ANNEE 1990

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
PRODUIT REGIONAL									
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHE NATIONAL	A1	5	6	7	10	1.5	1.2	3.4	2.0
VAL.AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHE REGIO	A2	0	0	0	0	-5.0	-5.0	12.7	0.6
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	0	0	0	0	-1.5	-1.3	-9.4	-4.1
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	6	7	7	10	1.2	1.0	3.1	1.8
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	1	3	7	11	9.6	8.1	4.5	7.4
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	8	20	40	39	9.4	7.4	-0.4	5.4
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	9	23	47	49	9.4	7.5	0.4	5.7
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	15	29	55	59	6.9	6.4	0.8	4.7
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	17	33	61	62	6.9	6.4	0.1	4.4
PRB RURAL	Y (R)	11	16	14	14	3.0	-1.1	0.3	0.7
PRB URBAIN	Y (U)	5	18	46	45	12.4	10.0	-0.1	7.3
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	6	10	17	24	4.8	5.2	3.7	4.6
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	11	23	44	38	8.0	6.8	-1.6	4.3
RATIOS									
PART DU MARCHE REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.01	0.00	0.00	0.01				
PART DU MARCHE EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.08	0.06	0.05	0.01				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	1.61	3.50	6.52	5.03				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.62	0.78	0.87	0.83				
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.32	0.53	0.74	0.73				
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.38	0.31	0.28	0.39				

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

NIGERIA

ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT
PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX EN DOLLARS COURANTS POUR L'ANNEE 1990

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL EN US$ PAR HABITANT									
AGRICULTURE DE MARCHE NATIONAL	A1/P	132	115	98	103	-1.3	-1.6	0.5	-0.8
AGRICULTURE DE MARCHE REGIONAL	A2/P	1	1	0	1	-7.7	-7.7	9.5	-2.3
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	12	8	5	1	-4.3	-4.0	-12.0	-6.8
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	145	124	103	105	-1.6	-1.8	0.2	-1.1
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	234	433	672	529	6.3	4.5	-2.4	2.8
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	426	625	870	664	3.9	3.4	-2.7	1.5
PRB DE BASE PAR HABITANT	y1 = Y1 / P	161	193	241	261	1.8	2.3	0.8	1.6
PRB EXPOSE PAR HABITANT	y2 = Y2 / P	265	432	629	402	5.0	3.8	-4.4	1.4
PRODUCTIVITE EN US$ PAR HABITANT									
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	175	169	174	198	-0.4	0.3	1.3	0.4
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	a - (A1+A2)/P	42	53	76	94	2.3	3.7	2.1	2.7
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHE P	am / a	0.24	0.31	0.44	0.47	2.7	3.4	0.8	2.3
NON AGRICOLE	b = B/PNP	1364	1621	1651	1132	1.7	0.2	-3.7	-0.6
PRODUCTIVITE INFORMELLE	b1 = B1 / PNP1	373	452	440	368	1.9	-0.3	-1.8	-0.0
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	b2 = B2 / PNP2	2355	2791	3131	2684	1.7	1.2	-1.5	0.4
PRODUCTIVITE MOYENNE	y = Y/P	426	625	870	664	3.9	3.4	-2.7	1.5
PRODUCTIVITE RURALE	y (R) = Y (R) / R	339	389	341	298	1.4	-1.3	-1.3	-0.4
PRODUCTIVITE URBAINE	y (U) = Y (U) / U	916	1343	1528	990	3.9	1.3	-4.2	0.3
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS									
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	b1 / a	2.1	2.7	2.5	1.9				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO	b2 /b1	6.3	6.2	7.1	7.3				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	7.8	9.6	9.5	5.7				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	2.7	3.5	4.5	3.3				

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

DONNEES DE PEUPLEMENT

NIGERIA

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE 1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
POPULATION								
POPULATION RURALE	R	34	41	48	55	1.7	1.2	0.4
POPULATION URBAINE	U	6	30	45	150	4.3	7.0	4.0
POPULATION AGRICOLE	PP	33	42	50	60	1.8	1.4	0.6
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	7	29	44	144	4.3	6.4	4.0
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	3	16	29	108	6.4	7.4	4.4
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	3	13	14	36	1.1	4.9	3.1
POPULATION TOTALE	P	40	70	94	204	2.9	2.9	2.6
RATIOS DE PEUPLEMENT								
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.21	0.69	0.88	2.38	2.5	4.9	3.4
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.15	0.42	0.49	0.73			
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.55	0.67	0.75			

PRODUIT REGIONAL BRUT

NIGERIA

ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE 1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
PRODUIT REGIONAL								
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHE NATIONAL	A1	5	7	10	24	3.4	2.0	3.1
VAL.AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHE REGIO	A2	0	0	0	0	12.7	0.6	6.9
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	0	0	0	0	-9.4	-4.1	2.5
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	6	7	10	25	3.1	1.8	3.1
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	1	7	11	59	4.5	7.4	5.8
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	8	40	39	155	-0.4	5.4	4.7
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	9	47	49	215	0.4	5.7	5.0
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	15	55	59	239	0.8	4.7	4.8
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	17	61	62	253	0.1	4.4	4.8
PRB RURAL	Y (R)	11	14	14	26	0.3	0.7	2.1
PRB URBAIN	Y (U)	5	46	45	219	-0.1	7.3	5.4
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	6	17	24	70	3.7	4.6	3.6
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	11	44	38	183	-1.6	4.3	5.4
RATIOS								
PART DU MARCHE REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.01	0.00	0.01	0.02			
PART DU MARCHE EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.08	0.05	0.01	0.01			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	1.61	6.52	5.03	8.70			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.62	0.87	0.83	0.90			
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.32	0.74	0.73	0.86			
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.38	0.28	0.39	0.28			

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

NIGERIA

ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE 1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL EN US$ PAR HABITANT								
AGRICULTURE DE MARCHE NATIONAL	A1/P	132	98	103	117	0.5	-0.8	0.4
AGRICULTURE DE MARCHE REGIONAL	A2/P	1	0	1	2	9.5	-2.3	4.2
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	12	5	1	1	-12.0	-6.8	-0.1
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	145	103	105	121	0.2	-1.1	0.5
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	234	672	529	1051	-2.4	2.8	2.3
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	426	870	664	1238	-2.7	1.5	2.1
PRB DE BASE PAR HABITANT	y1 = Y1 / P	161	241	261	341	0.8	1.6	0.9
PRB EXPOSE PAR HABITANT	y2 = Y2 / P	265	629	402	897	-4.4	1.4	2.7
PRODUCTIVITE EN US$ PAR HABITANT								
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	175	174	198	408	1.3	0.4	2.4
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	a - (A1+A2)/P	42	76	94	288	2.1	2.7	3.8
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHE P	am / a	0.24	0.44	0.47	0.71	0.8	2.3	1.3
NON AGRICOLE	b = B/PNP	1364	1651	1132	1493	-3.7	-0.6	0.9
PRODUCTIVITE INFORMELLE	b1 = B1 / PNP1	373	440	368	549	-1.8	-0.0	1.3
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	b2 = B2 / PNP2	2355	3131	2684	4328	-1.5	0.4	1.6
PRODUCTIVITE MOYENNE	y = Y/P	426	870	664	1238	-2.7	1.5	2.1
PRODUCTIVITE RURALE	y (R) = Y (R) / R	339	341	298	483	-1.3	-0.4	1.6
PRODUCTIVITE URBAINE	y (U) = Y (U) / U	916	1528	990	1461	-4.2	0.3	1.3
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS								
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	b1 / a	2.1	2.5	1.9	1.3			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO	b2 /b1	6.3	7.1	7.3	7.9			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	7.8	9.5	5.7	3.7			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	2.7	4.5	3.3	3.0			

DONNEES DE PEUPLEMENT
AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
POPULATION									
POPULATION RURALE	R	75	89	99	117	1.8	1.0	1.7	1.5
POPULATION URBAINE	U	12	25	50	78	7.1	7.3	4.5	6.3
POPULATION AGRICOLE	PP	73	88	101	121	1.9	1.5	1.8	1.7
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	15	26	48	73	6.0	6.1	4.4	5.5
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	7	13	26	49	6.0	7.2	6.5	6.5
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	7	13	21	24	6.0	5.0	1.2	4.0
POPULATION TOTALE	P	87	114	149	194	2.7	2.7	2.7	2.7
RATIOS DE PEUPLEMENT									
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.30	0.47	0.60	4.0	4.6	2.5	3.7
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.14	0.22	0.34	0.40				
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.50	0.55	0.67				

PRODUIT REGIONAL BRUT
AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)
ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS
PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX EN DOLLARS COURANTS POUR L'ANNEE 1990

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
PRODUIT REGIONAL									
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHE NATIONAL	A1	11	13	16	22	2.0	1.6	3.3	2.3
VAL.AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHE REGIO	A2	0	0	0	0	2.8	2.5	-1.8	1.1
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	1	2	3	3	6.5	2.2	0.3	3.0
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	13	16	19	25	2.6	1.7	2.8	2.4
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	3	6	12	20	7.3	6.9	5.0	6.4
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	24	43	75	78	6.2	5.7	0.4	4.0
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	27	50	87	98	6.3	5.8	1.2	4.4
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	40	66	107	124	5.2	4.9	1.5	3.9
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	44	73	118	132	5.3	5.0	1.1	3.8
PRB RURAL	Y (R)	27	36	37	39	2.9	0.2	0.6	1.2
PRB URBAIN	Y (U)	16	37	77	87	8.4	7.7	1.2	5.7
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	14	21	31	45	4.0	4.4	3.6	4.0
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	30	52	87	87	5.8	5.2	0.0	3.7
RATIOS									
PART DU MARCHE REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.02	0.02	0.02	0.01				
PART DU MARCHE EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.10	0.15	0.16	0.12				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.14	3.05	4.52	3.86				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.68	0.75	0.82	0.79				
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.38	0.50	0.65	0.66				
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.32	0.28	0.27	0.34				

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE
AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)
ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT
PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX EN DOLLARS COURANTS POUR L'ANNEE 1990

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE 1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL EN US$ PAR HABITANT									
AGRICULTURE DE MARCHE NATIONAL	A1/P	126	118	106	113	-0.7	-1.0	0.6	-0.4
AGRICULTURE DE MARCHE REGIONAL	A2/P	3	3	3	2	0.1	-0.2	-4.4	-1.5
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	15	22	21	16	3.7	-0.5	-2.4	0.2
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	143	130	131	-0.1	-0.9	0.1	-0.3
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	309	436	568	506	3.5	3.0	-1.5	1.7
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	499	639	793	678	2.5	2.2	-1.6	1.0
PRB DE BASE PAR HABITANT	y1 = Y1 / P	159	181	212	231	1.3	1.6	0.9	1.2
PRB EXPOSE PAR HABITANT	y2 = Y2 / P	340	458	582	447	3.0	2.4	-2.6	0.9
PRODUCTIVITE EN US$ PAR HABITANT									
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	174	186	191	210	0.7	0.3	0.9	0.6
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	a - (A1+A2)/P	44	65	82	95	3.8	2.4	1.5	2.6
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHE P	am / a	0.26	0.35	0.43	0.45	3.1	2.1	0.6	1.9
NON AGRICOLE	b = B/PNP	1835	1890	1835	1343	0.3	-0.3	-3.1	-1.0
PRODUCTIVITE INFORMELLE	b1 = B1 / PNP1	428	483	473	413	1.2	-0.2	-1.3	-0.1
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	b2 = B2 / PNP2	3242	3297	3500	3231	0.2	0.6	-0.8	-0.0
PRODUCTIVITE MOYENNE	y = Y/P	499	639	793	678	2.5	2.2	-1.6	1.0
PRODUCTIVITE RURALE	y (R) = Y (R) / R	364	404	371	335	1.1	-0.8	-1.0	-0.3
PRODUCTIVITE URBAINE	y (U) = Y (U) / U	1310	1484	1543	1118	1.3	0.4	-3.2	-0.5
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS									
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	b1 / a	2.5	2.6	2.5	2.0				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO	b2 /b1	7.6	6.8	7.4	7.8				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	10.6	10.2	9.6	6.4				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	3.6	3.7	4.2	3.3				

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

DONNEES DE PEUPLEMENT
AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE 1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
POPULATION								
POPULATION RURALE	R	75	99	117	160	1.7	1.5	1.1
POPULATION URBAINE	U	12	50	78	270	4.5	6.3	4.2
POPULATION AGRICOLE	PP	73	101	121	178	1.8	1.7	1.3
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	15	48	73	252	4.4	5.5	4.2
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	7	26	49	189	6.5	6.5	4.6
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	7	21	24	63	1.2	4.0	3.3
POPULATION TOTALE	P	87	149	194	430	2.7	2.7	2.7
RATIOS DE PEUPLEMENT								
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.47	0.60	1.42	2.5	3.7	2.9
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.14	0.34	0.40	0.63			
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.55	0.67	0.75			

PRODUIT REGIONAL BRUT
AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)
ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS
PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE 1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
PRODUIT REGIONAL								
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHE NATIONAL	A1	11	16	22	55	3.3	2.3	3.1
VAL.AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHE REGIO	A2	0	0	0	4	-1.8	1.1	8.2
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	1	3	3	7	0.3	3.0	2.6
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	13	19	25	66	2.8	2.4	3.2
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	3	12	20	108	5.0	6.4	5.7
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	24	75	78	300	0.4	4.0	4.6
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	27	87	98	408	1.2	4.4	4.9
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	40	107	124	474	1.5	3.9	4.6
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	44	118	132	507	1.1	3.8	4.6
PRB RURAL	Y (R)	27	37	39	75	0.6	1.2	2.2
PRB URBAIN	Y (U)	16	77	87	414	1.2	5.7	5.3
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	14	31	45	130	3.6	4.0	3.6
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	30	87	87	377	0.0	3.7	5.0
RATIOS								
PART DU MARCHE REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.02	0.02	0.01	0.06			
PART DU MARCHE EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.10	0.16	0.12	0.10			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.14	4.52	3.86	6.22			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.68	0.82	0.79	0.86			
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.38	0.65	0.66	0.82			
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.32	0.27	0.34	0.26			

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE 1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL EN US$ PAR HABITANT								
AGRICULTURE DE MARCHE NATIONAL	A1/P	126	106	113	127	0.6	-0.4	0.4
AGRICULTURE DE MARCHE REGIONAL	A2/P	3	3	2	9	-4.4	-1.5	5.4
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	15	21	16	16	-2.4	0.2	-0.1
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	130	131	152	0.1	-0.3	0.5
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	309	588	506	949	-1.5	1.7	2.1
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	499	793	678	1178	-1.6	1.0	1.9
PRB DE BASE PAR HABITANT	y1 = Y1 / P	159	212	231	302	0.9	1.2	0.9
PRB EXPOSE PAR HABITANT	y2 = Y2 / P	340	582	447	876	-2.6	0.9	2.3
PRODUCTIVITE EN US$ PAR HABITANT								
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	174	191	210	368	0.9	0.6	1.9
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	a - (A1+A2)/P	44	82	95	232	1.5	2.6	3.0
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHE P	am / a	0.26	0.43	0.45	0.63	0.6	1.9	1.1
NON AGRICOLE	b = B/PNP	1835	1835	1343	1618	-3.1	-1.0	0.6
PRODUCTIVITE INFORMELLE	b1 = B1 / PNP1	428	473	413	571	-1.3	-0.1	1.1
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	b2 = B2 / PNP2	3242	3500	3231	4758	-0.8	-0.0	1.3
PRODUCTIVITE MOYENNE	y = Y/P	499	793	678	1178	-1.6	1.0	1.9
PRODUCTIVITE RURALE	y (R) = Y (R) / R	364	371	335	471	-1.0	-0.3	1.1
PRODUCTIVITE URBAINE	y (U) = Y (U) / U	1310	1543	1118	1533	-3.2	-0.5	1.1
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS								
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	b1 / a	2.5	2.5	2.0	1.6			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO	b2 /b1	7.6	7.4	7.8	8.3			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	10.6	9.6	6.4	4.4			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	3.6	4.2	3.3	3.3			

MATRICE DES ECHANGES INTRAREGIONAUX ET EXTERIEURS DU NIGERIA ET DU RESTE DE LA REGION AFRIQUE DE L'OUEST

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

VALEURS EN MILLIARDS DE US DOLLARS, PRIX ANNEE DE BASE 1990

ANNEE DE BASE : 1990

ECONOMIE REELLE

	NIGERIA	WA18	TOT.EXPORT INTRA WA	EXPORT AGR VERS LE RDM	TOTAL EXPO AGROALIMEN	B. & S. FINAUX AGROALIM. SUR LE MARCHE INTERIEUR	GRAND TOTA
NIGERIA		0.1	0.1	0.3	0.5	20.8	21.2
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA WA18 (18 PAYS)	0.4	0.3	0.7	7.4	8.1	26.0	34.1
TOTAL DES IMPORTATIONS INTRAREGIONALES WA	0.4	0.4	0.9	7.7	8.6	46.8	55.4
IMPORT. AGROALIM EN PROVENANCE DU RDM	1.6	3.9	5.4				
TOTAL DES IMPORTATIONS AGROALIOMENTAIRES	2.0	4.3	6.3				
TOTAL DES BIENS ET SERVICES FINAUX AGRICOLES D'ORIGINE IN	19.2	29.8	49.1				
TOTAL DES BIENS ET SERVICES FINAUX AGRICOLES	21.2	34.1	55.4				

PRINCIPAUX RATIOS CONCERNANT LES ECHANGES AGROALIMENTAIRES

	NIGERIA	WA18	WA
PART DES IMPORTATIONS TOTALES DANS LA DEMANDE AGROALIMENTAIRE TOTALE	0.09	0.13	0.11
PART DE LA REGION DANS LES IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES TOTALES	0.21	0.10	0.14
PART DES EXPORTATIONS DANS LA PRODUCTION AGRICOLE	0.02	0.24	0.16
PART DE LA REGION DANS LES EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES	0.30	0.09	0.10

MATRICE DES ECHANGES INTRAREGIONAUX ET EXTERIEURS DU NIGERIA ET DU RESTE DE LA REGION AFRIQUE DE L'OUEST

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

VALEURS EN MILLIARDS DE US DOLLARS, PRIX ANNEE DE BASE 1990

ANNEE FINALE DE PROJECTION 2020

ECONOMIE REELLE

	NIGERIA	WA18	TOT.EXPORT INTRA WA	EXPORT AGR VERS LE RDM	TOTAL EXPO AGROALIMEN	B. & S. FINAUX AGROALIM. SUR LE MARCHE INTERIEUR	GRAND TOTA
NIGERIA		1.2	1.2	0.8	2.1	58.2	60.3
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA WA18 (18 PAYS)	3.2	6.4	9.6	18.0	27.5	71.2	98.8
TOTAL DES IMPORTATIONS INTRAREGIONALES WA	3.2	7.7	10.8	18.8	29.6	129.5	159.1
IMPORT. AGROALIM EN PROVENANCE DU RDM	5.7	6.6	12.4				
TOTAL DES IMPORTATIONS AGROALIOMENTAIRES	8.9	14.3	23.2				
TOTAL DES BIENS ET SERVICES FINAUX AGRICOLES D'ORIGINE IN	51.4	84.5	135.9				
TOTAL DES BIENS ET SERVICES FINAUX AGRICOLES	60.3	98.8	159.1				

PRINCIPAUX RATIOS CONCERNANT LES ECHANGES AGROALIMENTAIRES

	NIGERIA	WA18	WA
PART DES IMPORTATIONS TOTALES DANS LA DEMANDE AGROALIMENTAIRE TOTALE	0.15	0.14	0.15
PART DE LA REGION DANS LES IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES TOTALES	0.36	0.54	0.47
PART DES EXPORTATIONS DANS LA PRODUCTION AGRICOLE	0.03	0.28	0.19
PART DE LA REGION DANS LES EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES	0.61	0.35	0.37

TAUX DE CROISSANCE DES ECHANGES AGROALIMENTAIRES

	NIGERIA	WA18	WA
IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES EN PROVENANCE DE LA REGION	6.9	10.0	8.8
IMPORTATIONS AGROALIENTAIRES EN PROVENANCE DU RESTE DU MONDE	4.4	1.8	2.8
IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES TOTALES	5.1	4.1	4.4
EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES A DESTINATION DE LA REGION	7.6	9.0	8.8
EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES A DESTINATION DU RESTE DU MONDE	3.0	3.0	3.0
EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES TOTALES	5.0	4.2	4.2

DIFFUSION DE L'ETUDE SUR LES PERSPECTIVES A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST

Une première diffusion est assurée par la cellule CINERGIE et par le Club du Sahel. Par la suite, la diffusion est confiée aux centres suivants :

Europe
CIRAD/CIDARC - Sevice IST
Avenue du Val de Montferrand
BP 5035 10-5
34032 MONTPELLIER cedex - France
Téléphone : (33) 67-61-58-00

Amérique du Nord
Centre Sahel - Université Laval
(local 0407)
Pavillon Jean-Charles de Koninck
QUEBEC - Canada GLK 7P4
Téléphone : (1-418) 656-54-48

Asie
Institut de recherche de JICA
International Coop. Centre Building
Ichiguya Hommura-cho
Shinjuku-ku - TOKYO 162 - Japon
Téléphone : (81) 3-269-32-01

Afrique
RESADOC
Institut du Sahel
BP 1530
BAMAKO - Mali
Téléphone : (223) 22-21-78

CINERGIE, la Cellule Internationale d'Etude et de Recherche pour la Gestion de l'Information sur les Echanges, est le fruit de la coopération entre la Banque Africaine de Développement et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

La Cellule est financée par quatre membres de l'OCDE : le Canada, les Etats-Unis, la France et les Pays-Bas. Elle bénéficie pour ses activités opérationnelles du financement de la Banque Mondiale et de la Commission des Communautés Européennes notamment. La cellule CINERGIE a pour but :

- d'améliorer le dialogue entre pays sahéliens, pays côtiers du Golfe de Guinée et agences de coopération;
- de mettre en évidence les entraves aux échanges économiques;
- d'aider les décideurs africains à intérioriser les connaissances sur les réalités de la coopération régionale afin de les prendre en compte dans leurs décisions.

Sur la base de l'étude des perspectives à long terme, CINERGIE élaborera un **programme d'action commun** en Afrique de l'ouest, comprenant un ensemble de propositions s'adressant aux Etats de la région et aux agences de coopération.

CINERGIE, Unité BAD/OCDE
01 BP 1387
ABIDJAN 01
Côte d'Ivoire
Tel : (225) 20 41 79
Telex : 23717/23498/23263
FAX : (225) 20 59 50

Club du Sahel - OCDE
2 rue André Pascal
75775 PARIS cedex 16
France
Tel : (33-1) 45 24 82 00
Telex : F640048 OCDE Paris
Fax : (33-1) 45 24 90 31

CILSS
B.P. 7049
OUAGADOUGOU
Burkina Faso
Tel : (226) 30 62 51
Fax : (226) 30 76 47